

Délibération DEL-CC-2024-008

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Extrait du Registre des Délibérations

MARDI 30 JANVIER 2024

AU POLE ENVIRONNEMENT, RUE LAVOISIER A SAINT-PORCHAIRE (BRESSUIRE)

Le trente janvier deux mille vingt-quatre, à 18h00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Pôle Environnement, rue Lavoisier à Saint-Porchaire (BRESSUIRE), sous la présidence de Monsieur Pierre-Yves MAROLLEAU, Président.

Membres : 75 – Quorum : 38

Présents (59) : Pierre-Yves MAROLLEAU, Claude POUSIN, Johnny BROSSEAU, André GUILLERMIC, Marie JARRY, Jérôme BARON, Pascal LAGOGUEE, Gilles PETRAUD, François MARY, Philippe ROBIN, Dany GRELLIER, Yves CHOUTEAU, Pierre BUREAU, Anne-Marie REVEAU, Cécile VRIGNAUD, Claire PAULIC, Dominique REGNIER, Jean-Yves BILHEU, Serge BOUJU, Thierry MAROLLEAU, Sébastien GRELLIER, Joël BARRAUD, Christine SOULARD, Philippe AUDUREAU, Anne-Marie BARBIER, Sylvie BAZANTAY, Florence BAZZOLI, Jean-Marc BERNARD, Nathalie BERNARD, Sophie BESNARD, Bruno BODIN, Jean-Pierre BODIN, André BOISSONNOT, Marie-Line BOTTON, Bernard CARTIER, Armelle CASSIN, Yannick CHARRIER, Julie COUTOUIS, Freddy ENOND, Stéphanie FILLON, Pascal GABILY, Marie GAUVRIT, Jean-Paul GODET, Catherine GONNORD, Aurélie GREGOIRE, Claudine GRELLIER, Jean-Jacques GROLLEAU, Emmanuelle HERBRETEAU, Etienne HUCAULT, Vincent MAROT, Patricia MIMAULT, Roland MOREAU, Stéphane NIORT, Maryse NOURISSON-ENOND, Karine PIED, Denis PRISSET, Rodolphe ROUE, Véronique VILLEMONTAIX, Patricia YOU, Jean-Baptiste FORTIN par Freddy ENOND (suppléant)

Pouvoirs (5) : Nicole COTILLON pouvoir à Pierre-Yves MAROLLEAU, Bérangère BAZANTAY pouvoir à Yannick CHARRIER, Rachel MERLET pouvoir à Marie-Line BOTTON, Nathalie MOREAU pouvoir à Bruno BODIN, Pierre MORIN pouvoir à Florence BAZZOLI

Absents (16) : Emmanuelle MENARD, Nicole COTILLON, Jean Claude METAIS, Bérangère BAZANTAY, Jacques BELIARD, Pascale FERCHAUD, Odile LIOUSRI-DROCHON, Jean-Louis LOGEAS, Rachel MERLET, Jean-François MOREAU, Nathalie MOREAU, Pierre MORIN, Sylvie RENAUDIN, Corinne TAILLEFAIT, Dominique TRICOT, Patricia TURPEAU

Date de convocation : 24-01-2024

Secrétaire de séance : Monsieur Jérôme BARON

POLITIQUE DE LA VILLE

Prévention Politique de la ville - Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » du quartier Valette-Bressuire 2024-2030

Annexe : contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » du quartier Valette-Bressuire

Vu la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 relative à l'intervention de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu l'article 68 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances 2022 qui proroge les contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2023 ainsi que les régimes fiscaux zonés qui leurs sont attachés ;

Vu la circulaire du 15 mai 2023 relative à l'organisation de la concertation citoyenne dans le cadre de la refonte des contrats de ville ;

Vu la circulaire NOR : TREB2322581C du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024 – 2030 dans les départements métropolitains ;

Vu le décret 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la délibération DEL-CC-2015-194 du Conseil communautaire du 7 juillet 2015 adoptant le contrat de ville du quartier prioritaire de Valette-Bressuire pour la période 2015-2020 ;

Vu la délibération DEL-CC-2019-215 du Conseil communautaire du 5 novembre 2019 validant le « Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés » (PERR) qui prolonge le contrat de ville du quartier prioritaire de Valette-Bressuire jusqu'en 2022 ;

Vu la délibération DEL-CC-2022-134 du Conseil communautaire du 4 octobre 2022 approuvant l'évaluation finale du contrat de ville du quartier Valette-Bressuire 2015-2023.

Considérant la note du 3 avril 2023 du ministre de la Ville et du Logement fixant le cadre de l'actualisation de la géographie prioritaire de la politique de la ville et de la prochaine génération des contrats de ville intitulée « Engagements Quartiers 2030 » ;

Considérant les mesures en faveur des quartiers prioritaires annoncées par le Comité Interministériel des Villes (CIV) du 27 octobre 2023 ;

Considérant les observations formulées par la commission « Santé Jeunesse Citoyenneté et Politique de la Ville » de l'Agglomération du Bocage Bressuirais du 7 décembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable donné au contenu du prochain contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » du quartier Valette-Bressuire par le comité de pilotage du contrat de ville en date du 11 décembre 2023

Considérant l'avis de la réunion de fonctionnement exécutif des Président et vice-présidents du 16 janvier 2024 ;

Considérant le projet de nouveau contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » du quartier Valette-Bressuire avec l'Etat, la commune de Bressuire, le parquet de Niort, le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, le Conseil Départemental des Deux-Sèvres, la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale, l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine, la Caisse d'Allocations Familiales des Deux-Sèvres, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres, le bailleur social Deux-Sèvres Habitat (DSH), la Caisse des Dépôts et Consignations, France Travail, et la Maison de l'Emploi du Bocage Bressuirais, ci-annexé.

Reprenant les conclusions de l'évaluation finale du précédent contrat de ville, en lien avec les orientations nationales, les priorités du nouveau contrat du quartier Valette ont été définies dans une logique participative associant l'ensemble des parties prenantes.

Les travaux réalisés tout au long de l'année 2023 ont permis de faire émerger 17 fiches-actions réparties autour de 4 enjeux :

- *Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et des familles,*
- *Favoriser l'accès à l'emploi pour tous,*
- *Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique ;*
- *Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités.*

Ce contrat est conclu pour une durée de 6 ans, avec un point d'étape à mi-parcours, en 2027, sa mise en œuvre sera réalisée au travers :

- De moyens spécifiques, dédiés à la politique de la ville : ingénierie, postes de médiateurs adultes relais, appel à projets ;

- D'une gouvernance renouvelée comprenant une nouvelle instance : un comité de coordination et de suivi, maillon manquant entre le comité de pilotage et les groupes de travail thématiques ;
- Des engagements des signataires : mobilisation des moyens humains, financiers et attention particulière portée aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de chaque politique publique.

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais s'engage à mobiliser son ingénierie pour :

- Piloter et coordonner le contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » ;
- Animer les groupes de travail pour lesquels elle a été désignée pilote ou copilote ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requièrent sa présence.

En particulier, elle sera l'interlocuteur local privilégié sur le volet cadre de vie et copilotera les instances du groupe de travail ayant pour fonction de mettre en œuvre l'étude urbaine.

Elle mobilisera également le poste d'adulte relais dont elle bénéficie pour animer le Conseil Citoyen, renforcer, et diversifier la participation citoyenne.

Elle s'engage à mobiliser ses moyens financiers dans le cadre de l'appel à projets (12 000€/an en 2023) ou de toutes autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

Elle veillera enfin à l'articulation des enjeux de la politique de la ville avec ceux des autres dispositifs qu'elle coordonne (Contrat Local de Santé, Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Conférence Intercommunale du Logement...).

Le conseil communautaire, est invité à :

- **adopter les termes du contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » du quartier Valette-Bressuire établi pour la période 2024-2030, tels que présentés et portés par le projet de contrat ci-annexé ;**
- **autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.**

Après en avoir délibéré,

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,
Le Président de la Communauté
d'Agglomération du Bocage Bressuirais,
Pierre-Yves MAROLLEAU,

Transmis en préfecture le

01 FEV. 2024

Notifié ou publié le

01 FEV. 2024

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification/ou publication.





PROJET

ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030

« VALETTE » (BRESSUIRE)

quartiers2030



Entre l'Etat

Représenté par Mme Emmanuelle DUBEE, Préfète

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais,

Représentée par M Pierre Yves MAROLLEAU, Président

ET

La Ville de Bressuire

Représentée par Mme Emmanuelle MENARD, Maire

La Direction Départementale des Services de l'Education Nationale

Représentée par Mme Véronique GUGGIARI, Inspectrice d'Académie

Le Conseil Départemental des Deux-Sèvres

Représenté par Mme Coralie DENOUES, Présidente

Le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine

Représenté par M Alain ROUSSET, Président

La Maison de l'Emploi du Bocage Bressuirais

Représentée par M Loïc ROCHARD, Président

France Travail

Représenté par M Vincent DESMARTIN, directeur territorial délégué dans les Deux-Sèvres

L'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine

Représentée par M Benoît ELLEBOODE, Directeur Général

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres

Représentée par Mme Christine LASSERRE, directrice

La Caisse d'Allocations Familiales des Deux-Sèvres

Représentée par Mme Fatma DRISSI, directrice

Deux-Sèvres Habitat

Représenté par M Jacques BILLY, Président

Le Parquet de Niort

Représenté par M Julien WATTEBLED, Procureur

La Caisse des Dépôts et Consignations

Représentée par Mme Anne FONTAGNERES, Directrice Régionale Nouvelle Aquitaine

TABLE DES MATIERES

EDITO : LE MOT DU VICE-PRESIDENT	p.
PREAMBULE	p.
I. LE CONTRAT DE VILLE 2015-2023 DU QUARTIER « VALETTE »	p.
II. L'EVALUATION DU CONTRAT DE VILLE 2015-2023, SOCLE D'UN DIAGNOSTIC PARTAGE	p.
A. Eléments chiffrés.....	p.
B. Eléments qualitatifs	p.
III. LES PRIORITES D'« ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »	p.
A. Le périmètre du quartier prioritaire « Valette »	p.
B. Méthodologie locale appliquée et enjeux prioritaires	p.
C. Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et des familles	p.
D. Favoriser l'accès à l'emploi pour tous	p.
E. Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique	p.
F. Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités.....	p.
IV. MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DES PRIORITES D'« ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »	p.
A. Les moyens spécifiques	p.
B. Une gouvernance renouvelée	p.
C. Articulation avec les autres stratégies existantes.....	p.
D. Les engagements des partenaires	p.
V. LES CONVENTIONS D'APPLICATION	p.
ANNEXES	p.

EDITO : LE MOT DU VICE-PRESIDENT

Le premier contrat de ville signé en 2015 pour le quartier « Valette » s'articulait autour de trois piliers :

- La cohésion sociale,
- L'amélioration du cadre de vie et le renouvellement urbain,
- L'emploi et le développement économique.

Le Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés, signé en 2019, est venu prolonger le contrat de ville en précisant des priorités telles que la réussite éducative, l'accès aux droits, l'amélioration du cadre de vie et la prise en compte d'axes transversaux dans les projets.

L'année 2022 était l'année de l'évaluation. Evaluation réalisée grâce à la participation et l'implication de très nombreux partenaires que je remercie.

Puis, en 2023, une concertation citoyenne riche et des ateliers thématiques ont permis de compléter ce bilan et, surtout, de préparer la rédaction du nouveau contrat de ville intitulé « Engagements Quartiers 2030 ».

Un nouveau périmètre est défini pour ce quartier multiculturel qui présente un taux de pauvreté élevé et qui voit sa population, marquée par une jeunesse peu formée, en augmentation.

Des enjeux forts, développés dans 17 fiches actions, priorisent :

- La réussite éducative,
- Le soutien à la parentalité,
- L'accès à l'emploi,
- L'accès aux droits,
- L'amélioration du cadre de vie avec, notamment, la mise en œuvre de l'étude urbaine et le réaménagement des espaces publics.

Compte tenu des caractéristiques de ce quartier prioritaire, il sera nécessaire de porter une attention toute particulière en direction de la jeunesse.

En outre, il s'agira de renforcer l'animation et la coordination des acteurs pour plus de transversalité, de cohérence et de complémentarité et de raviver la participation citoyenne.

André GUILLERMIC

*Vice-Président de l'Agglomération du Bocage Bressuirais
En charge de la jeunesse, du sport, de la politique de la ville et de la santé*

PREAMBULE

La loi de programmation pour la ville et cohésion urbaine du 21 février 2014 a défini le cadre de l'intervention de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) en vue d'améliorer les conditions de vie des habitants et de réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et le reste de l'unité urbaine.

Mise en œuvre au moyen d'un contrat unique, conformément à l'article 6 de la loi, la politique de la ville regroupe les dimensions sociales, urbaines et économiques et s'inscrit dans une démarche de co-construction avec les habitants et les acteurs du quartier.

Initialement prévus pour une durée de 6 ans, les contrats de ville sont arrivés à échéance au 31 décembre 2023.

La refonte des ces contrats, intitulée « Engagements Quartiers 2030 », repose sur une contractualisation resserrée, un zonage actualisé et une participation citoyenne ravivée.

Note du 13 avril 2023 du Ministre chargé de la Ville et Logement relative à l'actualisation de la géographie prioritaire

Elle est venue actualiser les critères qui ont prévalu à la définition des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville en 2014 sans ajout de critère supplémentaire et à partir de données produites par l'INSEE en 2019 à l'échelle de carreaux de 200m. Les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville doivent ainsi remplir les conditions suivantes :

- Être dans une unité urbaine de plus de 10 000 habitants ;
- Le nombre minimal d'habitants d'un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville est fixé à 1 000 ;
- Le critère de revenu est défini par une approche mêlant deux références : le décrochage par rapport aux revenus de l'unité urbaine dans laquelle se situe la zone et le décrochage par rapport aux revenus de la France métropolitaine.

Circulaire du 15 mai 2023 relative à l'organisation de la concertation citoyenne dans le cadre de la refonte des contrats de ville

Elle précise les modalités de la concertation au niveau national mais également les attentes pour la concertation locale (réunion publique notamment), en prenant en compte les recommandations de la commission nationale « participation citoyenne » présidée par M Mohamed MECHMACHE, responsable du collectif associatif « Pas sans nous ».

L'enjeu est de créer une nouvelle dynamique en s'appuyant sur l'expérience vécue des habitants pour co-construire des réponses concrètes à leurs besoins et identifier les changements attendus à l'horizon 2030, les projets structurants, les solutions et dispositifs à déployer.

La circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024 – 2030 dans les départements métropolitains

Elle fixe les modalités calendaires et méthodologiques de la nouvelle génération des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 ».

Elle indique que les nouveaux contrats de ville doivent répondre à un triple objectif :

- Simplifier et accélérer l'action publique pour produire des résultats tangibles pour les habitants ;
- Assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la sécurité, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics (offre éducative, sportive, culturelle), l'emploi ;
- Maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés tout en rendant plus lisible le rôle de l'Etat.

Leur contenu doit être centré sur les enjeux locaux les plus prégnants, identifiés en lien étroit avec les habitants des quartiers et articulés avec les autres stratégies de politiques publiques présentes dans les territoires.

Leur durée est fixée à 6 ans avec un point d'étape en 2027 pour ajuster les priorités identifiées et les stratégies déployées.

Ils peuvent comprendre un volet via la mobilisation des dotations de l'État (fonds vert, Dotation de Soutien à l'Investissement Local...), de ses opérateurs (Agence Nationale de l'Habitat, Agence Nationale de Cohésion des Territoires, Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), des collectivités territoriales ainsi que des bailleurs sociaux et des investisseurs privés.

La circulaire encourage également la mise en œuvre de financement pluriannuel via des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO).

Les mesures du Comité Interministériel des Villes (CIV)

Présidé par la Première ministre, le Comité interministériel des villes (CIV) s'est tenu le 27 octobre à Chanteloup-les-Vignes. Plusieurs mesures ont été annoncées en faveur des quartiers prioritaires, notamment pour :

- Accompagner la transition écologique des quartiers : élargissement du programme "quartiers résilients" à 24 nouveaux quartiers, doublement de la part du fonds vert investie en Quartier Prioritaire Politique de la Ville, lancement d'un plan de réhabilitation des copropriétés dégradées...
- Favoriser le plein emploi : lancement du programme "Entrepreneuriat Quartiers 2030", mise en place d'un fonds pour accompagner les associations intervenant auprès des publics les plus éloignés de l'emploi, déploiement d'une politique de testing pour lutter contre les discriminations dans l'accès à l'emploi...
- Renforcer les services publics dans les quartiers : extension de l'ouverture des écoles ainsi que des horaires dans les collèges et bibliothèques, généralisation des cités éducatives d'ici 2027, déploiement de 1000 éducateurs socio-sportifs et des premières forces d'action républicaine...

- Renouveler la politique de la ville : élaboration de nouveaux contrats de ville 2024-2030 sur la base d'une géographie prioritaire actualisée, attributions de logements visant à limiter la concentration de pauvreté dans les quartiers...

Instruction du 4 janvier 2024 du secrétariat d'Etat chargé de la citoyenneté et de la ville relative à la gouvernance des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 »

Cette instruction précise le cadre de la contractualisation et les modalités de mobilisation partenariale, de structuration et de gouvernance des contrats de ville et de la participation citoyenne.

I. LE CONTRAT DE VILLE 2015-2023 DU QUARTIER « VALETTE »

En 2015, en application de la nouvelle méthodologie d'identification des quartiers de la politique de la ville, fondée sur le critère des revenus des habitants, le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) a procédé à l'inscription du quartier de « Valette » dans le périmètre de la nouvelle géographie prioritaire.

Le contrat de ville initial

Conclu initialement pour une durée de 6 ans, le 1^{er} contrat de ville du quartier « Valette » a été signé le 17 juillet 2015 entre l'Etat, la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais et :

- La Ville de Bressuire,
- Le Conseil Départemental des Deux-Sèvres,
- Le Conseil Régional Poitou-Charentes,
- La Direction Départementale des Services de l'Education Nationale,
- Le Parquet de Niort,
- L'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes,
- La Caisse d'Allocations Familiales des Deux-Sèvres,
- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres,
- Habitat Nord Deux-Sèvres,
- La Caisse des Dépôts et Consignations,
- Pôle Emploi,
- L'association Maison de l'Emploi du Bocage Bressuirais.

Le travail réalisé par les partenaires et les habitants lors de son élaboration a permis de faire émerger des enjeux répartis en trois piliers :

- Pilier cohésion sociale :
 - Favoriser la réussite éducative des enfants et lutter contre le décrochage scolaire,
 - Faciliter l'accès au droit,
 - Favoriser le lien social et intergénérationnel,
 - Prévenir la délinquance.
- Pilier cadre de vie et renouvellement urbain :
 - Améliorer le cadre de vie des habitants.
- Pilier développement économique et emploi :
 - Favoriser la mobilité,
 - Poursuivre l'accompagnement des personnes vers un accès ou un retour à l'emploi.

Le Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés (PERR)

La loi de finances du 28 décembre 2018 pour 2019 a prolongé jusqu'en 2022 la durée des contrats de ville. Cette prorogation a entraîné celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées. L'année 2019 a ainsi marqué la rénovation du contrat de ville reposant principalement sur une actualisation des enjeux prioritaires et des modalités de gouvernance.

Cette évaluation à mi-parcours a été réalisée collectivement, associant signataires, partenaires et habitants. Le bilan et les préconisations issus de ces travaux se sont organisés en 4 orientations :

- Renforcer le pouvoir d'agir des habitants par l'accès au droit et aux services,
- Relever le défi de la réussite éducative et de la lutte contre les discriminations,
- Favoriser la cohésion sociale par l'aménagement du cadre de vie,
- Prendre en compte les axes transversaux et les valeurs de la République et la citoyenneté (notamment l'égalité hommes-femmes).

L'article 68 de la loi de finances 2022 du 30 décembre 2021 a ensuite prorogé les contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2023.

II.L'EVALUATION DU CONTRAT DE VILLE 2015-2023, SOCLE D'UN DIAGNOSTIC PARTAGE

Conformément à l'instruction nationale du 14 décembre 2021, l'évaluation finale du contrat de ville du quartier « Valette » a été réalisée avec pour objectif d'apprécier, de manière partagée, le fonctionnement et l'impact du contrat en tant qu'outil au service de la population du quartier.

En sus des éléments chiffrés, de nombreuses données qualitatives ont été recueillies via la sollicitation des habitants, des signataires et des partenaires du contrat.

A. ELEMENTS CHIFFRES¹

Dynamique de peuplement

Le quartier se caractérise, en premier lieu, par une population en augmentation avec 1 300 habitants en 2019 contre 1 130 en 2015.

Il se distingue également par une population jeune : en 2019, 41% des habitants ont moins de 25 ans. Concernant plus précisément les moins de 15 ans, le quartier est en 5^{ème} position parmi les 81 quartiers de Nouvelle Aquitaine avec un taux de presque 31%.

28% des habitants sont de nationalité étrangère et 27% des familles sont monoparentales.

Cohésion sociale

Le taux de pauvreté, qui correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté² (1128€/mois en 2020) est en hausse : il est passé de 43% en 2014 à 51% en 2020. Ce taux reste élevé proportionnellement aux autres quartiers de la Région Nouvelle Aquitaine puisque « Valette » occupe le 16^{ème} rang sur 81.

Il s'agit d'une population peu formée : sur l'ensemble des 15 ans et + non scolarisés, ils sont 57% à ne pas avoir de diplôme. Cette proportion est élevée et classe Valette en 2^{ème} position au niveau régional.

Développement économique et accès à l'emploi

44% de la population de 15-64 ans était en emploi en 2019. Le taux d'emploi des hommes était de 55% et celui des femmes de 34%.

¹ Données INSEE, site Internet bureau d'études COMPAS en lien avec le centre de ressources Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine

² Le seuil de pauvreté est défini par rapport au revenu médian de la population, c'est-à-dire qui partage la population en 2 moitiés égales.

La part des personnes en emploi précaire était de 39% (ordre de classement pour Valette par rapport aux autres quartiers de Nouvelle Aquitaine : 3^{ème} sur 81)³.

Cadre de vie

Le quartier dispose d'environ 500 logements⁴ :

-350 sont des logements collectifs gérés par le bailleur social Deux-Sèvres Habitat (DSH), construits majoritairement avant 1975 ;

-150 sont des logements individuels (100 habités par leur propriétaire et 50 en location).

S'agissant des logements collectifs, on dénombre : ⁵

-53 logements de type II,

-131 logements de type III,

-121 logements de type IV,

-40 logements de type V avec peu de rotation. Les grandes familles se sédentarisent.

Les loyers sont peu onéreux : en 2021, la moyenne du loyer par m² des logements sociaux est de 3,8 € ⁶, faisant de Valette le quartier où le loyer des logements sociaux est le moins élevé de toute la Nouvelle Aquitaine.

B. ELEMENTS QUALITATIFS

Ces derniers sont issus des différentes rencontres qui ont jalonné les travaux relatifs à l'évaluation du contrat de ville :

- 8 rendez-vous avec les partenaires pilotes des actions « les plus structurantes » du contrat, c'est-à-dire qui s'inscrivent dans le temps et qui modifient la vie des habitants ;
- La diffusion d'un questionnaire habitants (47 répondants) ;
- Une rencontre partenariale qui a réuni 42 participants autour des réussites et des pistes d'amélioration sur les thématiques de l'accès aux droits et aux services, de l'enfant-la jeunesse-la famille, de l'emploi et du cadre de vie.
- Des entretiens ont été menés par un cabinet conseil Chorus Consultants auprès des signataires du contrat de ville et du Conseil Citoyen afin d'évaluer la gouvernance (23 personnes interrogées).

Le contrat de ville du quartier « Valette » 2015-2023 : ce qui a bien fonctionné

Les réussites du contrat de ville 2015-2023 concernent :

- L'amélioration de l'accès aux droits et aux services des habitants au travers de :
 - La présence hebdomadaire du camion « Accueil Santé Social » de la Croix Rouge,

³ L'indicateur rapporte les personnes en emploi précaire à l'ensemble des personnes en emploi. Les emplois précaires considérés sont les contrats d'apprentissage, les personnes placées par une agence d'intérim, les emplois-jeunes, les Contrats Emploi Solidarité, les contrats de qualification, les stagiaires rémunérés en entreprise, et les autres emplois à durée limitée.

⁴ Fichier allocataires CAF, 2019

⁵ 79 Habitat, décembre 2021

⁶ Cet indicateur indique le prix moyen du loyer par m² au sein des logements sociaux. Il divise la somme des loyers par la somme des surfaces habitables des logements loués au 1er janvier 2021.

- La création de la Maison France Services en 2021,
- La diversification de l'offre de service mobilité.
- L'amélioration du cadre de vie avec :
 - La réalisation de l'étude urbaine entre 2017 et 2019 qui dresse un diagnostic urbain, architectural, sociologique et paysagé du quartier ainsi qu'un programme d'interventions.
 - La sécurisation de certains halls d'immeubles (Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties),
 - Les actions menées autour de la gestion des déchets.
- Le développement d'une relation de proximité avec les habitants via :
 - La création de 3 postes adultes relais : insertion-emploi, cadre de vie-participation citoyenne et soutien à la parentalité,
 - La présence de 2 gardiens d'immeuble depuis janvier 2023.
- « L'ouverture vers l'extérieur » proposée aux habitants via l'appel à projets annuel lancé conjointement par l'Etat et l'Agglomération qui permet aux acteurs d'agir et d'expérimenter : Orchestre à l'Ecole, actions autour des langues maternelles, développement de l'accès aux sports, projet sur les compétences psychosociales...
- La mise en réseau des acteurs avec :
 - La réunion des acteurs éducatifs au sein du groupe « Grandir Ensemble »,
 - La mise en œuvre de la Gestion Urbaine de Proximité,
 - Le partenariat Centre Socio Culturel – Maison De l'Emploi/Pôle emploi (venue d'entreprises sur le quartier),
 - Les sensibilisations à l'interculturalité,
 - La mise en place de la Conférence Intercommunale d'Attribution des Logements Sociaux,
 - Le lien avec les forces de l'ordre, les actions du CISPDP...
- La gouvernance
 - Le contrat ville de Bressuire est jugé « clair » par les acteurs,
 - Les partenaires sont impliqués : collectivités locales, services de l'État, opérateurs locaux,
 - Le conseil citoyen est mobilisé dans l'animation de la vie de quartier : fresque, tournoi sportif, participation au budget participatif de la ville pour l'installation d'aires de jeux, de bancs et de tables de pique-nique sur le quartier...

Le contrat de ville du quartier « Valette » 2015-2023 : les axes à améliorer

L'évaluation du contrat de ville a permis de mettre en évidence les réussites mais également les axes qu'ils restent à travailler pour les habitants de ce quartier et notamment :

- Poursuivre la réflexion sur les modes de garde : la question des modes de garde est revenue à plusieurs reprises lors de l'évaluation du contrat de ville. Abordée sous l'angle de frein à l'emploi ou du soutien à la parentalité, il est apparu que

l'offre du territoire n'était pas suffisante. Un travail doit être mené pour définir les besoins (accueil régulier, répit parental, accueil en urgence, accueil à vocation professionnel...) avec la possibilité, selon le diagnostic, d'avoir un regard particulier pour les familles du quartier.

- Etudier la possibilité d'établir des conventions pluriannuelles pour inscrire dans la durée certains projets,
- Renforcer et valoriser la mobilisation et les projets de droit commun (département, éducation nationale, projet relatif à la mobilité...),
- Favoriser l'accès à la culture et au sport des jeunes mais également des adultes du quartier : le territoire dispose de multiples équipements culturels (conservatoire de musique, bibliothèque, musée, théâtre) et sportifs (vélodrome, piscine, city-stade...) dont certains sont situés en proximité du quartier. Quelques actions sont soutenues au titre de l'appel à projets annuel du contrat de ville (Orchestre à l'Ecole avec le conservatoire, activités multisport avec Espoir Bressuirais, actions de Scène de Territoire) mais il est nécessaire de développer de nouvelles actions et faciliter l'accès aux structures par la levée des freins à l'accessibilité (lien familles/clubs, accompagnement des familles au forum des associations, bourse aux équipements sportifs, réflexion sur les mobilités, réflexion sur une tarification sociale, coordination des acteurs ...),
- Porter une attention au public jeune - adolescent : tout en s'appuyant sur les actions ciblées du Centre Socio Culturel et sur l'expertise des animateurs référents jeunesse, cet axe doit être développé davantage au regard de certains constats des acteurs locaux (situations de violence, incivilités...). Il est ainsi nécessaire de poursuivre la collaboration avec les forces de l'ordre, la Cité de la Jeunesse et des Métiers, de mettre en place des actions éducatives ciblées sur certaines jeunes, d'envisager un continuum éducatif entre l'enfance et l'adolescence, de renforcer les liens avec l'Education Nationale et le Département....
- Faciliter l'accès à la mobilité et à la formation : parmi les freins à l'emploi, on note les problèmes de mobilité, de logement et de niveau de formation. Les solutions de mobilité sont nombreuses sur le territoire mais leur accès pour les habitants du quartier mérite d'être amélioré. D'autre part, les demandeurs d'emploi du quartier sont peu ou pas qualifiés. La situation de l'emploi favorable sur le territoire leur permet d'avoir accès à l'emploi plutôt que d'entrer en formation. De plus, il semble nécessaire d'améliorer l'articulation des formations en français avec l'emploi.
- Mettre en place un groupe de travail autour de l'emploi pour évoquer les problématiques relatives aux freins à l'emploi, aux relations avec les entreprises...
- Solliciter des moyens financiers pour les opérations de renouvellement urbain : Valette ne bénéficie pas de convention avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU). Le contrat de ville finance le fonctionnement

nécessaire aux actions mais il ne permet pas le soutien à l'investissement. Afin d'améliorer le cadre de vie du quartier et permettre aux collectivités de mener des projets d'aménagement urbain, des moyens spécifiques à destination des « petits quartiers » pourraient être un axe d'amélioration dans la prochaine contractualisation.

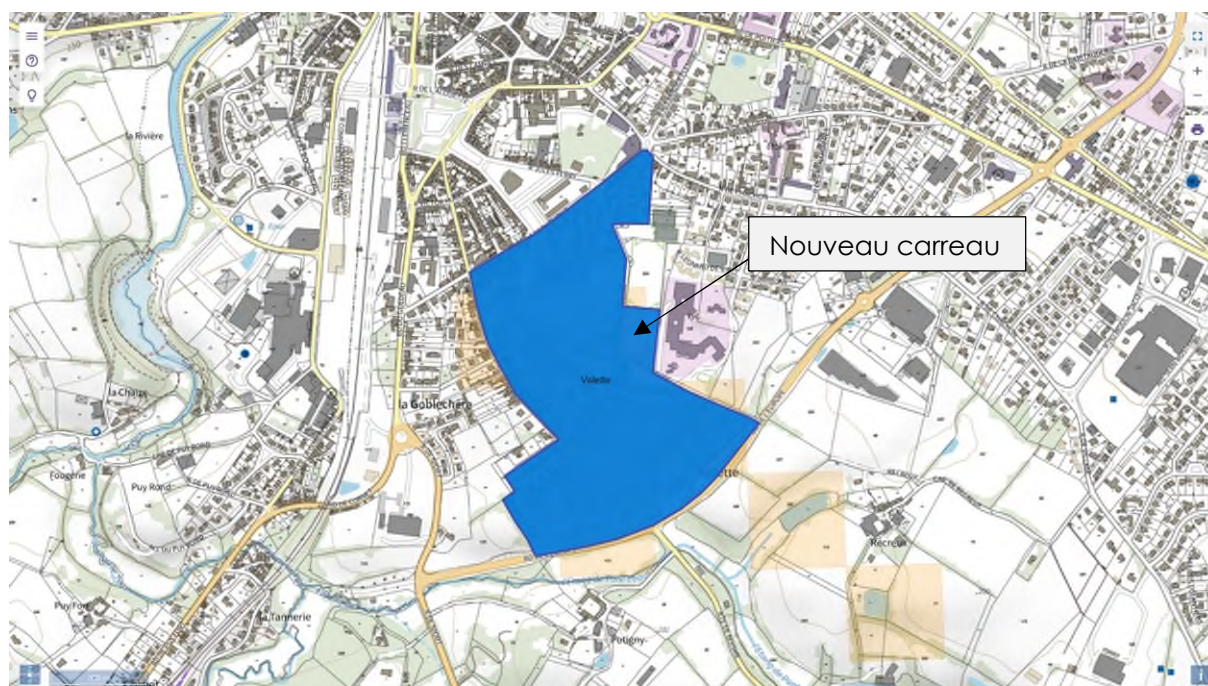
- Coconstruire une vision urbanistique et sociale du quartier via la remobilisation des acteurs autour de l'étude urbaine : aménagement urbain, mode d'habiter, mixité sociale, prise en compte des enjeux d'intégration des jeunes et des familles, anticipation du vieillissement, suroccupation...
- Mettre en œuvre les objectifs de mixité sociale de la Conférence Intercommunale d'Attribution des logements sociaux par la définition des modalités de relogement et d'accompagnement des ménages dans le cadre des opérations de renouvellement urbain et des modalités de coopération inter-bailleurs et réservataires (prise en compte dans la politique de programmation de logements locatifs sociaux en lien avec les orientations du plan local de l'habitat).
- Poursuivre les initiatives relatives à la gestion des déchets : sensibilisation dans les écoles et via le Conseil Citoyen, porte à porte, expérimentations....
- Faire évoluer la gouvernance au regard des besoins, du portage politique, de l'évolution des instances en réunissant plus régulièrement le groupe projet, en remobilisant tous les signataires et en clarifiant le qui fait quoi, notamment sur le pilier urbain et la coordination du contrat.
- Renforcer la participation citoyenne en renouvellement la composition du conseil citoyen et/ou en développant de nouvelles formes de participation pour prendre en compte l'avis des habitants.
- Développer la formation et les temps d'échanges entre conseils citoyens afin d'accompagner au mieux les membres (rappeler le fonctionnement du contrat de ville, le rôle du conseil citoyen, comment être acteur de l'instance...).
- Renforcer la communication et l'interconnaissance entre acteurs sur les 3 piliers du contrat de ville afin de favoriser la construction de parcours.

III. LES PRIORITES D'« ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »

A. LE PERIMETRE DU QUARTIER PRIORITAIRE « VALETTE »

Le décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains a fixé les nouvelles limites du périmètre du quartier « Valette ». Ce dernier a été légèrement modifié par rapport à 2014 (voir carte ci-contre).

Sa population s'élève désormais à 1 300 habitants (1 130 habitants en 2015) pour un revenu médian annuel établi à 8 284€ (9 900€ en 2015 / seuil pour l'unité urbaine : 12700€ / revenu médian annuel de France métropolitaine : 22 040€).⁷



B. METHODOLOGIE LOCALE APPLIQUEE ET ENJEUX PRIORITAIRES

Reprenant les travaux réalisés dans le cadre de l'évaluation finale et en lien avec les orientations nationales, les priorités du prochain contrat de ville ont été définies dans une logique participative associant l'ensemble des parties prenantes :

- Une rencontre partenariale, le 16 mars 2023, a réuni 48 participants avec pour objectif de restituer l'évaluation finale, de prioriser et préciser les réflexions à mener ;
- Par la suite, 4 rencontres thématiques, entre juin et début octobre, en groupe de travail restreint, ont permis d'impulser la rédaction de fiches actions et d'identifier les leviers que chacun pouvait apporter au service de la mise en œuvre des priorités définies.
- Une concertation citoyenne, qui a pris la forme d'une réunion publique à l'attention des habitants, a réuni 50 participants dans les locaux du Centre Socio Culturel, en présence de Mme la sous-préfète, M le Vice-Président en charge de la politique de la ville à l'Agglomération et Mme le Maire de

⁷ Données INSEE FiLoSoFi 2019

Bressuire. Les habitants ont pu exprimer leurs avis, souhaits et préoccupations à partir de 3 panneaux d'expression⁸ :

- « Mon quartier en 2030, quels changements pour les enfants, les jeunes, l'accompagnement des parents du quartier ? »
- « Mon quartier en 2030 : quels changements pour l'accès à mes droits, à l'emploi, à la santé ? »
- « Mon quartier en 2030 : quels changements pour mon cadre de vie et l'écologie ? »

Dans le cadre de ces divers échanges, 4 enjeux ont été mis en exergue⁹ :

- Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et avec les familles,
- Favoriser l'accès à l'emploi pour tous,
- Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique,
- Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités.

Un axe transversal autour de l'amélioration de la gouvernance et la coordination du contrat de ville a également été abordé.

L'ensemble de ces travaux a permis de faire émerger 17 fiches actions. Elles ne sont pas limitatives mais indicatives. Leur nombre et leur contenu pourront être amenés à évoluer durant toute la durée du contrat.

⁸ Annexe 1 : compte-rendu des Echanges avec les habitants du quartier « Valette » dans le cadre du renouvellement du contrat de ville « Engagements quartiers 2023 » du 5 juillet 2023

⁹ Annexe 2 : cartes mentales ayant servi de base de travail avec les partenaires

C. AMELIORER LA REPONSE EDUCATIVE EN DIRECTION DES ENFANTS, DES JEUNES ET AVEC LES FAMILLES

Les partenaires se sont entendus sur les objectifs et les actions suivantes :

- Développer une approche globale de l'accompagnement du jeune et de sa famille
 - Fiche action 1 : Développer les actions de soutien à la parentalité (à l'école et en dehors).
- Travailler le continuum éducatif entre l'enfance et l'adolescence
 - Fiche action 2 : Créer des passerelles entre les niveaux maternelle, primaire, collège et lycée à travers l'évolution du groupe « Grandir Ensemble ».
- Favoriser l'épanouissement par l'accès à la culture et au sport
 - Fiche action 3 : Favoriser l'accès au sport et diversifier la pratique sportive notamment des filles,
 - Fiche action 4 : Favoriser l'accès à la culture.

FICHE ACTION 1	
Enjeu thématique	Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et avec les familles
Priorité stratégique	Développer une approche globale de l'accompagnement du jeune et de sa famille
Nom de l'action / projet	Développer les actions de soutien à la parentalité (à l'école et en dehors)
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation de l'école (rythme, suivi de la scolarité) n'est pas toujours assimilée par l'ensemble des parents, en raison notamment de la non-maîtrise de la langue française. • Le dispositif « Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité » (CLAS), porté par le Centre Socio Culturel, est fortement mobilisé mais toutes les orientations ne peuvent être honorées par manque de moyens humains. Au collège, la contractualisation du dispositif n'est pas obligatoire et on observe une moindre implication des parents. • La proposition d'accueil de loisirs « la cabane » ouvre une offre d'accueil en extrascolaire mais doit pouvoir être poursuivie pour être repérée par les enfants et leurs parents. • Souhaits des habitants (réunion publique du 5 juillet) : sensibiliser les familles à la sécurité des enfants et à la citoyenneté suite au constat de présence d'enfants/de jeunes sur l'espace public seuls le soir.
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les relations parents / école • Favoriser la réussite éducative • Accompagner les parents dans l'éducation de leurs enfants
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les parents, notamment les nouveaux arrivants, dans la compréhension des codes de notre société (mise en place d'un module « Bienvenue à Bressuire / citoyenneté - scolarité » ?) <u>Ex</u>: mettre en place des outils (ex : livret, vidéo) et un parcours d'apprentissage à destination des parents sur les codes de l'école, le fonctionnement du collège et du lycée, les accompagner dans l'appropriation des outils numériques de suivi de scolarité(Edu Connect, Parcours sup).. <u>Ex</u>: accompagner à la séparation enfant/parent.s lors de l'entrée en maternelle (notamment s'agissant des enfants gardés par leurs parents), • Maintenir voire développer le dispositif « Ouvrir l'Ecole aux Parents pour la Réussite des Enfants » (OEPRE) porté par l'Éducation Nationale qui a pour objectif de permettre l'acquisition du français (comprendre, parler, lire et écrire), la connaissance du fonctionnement et des attentes de l'école vis-à-vis des élèves et des parents, la connaissance des valeurs de la république. Ce parcours de formation dure toute l'année et est animé par un enseignant spécialisé pour élèves allophones. Il s'adresse aux primo arrivants, immigrés ou étrangers hors Union Européenne orientés par les établissements scolaires. • Associer davantage les parents de collégiens dans les dispositifs d'accompagnement à la scolarité/aide aux devoirs.

	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les actions visant à renforcer les compétences psychosociales des parents et enfants, les échanges entre pairs, la rencontre avec des professionnels, les échanges thématiques autour des écrans, de l'alimentation... : Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (PSFP), café des parents...
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Socio Culturel • Education Nationale
Public.s ciblé.s	Les parents dont les enfants sont scolarisés à l'école maternelle, à l'école primaire, au collège, au lycée
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Essaimage du Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité • Labellisation « cité éducative » • Action des animateurs référents jeunesse • Utilisation de l'outil réalisé par le groupe « Grandir Ensemble » relatif à la présentation de l'école auprès des parents • Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents / Lieux d'Accueil Enfants Parents / Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité • Application, par l'Agglomération, d'une tarification spécifique pour l'accueil de loisirs afin de faciliter l'accueil des enfants du quartier. • Pacte des Solidarités
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Adulte relais « Soutien à la parentalité et à la scolarité » • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du groupe « Grandir Ensemble » (dont établissements scolaires, ville de Bressuire, CAF, Antenne Médico-Sociale du Département...) • Association Apetipa (0/4 ans) • Association Parentalité et Partage/axe santé • Institut Régional d'Education et de Promotion de la Santé • Agglomération (relais petite enfance, crèches...) • Agence Régionale de Santé
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de parents signataires du contrat local d'accompagnement à la scolarité • Nombre de parents du quartier participant au module « citoyenneté-scolarité » • Développement du dispositif « Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité » et évaluation (nombre de familles issues du quartier) • Nombre d'actions de soutien à la parentalité réalisées et nombre de participants du quartier

FICHE ACTION 2	
Enjeu thématique	Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et avec les familles
Priorité stratégique	Travailler le continuum éducatif entre l'enfance et l'adolescence
Nom de l'action / projet	Créer des passerelles entre les niveaux maternelle, primaire, collège et lycée à travers l'évolution du groupe « Grandir Ensemble »
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Au regard de certains constats (situations de violence, incivilités...), l'évaluation du contrat de ville a mis en exergue la nécessité de porter une attention particulière au public jeune/adolescent. • Les directeurs de certaines écoles maternelles et primaires participent activement au groupe « Grandir Ensemble », instance réunissant les acteurs éducatifs locaux. Afin d'assurer une continuité éducative, dans une logique de suivi du parcours de l'enfant, il paraît aujourd'hui nécessaire de solliciter la participation des collèges et lycées.
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Mener des projets dans une logique de parcours de l'enfant • Renforcer les actions menées auprès des collégiens et lycéens
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer au groupe « Grandir Ensemble » le collège « Supervielle » et le lycée « Genevoix / De Vinci » afin de favoriser le partage d'informations, la réflexion commune et la mise en place de projets • Organiser 2 instances annuelles de « Grandir Ensemble » et des groupes de travail thématiques selon les souhaits des partenaires
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Centre socioculturel • Agglomération du Bocage Bressuirais
Public.s ciblé.s	Parents, enfants et jeunes
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Participation des établissements scolaires avec un binôme d'interlocuteurs désignés, • Planification annuelle des rencontres du groupe « Grandir Ensemble » afin d'organiser la décharge des directrices des écoles maternelles et primaires. • Sollicitation des animateurs référents jeunesse
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	Lien renforcé CSC/écoles notamment via le médiateur adulte relais « Soutien à la parentalité et à la scolarité »
Partenaires	<p>Les partenaires de « Grandir Ensemble » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeurs des établissements scolaires • Ville de Bressuire • Antenne Médico-Sociale de Bressuire (Protection Maternelle et Infantile, service d'action sociale généraliste) • Caisse d'Allocations Familiales • Conseillers pédagogiques • Déléguée de la Préfète pour les quartiers prioritaires

	<ul style="list-style-type: none"> • Médiateurs
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	Fin 2023
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Implication des écoles maternelles, primaires, du collège Supervielle et du lycée Genevoix/De Vinci au groupe « Grandir Ensemble ». • Sujets abordés au sein du groupe « Grandir Ensemble » et projets créés

FICHE ACTION 3	
Enjeu thématique	Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et avec les familles
Priorité stratégique	Favoriser l'épanouissement par l'accès à la culture et au sport
Nom de l'action / projet	Favoriser l'accès au sport et diversifier la pratique sportive notamment des filles
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du contrat de ville 2015-2023, il y a eu peu d'actions autour de la pratique d'activités sportives alors que le quartier de Valette est à proximité de nombreux équipements (vélodrome, piscine, city-parc...). Une action portée par Espoir Bressuirais autour d'activités multisport hors temps scolaire à destination des enfants de 6 à 11 ans est soutenue depuis quelques années. • Le contexte des Jeux Olympiques 2024 est une opportunité pour développer une activité sportive pérenne et aussi accroître la pratique régulière du sport chez les filles. • L'expérimentation du dispositif « Deux heures d'activité physique et sportive en plus par semaine au collège » est amenée à être étendue à tous les collèges d'ici 2026. • Souhaits des habitants (réunion publique du 5 juillet) : avoir plus d'animations sportives pour les jeunes ou de nouveaux équipements type appareil de fitness de plein air
Objectif.s	Permettre aux jeunes, notamment les filles, de s'épanouir pleinement et d'intégrer les règles du collectif
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser les clubs sportifs locaux pour développer des projets à destination des enfants et des jeunes de Valette • Favoriser l'accès au centre aquatique de Bressuire : développer le savoir nager, apprentissage du secourisme, réflexion sur la tarification... • Développer des activités variées « pour découvrir et tester » différents sports, dans le quartier et en dehors • Emmener les habitants voir un match • Poursuivre l'organisation de la journée sportive portée par le conseil citoyen • En lien avec le Centre Socio Culturel, réaliser un état des lieux des jeunes du quartier inscrits au sein de clubs sportifs
Porteur.s de l'action	En fonction de la nature du projet : ville de Bressuire, Centre SocioCultuel, Agglomération du Bocage Bressuirais...
Public.s ciblé.s	Tout public avec une priorité à destination des enfants et jeunes de 6 à 18 ans et une attention particulière à la pratique féminine
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs	<ul style="list-style-type: none"> • Réflexion sur les modalités d'accompagnement financier des clubs sportifs par la ville de Bressuire • Aménagements réalisés par la ville de Bressuire (parcours sportif)

(humains, techniques, financiers...)	
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil Citoyen • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Ecole de Découverte des Sports (EDS) • Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré (USEP) • Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES) • Clubs sportifs • Education nationale • Agence Régionale de Santé • Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'enfants/jeunes du quartier inscrits au sein de clubs sportifs • Nombre d'actions sportives réalisées à destination des enfants /jeunes du quartier • Nombre et caractéristiques des enfants/jeunes bénéficiaires des actions • Nature des activités sportives réalisées

FICHE ACTION 4	
Enjeu thématique	Améliorer la réponse éducative en direction des enfants, des jeunes et avec les familles
Priorité stratégique	Favoriser l'épanouissement par l'accès à la culture et au sport
Nom de l'action / projet	Favoriser l'accès à la culture
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Souhaits des habitants (réunion publique du 5 juillet) : favoriser l'accès à la culture pour tous y compris les plus de 18 ans. • Des freins liés au coût mais aussi aux représentations mentales limitent l'accès des habitants à l'offre culturelle du territoire ;
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'accompagnement à la parentalité et la réussite éducative : renforcer la coopération et l'échange entre les parents et les acteurs de l'éducation, expérimenter des pratiques éducatives et lutter contre le décrochage scolaire, • Renforcer la cohésion sociale : favoriser le civisme, la citoyenneté, le vivre ensemble, • Favoriser l'accès aux structures culturelles et à l'offre culturelle par la levée de freins à l'accessibilité et le renforcement des partenariats entre les structures culturelles et le Centre SocioCultuel • Accompagner les familles vers l'offre culturelle en favorisant les projets artistiques au cœur du quartier avec et pour les habitants ou dans les équipements culturels pour démystifier leur accès.
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre « Orchestre à l'Ecole », favoriser l'accueil des élèves issus d'Orchestre à l'Ecole au sein du conservatoire et développer les actions pour initier les habitants du quartier à une pratique musicale (stage, atelier de sensibilisation musicale parents / enfants...) avec le conservatoire de musique • Poursuivre les actions menées avec Scènes de Territoire • Poursuivre les actions menées avec la médiathèque en partenariat avec le Centre SocioCultuel en direction des enfants/familles (accueil priorisé pour les classes, animation livres et lectures hors les murs, accueil de familles) et en direction des adultes (visites découverte pour des groupes d'adultes en insertion, travail de production sur les personnalités culturelles qui font référence dans le pays d'origine, travail sur les spécialités culinaires, sur des lectures bilingues...) • Développer les actions sur la thématique « culture et santé » pour promouvoir une bonne santé (physique, psychique, mentale et sociale) par l'action culturelle • Renforcer la présence artistique et la mise en place de projets culturels structurants avec une forte dimension participative (ex : développer l'accueil des habitants dans les musées du territoire par des ateliers de médiation interculturelle...) • Accentuer la communication sur l'utilisation du Pass Culture.
Porteur.s de l'action	En fonction de la nature du projet : directions culture de l'Agglomération (médiathèque, scènes de territoire, conservatoire, musées, mission culture et santé), ville de Bressuire...

Public.s ciblé.s	Habitants du quartier
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturel • Appels à projets de la Direction Régionale des Affaires Culturelles • Mise en place de la tarification sociale du Conservatoire de Musique en septembre 2024
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Financements de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les initiatives expérimentales qui prendraient la forme d'immersion d'équipes artistiques pour travailler avec des jeunes (via la mission locale, les chantiers d'insertion, le Centre SocioCulturel...). Les actions doivent être significatives et inscrites dans la durée (6 mois à un an), construites autour d'un projet qui apporte du sens au quotidien des jeunes des quartiers. ✓ Des projets spécifiques co-construits entre structures culturelles et partenaires social / éducatif / jeunesse dans les quartiers et intégrant une démarche s'appuyant sur les droits culturels. Dans ce cas, le financement porte sur les interventions artistiques encadrées par des professionnels, à destination d'habitants des quartiers, dans le cadre d'ateliers de pratique artistique liés au projet de résidence et/ou de création participative. La base d'intervention est de 60 € TTC/heure pour des projets sur un temps long (au moins 20h d'intervention artistique par groupe et au moins 40h d'intervention artistique pour le projet au global). • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Etablissements scolaires • Acteurs culturels associatifs (Boc'hall, Voix et Danse, théâtre du Bocage...) • Ville de Bressuire • Direction Régionale des Affaires Culturelles • Ludothèque De en Bulles • Centre SocioCulturel
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre et nature des projets culturels menés, nombre ou estimation d'enfants/d'adultes du quartier participants, implication des habitants • Nombre de jeunes du quartier inscrits au Conservatoire de Musique • Nombre de jeunes issus du dispositif Orchestre à l'Ecole inscrits au Conservatoire de Musique

D. FAVORISER L'ACCES A L'EMPLOI POUR TOUS

5 fiches actions s'articulent autour des 3 objectifs que sont :

- Valoriser les compétences des habitants du quartier et favoriser leur entrée en formation
 - Fiche action 5 : « Capter » le public du quartier
 - Fiche action 6 : Amener vers l'emploi les habitants du quartier qui en sont éloignés en leur donnant confiance dans le développement de leurs compétences
- Renforcer la mobilisation et l'information des entreprises
 - Fiche action 7 : Poursuivre et développer l'action en faveur de l'engagement des entreprises pour les quartiers via la démarche « Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises » (PAQTE) / « Les Entreprises S'Engagent pour les quartiers » (LESE)
- Améliorer l'information auprès des jeunes (y compris scolaires)
 - Fiche action 8 : Accompagner les parents dans le suivi de l'orientation scolaire et professionnelle de leur enfant
 - Fiche action 9 : Faire connaître le tissu économique local

FICHE ACTION 5	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès à l'emploi pour tous
Priorité stratégique	Valoriser les compétences des habitants du quartier et favoriser leur entrée en formation
Nom de l'action / projet	« Capter » le public du quartier via une animation du groupe d'acteurs « Pole Emploi, Centre SocioCultuel, Maison de l'Emploi »
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Peu d'habitants du quartier bénéficient des actions emploi de droit commun. • Identifier le public captif et non captif correspond à l'étape préalable nécessaire à la valorisation des compétences des habitants et à leur entrée dans les différents dispositifs (« Du geste à l'emploi », job dating...)
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les jeunes en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion socio-professionnelle, • Développer l'interconnaissance et les actions communes entre acteurs de l'emploi, de l'éducation nationale, du social, du sport...
Sous-actions	<p>Au-delà des actions déjà existantes et qui seront appelées à se poursuivre, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer les acteurs de l'emploi et de l'insertion des dispositifs existants afin qu'ils s'en fassent le relais auprès des habitants ; • Développer les actions « Aller vers » les habitants via le médiateur adulte relais « Insertion Emploi », développer les actions de remobilisation à l'emploi • Organiser des temps de rencontres avec les acteurs associatifs de la ville en lien avec la population du quartier (clubs sportifs...) <p>La Maison De l'Emploi et Pôle Emploi s'engageront sur de nouvelles actions visant à renforcer le repérage du public relevant du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 - Croiser les listes de jeunes connus des services Mission Locale Maison de l'Emploi, Pôle Emploi et du Centre Socio-Culturel pour réenclencher une dynamique de parcours d'insertion du public sans emploi ; • 2 - Organiser des événementiels « Découverte de métiers » à l'attention du public du quartier ; • 3 - Initier une action « jeunes pairs » du quartier, « ambassadeurs » des structures d'accompagnement du public (Mission Locale, Centre SocioCultuel, Pôle Emploi) recrutés en service civique, capables de favoriser le repérage et la mise en relation avec les jeunes.
Porteur.s de l'action	Maison de l'Emploi et Pôle Emploi
Public.s ciblé.s	<p>Public du quartier en recherche d'emploi, en démarche d'insertion socio professionnelle ou d'insertion sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le public « captif » : public connu de la Maison de l'Emploi, du Centre Socio Culturel et de Pôle Emploi

	<ul style="list-style-type: none"> Le public « non captif » : jeunes...
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers)	<ul style="list-style-type: none"> Service Public de l'Emploi Service civique
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> Adulte relais « Insertion Emploi » Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Centre Socio Culturel Unis Cité Etablissements scolaires Agglomération/Direction jeunesse
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes du quartier en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion inscrites à la Maison de l'Emploi et à Pôle Emploi Nombre d'actions/d'ateliers réalisés Impact des nouveaux évènementiels : nombre de personnes du quartier captées, besoins, profils...

FICHE ACTION 6	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès à l'emploi pour tous
Priorité stratégique	Valoriser les compétences des habitants du quartier et favoriser leur entrée en formation
Nom de l'action / projet	Amener vers l'emploi les habitants du quartier qui en sont éloignés en les accompagnant à prendre conscience de leurs compétences
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Certains habitants du quartier sont éloignés de l'emploi comme les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active ou les jeunes. • Il est nécessaire de valoriser les compétences acquises au travers des activités personnelles/quotidiennes afin de les transférer dans le champ de l'emploi.
Objectif.s	Renforcer les passerelles entre les champs de l'insertion et de l'emploi.
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les ateliers d'insertion du Centre SocioCultuel en présence du médiateur adulte relais « Insertion Emploi » • Accompagner physiquement les habitants du quartier concernés vers la Maison de l'Emploi ou Pôle Emploi (mission du médiateur adulte relais « Insertion Emploi ») et, inversement, les orienter vers le Centre Socio Culturel. • Créer des outils/grilles pour faciliter l'expression, l'écriture (ex : livret, théâtre...) • Via les médiateurs adultes relais, utiliser l'aller vers (présence dans les halls d'immeuble ?) pour échanger avec les habitants sur leur situation d'emploi : qui travaille ? Qui ne travaille pas ? Pourquoi ?
Porteur.s de l'action	Centre Socio Culturel
Public.s ciblé.s	Le public éloigné de l'emploi : jeunes, bénéficiaires du RSA...
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	Ateliers d'insertion du Centre Socio Culturel
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Adultes relais • Crédits spécifiques Région pour faciliter l'insertion professionnelle • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Maison de l'Emploi • Pôle Emploi • Antenne Médico-Sociale du Département • Agglomération/médiateur adulte relais • Région
CALENDRIER ET SUIVI	

Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Etat des lieux de la situation d'emploi • Nombre d'habitants du quartier « amenés » vers l'emploi • Eléments qualitatifs : nouvelles actions mises en place, outils créés, développement du partenariat...

FICHE ACTION 7	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès à l'emploi pour tous
Priorité stratégique	Renforcer la mobilisation et l'information des entreprises
Nom de l'action / projet	Poursuivre et développer l'action en faveur de l'engagement des entreprises pour les quartiers via la démarche « Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises » (PAQTE) / « Les Entreprises S'Engagent pour les quartiers » (LESE)
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> Concernant les stages 3ème : leur réalisation se fait, la plupart du temps, via le réseau parental. Or, ce réseau est inexistant ou peu étoffé pour les habitants du quartier. Souhaits des habitants du quartier (réunion publique du 5 juillet) : trouver des stages 3ème à proximité du quartier « car les parents n'ont pas toujours de véhicule » Le Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises a été mis en œuvre en 2019 et s'est déployé sur les axes suivants : sensibiliser au monde de l'entreprise, former en favorisant l'accès à l'alternance, recruter de manière non discriminatoire. Dans le cadre du comité interministériel à la ville du 27 octobre 2023, il est souhaité une augmentation du nombre d'entreprises partenaires et un rapprochement des initiatives « Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises » (PAQTE) / « Les Entreprises S'Engagent pour les quartiers » (LESE) pour gagner en efficacité et en lisibilité pour les entreprises. Le Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises sera intégré à la plateforme de la communauté des entreprises s'engagent https://lesentreprises-sengagent.gouv.fr/s-engager/thematique/quartiers-prioritaires
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> Développer les actions mises en œuvre dans le cadre du Pacte Avec les Quartiers pour Toutes Entreprises et augmenter le nombre de jeunes bénéficiaires Faciliter la réalisation des stages, notamment des stages 3ème, pour les collégiens issus du quartier. Renforcer les collaborations avec les acteurs privés et augmenter le nombre d'entreprises partenaires
Sous-actions	<p>Cette fiche action sera amenée à évoluer en fonction des orientations nationales et de l'animation territoriale mise en œuvre pour rapprocher le « Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises » et « Les Entreprises S'Engagent pour les quartiers ».</p> <ul style="list-style-type: none"> S'agissant des partenariats : Instaurer une nouvelle gouvernance « Les Entreprises s'engagent pour les quartiers » autour de l'État et de l'Agglomération (maîtres d'ouvrage du Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises et du contrat de Ville) afin de remobiliser et engager au côté de la Maison de l'Emploi (animateur du Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises), les différents partenaires (notamment le collège public de Bressuire et les entreprises) sur un volet opérationnel du dispositif.

	<ul style="list-style-type: none"> • S'agissant des stages, et notamment des stages 3ème : poser un « partenariat actif » avec le collège public Supervielle de Bressuire et la Maison de l'Emploi au service des jeunes issus du quartier scolarisés au sein de l'établissement pour concrétiser leur accompagnement à la recherche d'un stage <ul style="list-style-type: none"> ✓ Repérer les jeunes mineurs (et leur parents) relevant du quartier ; ✓ Organiser un partenariat avec les acteurs du collège (Centre d'Information et d'Orientation ...) et un accompagnement « partagé » visant à soutenir la recherche d'un lieu de stage ; ✓ Formaliser les modalités d'engagement des entreprises notamment pour l'accueil de stagiaires en classe de 3ème relevant du quartier (dépôt de leur offre de stage sur les plates formes existantes) • S'agissant du réseau d'entreprises adhérentes au Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Remobiliser et développer le réseau des entreprises signataires ; ✓ Formaliser et suivre leurs engagements liés au dispositif PAQTE : accueil de collégiens en stage et de demandeurs d'emploi pour des temps d'immersion professionnelle ✓ Favoriser la diffusion de communication et de promotion des mesures d'aides au recrutement du public jeunes du quartier en insertion (contrats aidés contrat unique d'insertion – contrat initiative emploi, emploi franc ...) ; ✓ intégrer les entreprises du Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises à la communauté Les entreprises s'engagent (plateforme, réseau...) • S'agissant du public jeune adulte du quartier : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Favoriser l'accès au droit commun (parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi, contrat d'engagement jeunes ...) afin de conforter les démarches d'insertion sociale et professionnelle ; ✓ -Déployer un accompagnement qui facilite l'accès à la relation entreprises : immersion, parrainage, mobilité, visites ...
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Référents Etat Pacte Avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises / Les Entreprises S'Engagent • Maison De l'Emploi
Publics ciblés	Jeunes mineurs et adultes issus du quartier prioritaire
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Découvertes métiers : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Stage 3ème ; ✓ Immersion professionnelle ; ✓ Visites d'entreprises ✓ Recrutement ... ✓ Dispositif « Ambassadeurs des Métiers » (Direction de l'Orientation – Région Nouvelle Aquitaine) • CLEE (Comité Local Ecole Entreprise) • Plateforme Stage de 3ème Département

Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des Emplois Francs • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Collège Supervielle de Bressuire • Services de l'Agglomération (ex : la médiathèque accueille la moitié de ses stagiaires parmi les jeunes issus du quartier). • Entreprises du Pacte Avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises / Les Entreprises S'Engagent • Pôle Emploi • Région Nouvelle Aquitaine – Direction de l'Orientatation • Maisons Familiales Rurales...
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises signataires de la charte et des engagements du Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises • Nombre et profil des bénéficiaires des actions du Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises • Nombre d'engagements du Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises concrétisés : nombre de stages, de parrainage, de contrats d'apprentissage, d'accès à l'emploi, visites d'entreprise, nombre d'actions de promotion de l'alternance

FICHE ACTION 8	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès à l'emploi pour tous
Priorité stratégique	Améliorer l'information auprès des jeunes (y compris scolaires)
Nom de l'action / projet	Accompagner les parents dans le suivi de l'orientation scolaire et professionnelle de leur enfant
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation de l'école (rythme, suivi de la scolarité) n'est pas toujours assimilée par l'ensemble des parents • Peu de présence des jeunes du quartier et de leurs parents au Carrefour de l'Orienta-tion, de la Formation, de l'Emploi et des Métiers (COFEM) organisé chaque année par la Maison de l'Emploi. • Le dispositif « Contrat Local d'Accompagnement à la Scola-rité » (CLAS), porté par le Centre Socio Culturel, est fortement mobilisé mais toutes les orienta-tions ne peuvent être honorées par manque de moyens humains. Au collège, la contractua-lisation du dispositif n'est pas obligatoire et on observe une moindre implication des parents.
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Donner des repères aux parents sur le fonctionnement de la scolarité • Développer les actions sur l'orientation professionnelle associant parents et enfants
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un module « citoyenneté - scolarité », à destination des parents, déclinant les différentes étapes dans le choix d'un parcours professionnel (collèges, lycées, études supérieures), ainsi que la place des parents dans ce processus • Organiser des temps collectifs à destination des jeunes et de leurs parents type « découverte des métiers »
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Socio Culturel • Maison de l'Emploi
Public.s ciblé.s	Parents des collégiens et lycéens issus du quartier
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat Local d'Accompagnement à la Scola-rité (CLAS) • Carrefour de l'Orienta-tion, de la Formation, de l'Emploi et des Métiers (COFEM) • animateurs socio-culturels • Pacte des solidarités (apprentissage et accompagnement vers les études supérieures) • « Les rencontres de l'excellence » (Education Nationale)
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Adulte relais « Insertion Emploi » • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Département • Direction jeunesse de l'Agglomération du Bocage Bressuirais /Cité de la Jeunesse et des Métiers

	<ul style="list-style-type: none"> • Collège Supervielle • Lycées • Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de jeunes et de parents du quartier accompagnés au COFEM • Nombre de parents du quartier participant au module « citoyenneté-scolarité » • Nombre d'actions « découverte des métiers » et nombre de participants du quartier, enfants et parents • Développement du partenariat

FICHE ACTION 9	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès à l'emploi pour tous
Priorité stratégique	Améliorer l'information auprès des jeunes (y compris scolaires)
Nom de l'action / projet	Faire connaître le tissu économique local
Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de recrutement des entreprises locales • Nécessité d'informer les enseignants, notamment les nouveaux arrivants, sur le tissu économique local
Constats qui nous font agir	
Objectif.s	Poursuivre la mise en d'œuvre d'actions visant à informer les jeunes sur le monde de l'entreprise, soit directement, soit indirectement via les professeurs, directeurs, formateurs et référents
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Espace Régional d'Information de Proximité (ERIP)</u> : aussi bien au sein des locaux de la Cité de la Jeunesse et des Métiers qu'au sein directement des établissements scolaires (collèges ...), diverses actions et interventions seront initiées pour favoriser l'accès des jeunes à l'information et à la connaissance des métiers, des filières professionnelles, des entreprises, de leurs besoins et de leurs projets de recrutement. • « <u>After work</u> » : cette action vise à réunir et rapprocher les représentants des établissements scolaires du territoire (chefs d'établissement, enseignants, conseillers principaux d'éducation, référents...) et les représentants du tissu économique local pour une meilleure connaissance réciproque, ainsi que la création de collaborations et d'actions communes en matière d'orientation professionnelle et de découverte des métiers auprès des jeunes collégiens et lycéens. • Des partenariats avec le collège Supervielle de Bressuire, le lycée De Vinci et d'autres structures (Centre Socio Culturel ...) permettront de viser plus particulièrement les jeunes issus du quartier afin de travailler à leur orientation professionnelle.
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Maison de l'Emploi pour le dispositif Espace Régional d'Information de Proximité (ERIP) • Agglomération du Bocage Bressuirais/Direction développement économique pour l'action « After Work »
Public.s ciblé.s	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes et adultes (ERIP) • Formateurs, directeurs, professeurs, référents (After work)
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	Comité Local Ecoles Entreprises (CLEE)
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	

Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Socio Culturel • Région Nouvelle Aquitaine • Etablissements scolaires • Agglomération/Direction jeunesse
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Espace Régional d'Information de Proximité (ERIP) : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre de jeunes du quartier présents aux actions organisées en partenariat avec le Centre Socio Culturel et au sein des groupes contrat d'engagement jeune, ✓ Bilan qualitatif des actions, ✓ Etablissements scolaires représentés • After work : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre de professionnels présents et établissements scolaires représentés, ✓ Enquête de satisfaction, ✓ Contacts réalisés grâce aux outils développés

E. AMELIORER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS ET AGIR POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les partenaires se sont entendus sur les objectifs et les actions suivantes.

- Favoriser le bien vivre-ensemble
 - Fiche action 10 : Poursuivre la mise en œuvre de la Gestion Urbaine de Proximité
 - Fiche action 11 : Créer une « cellule de veille de l'espace public »
- Poursuivre la sensibilisation des habitants aux gestes écologiques
 - Fiche action 12 : Renforcer l'accompagnement des habitants dans la gestion du tri des déchets
- Réinterroger l'étude urbaine réalisée en 2019 et mettre en œuvre le programme de travaux
 - Fiche action 13: Réhabiliter le bâti et réaménager les espaces publics

FICHE ACTION 10	
Enjeu thématique	Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique
Priorité stratégique	Favoriser le bien vivre-ensemble
Nom de l'action / projet	Poursuivre la mise en place de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP)
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Souhaits des habitants (réunion publique du 5 juillet) : propreté du quartier, poursuite des actions de sensibilisation des enfants et des familles sur le tri des déchets, entretien des espaces verts, réaménagement de certaines rues, retrait de véhicules épaves... • Mis en place en 2021, le dispositif « Gestion Urbaine de Proximité » a facilité la mise en réseau des acteurs du cadre de vie du quartier et a permis la réalisation de nombreux travaux d'entretien via les diagnostics en marchant et la création d'un tableau de suivi.
Objectif.s	<p>La Gestion Urbaine de Proximité est une démarche qui vise à participer à l'amélioration de la qualité de vie au quotidien des habitants du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En ayant un regard sur la gestion et le fonctionnement du quartier, • Pour soutenir, consolider les bonnes pratiques et élaborer des réponses aux manques et aux problèmes constatés. <p>Pour cela, elle est amenée à se pencher plus particulièrement sur 4 domaines : la propreté, la maintenance et l'entretien, le bien-vivre ensemble et la régulation des usages.</p>
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser 2 diagnostics en marchant/an et des actions en-dehors ; • Intégrer des thématiques spécifiques dans les diagnostics en marchant (ex : femmes et espaces publics, place des enfants...) • Organiser des rencontres techniques Deux-Sèvres Habitat/Ville/Agglomération plus régulières (1 fois/trimestre) pour favoriser les échanges et agir rapidement si besoin (ex: incendie de poubelles sur le quartier: qui alerte?, enlèvement des véhicules épaves: qui fait quoi?); • Elaborer la convention « Gestion Urbaine de Proximité » en même temps que celle relative à l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties
Porteur.s de l'action	Agglomération du Bocage Bressuirais/Direction Prévention Politique de la Ville
Public.s ciblé.s	Habitants du quartier
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Tableau de suivi des actions Gestion Urbaine de Proximité • Groupe de référents Gestion Urbaine de Proximité
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Adulte relais « Cadre de vie et participation citoyenne » • Gardiens d'immeuble Deux-Sèvres Habitat • Conseil Citoyen

Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) <hr/> <ul style="list-style-type: none"> • Ville de Bressuire/police municipale • Deux-Sèvres Habitat • Gendarmerie • Etat (Sous-Préfète, déléguée de la Préfète pour les quartiers prioritaires, Direction Départementale des Territoires) • Agglomération du Bocage Bressuirais/ Direction valorisation des déchets • Centre Socio Culturel
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de diagnostic en marchand réalisés/an et thématiques abordées • Nombre de rencontre techniques annuelles et procédures/actions mises en place • Elaboration de la convention Gestion Urbaine de Proximité en lien avec les actions relatives à l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

FICHE ACTION 11	
Enjeu thématique	Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique
Priorité stratégique	Favoriser le bien vivre-ensemble
Nom de l'action / projet	Créer une « cellule de veille de l'espace public »
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Demande des habitants de se sentir en sécurité (réunion publique du 5 juillet 2023) : vidéo protection/éclairage, lutte contre les incivilités, ralentissement de la vitesse des voitures ou scooters... • Attentes des membres de l'observatoire local de la tranquillité publique créé dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) : « mobiliser les interventions, chacun dans son domaine de compétence, autour de situations complexes de jeunes » via: <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le renforcement de la coordination entre acteurs, ✓ Le partage sur des situations individuelles de jeunes – volet éducatif, ✓ Des actions sur l'espace public, en proximité.
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la circulation de l'information et renforcer la capacité d'agir des acteurs œuvrant dans les domaines de la tranquillité publique et/ou de l'accompagnement éducatif • Assurer une veille territoriale (ambiance, climat social)
Sous-actions	<p>Création d'une « cellule de veille de l'espace public » sur la commune de Bressuire avec un focus sur le quartier prioritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copilotée par le Maire et le Vice-Président en charge du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, avec le soutien administratif de l'Agglomération ; • Composée des forces de l'ordre locales, du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), du parquet, de la sous-préfecture, et, selon les besoins, d'acteurs de la prévention, de l'éducation, du bailleur social, de l'insertion... • Espace de concertation et de coordination à l'échelon communal pour analyser les troubles à l'ordre public et apporter des préconisations : insécurité, faits observés réguliers, signes d'alerte de délinquance, nuisances, atteintes aux biens ou aux personnes, situations individuelles complexes...
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Agglomération du Bocage Bressuirais/Conseil intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance • Ville de Bressuire
Public.s ciblé.s	<ul style="list-style-type: none"> • Collégiens (agir avant le basculement vers les comportements de délinquance : rupture scolaire, désocialisation, trafic de stupéfiants...) • Groupes troublant la tranquillité publique • Situations individuelles complexes
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	

Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Charte de déontologie du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance • Articulation avec les instances du programme « Petites villes de demain »
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Adultes relais • Gestion urbaine de proximité
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Gendarmerie • Service Départemental d'Incendie et de Secours • Parquet • Département • Ville de Bressuire/police municipale • Deux-Sèvres Habitat • Etat (Sous-Préfète, déléguée de la Préfète pour les quartiers prioritaires) • Maison de l'Emploi • animateurs référents jeunesse, • Professionnels de l'Education nationale/établissements scolaires (collège Supervielle...), • Autres professionnels du Centre Socio Culturel...
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rencontres de la cellule de veille • Diminution du nombre de troubles, des dégradations, des interventions des forces de l'ordre, des récidives • Mobilisation des participants • Nombre et nature des actions menées • Problématiques recensées et traitées • Difficultés et plus-values rencontrées

FICHE ACTION 12	
Enjeu thématique	Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique
Priorité stratégique	Poursuivre la sensibilisation des habitants aux gestes écologiques
Nom de l'action / projet	Renforcer l'accompagnement des habitants dans la gestion des déchets
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Souhaits des habitants (réunion publique du 5 juillet) : propreté du quartier, poursuite des actions de sensibilisation des enfants et des familles sur le tri des déchets... • Lors du 1er contrat de ville, de nombreuses actions ont été mises en place afin de réduire la production de déchets sur la ville de Bressuire et sur le quartier : brigades vertes, sensibilisation dans les écoles, évolution de la tarification et des modes de collecte, intensification du ramassage via une société privée... Pour autant, le volume de déchets, et en particulier celui lié aux encombrants, reste important sur le quartier impliquant de poursuivre les efforts engagés.
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le cadre de vie de habitants • Favoriser le réemploi • Réduire l'impact environnemental des déchets ménagers
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les actions en lien avec l'adulte relais « cadre de vie et participation citoyenne » (brigades vertes -explicitation de l'usage de la carte pour les nouveaux arrivants-, porte à porte dans le cadre du plan de lutte contre les incivilités) • Poursuivre les expérimentations relatives à la gestion des encombrants (ex: acquisition d'un vélo cargo par le Centre Socio Culturel, abri sécurisé avec badge..); • Renouveler les actions de sensibilisation (ex: présentation du métier de gardien d'immeuble au sein des écoles, développer des actions de sensibilisation au développement durable) ; • Accompagner les habitants à la gestion des déchets alimentaires (obligatoire en 2024); • Développer le partenariat avec Emmaüs et les actions de type gratifieras, repair café...
Porteur.s de l'action	Agglomération du Bocage Bressuirais/Direction valorisation des déchets
Public.s ciblé.s	Habitants du quartier
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Actions mises en place par la direction valorisation des déchets : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de lutte contre les incivilités ✓ Brigades vertes ✓ Appel à une société privée pour intensifier le ramassage... • Programme « Petites villes de demain »

Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Adulte relais « Cadre de vie et participation citoyenne » • Conseil Citoyen • Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties • Gestion urbaine de proximité • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Socio Culturel • Ville de Bressuire • Deux-Sèvres Habitat/gardiens d'immeuble • Ecoles • Emmaüs
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Propreté du quartier • Réalisation de l'expérimentation relative à la gestion des encombrants • Nombre et nature des actions mises en place pour favoriser le réemploi • Nombre et nature des actions mises en place pour sensibiliser enfants et parents à la gestion du tri des déchets • Evolution de l'utilisation des bades pour les conteneurs collectifs à ordures ménagère sur le quartier

FICHE ACTION 13	
Enjeu thématique	Améliorer le cadre de vie des habitants et agir pour la transition écologique et énergétique
Priorité stratégique	Réinterroger l'étude urbaine réalisée en 2019 et mettre en œuvre le programme de travaux
Nom de l'action / projet	Réhabiliter le bâti et réaménager les espaces publics
Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Une nécessaire actualisation de l'étude urbaine Bien que de nombreuses actions aient été menées dans le cadre du précédent contrat de ville, les indicateurs de pauvreté, de mixité sociale (...) ont évolué défavorablement : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux de pauvreté en hausse : 51% (43% en 2014) - revenu médian annuel: 8 284€ (9 900€ en 2015); ✓ Pas – peu de mixité sociale : on reste dans l' « entre-soi »? Quelles conséquences sur la mixité au sein des écoles alentours (quid de l'égalité des chances) ? Aussi, l'Agglomération et la ville de Bressuire souhaitent réinterroger l'étude urbaine réalisée en 2019 afin de mieux répondre aux enjeux de qualité de vie au sein du quartier et d'attractivités patrimoniale et fonctionnelle. • Concernant le cadre de vie <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>L'habitat</u> -Env. 400 logements collectifs sociaux dont 350 gérés par Deux-Sèvres Habitat (DSH) / construits majoritairement avant 1975. -53 logements de type II, -131 logements de type III, -121 logements de type IV, -40 logements de type V. -150 sont des logements individuels majoritairement occupé par des propriétaires occupants. -Les loyers sont peu onéreux : en 2021, la moyenne du loyer par m² des logements sociaux est de 3,8 €. -Logements recherchés/peu de rotation -Comment les bâtiments sont-ils habités aujourd'hui (grands ménages, personnes seules, vieillissantes...) ? Suroccupation ? Quels sont les flux au sein du quartier et en-dehors ? ✓ <u>Les +:</u> -Espaces verts, -Proximité du centre-ville, -Présence d'équipements culturels et sportifs -Présence du Centre SocioCulturel, de la Maison France Services, de l'antenne du bailleur social ✓ <u>Les -:</u> -Un habitat social vieillissant en façade (exception: Valette 2) -Présence de déchets, d'encombrants -Un déficit d'image => développement du sentiment d'insécurité en lien notamment avec la présence de groupe de jeunes / Des refus pour habiter dans le quartier
Constats qui nous font agir	

	<ul style="list-style-type: none"> -Une carence de logements sociaux • Les travaux en prévision <ul style="list-style-type: none"> ✓ 2024 : agrandissement de l'agence locale Deux-Sèvres Habitat implantée sur le quartier, réaménagement de la rue du Général Leclerc et installation d'aires de jeux. ✓ 2025 : construction de nouveaux logements à l'entrée du quartier Boulevard de l'Europe ✓ 2026/2028 : réhabilitation des logements locatifs sociaux du Boulevard Lescure (120 logements) par Deux-Sèvres Habitat
Objectif.s	<p>A partir d'un programme de travaux de réhabilitation du patrimoine existant, de construction de nouveaux logements en entrée de quartier et de requalification des espaces publics, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renouveler l'image du quartier => amener les habitants vers le quartier • Favoriser le bien-vivre ensemble • Intégrer les nouveaux enjeux environnementaux
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • 1) Actualisation et complétude de l'étude urbaine via une étude pré-opérationnelle en 2 étapes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>Etape 1 : élaboration d'une nouvelle feuille de route</u> <p>A partir des enjeux prioritaires identifiés dans le cadre du bilan du précédent contrat de ville, actualiser/arrêter la programmation qui permettra d'y apporter les réponses et de fixer une trajectoire de rééquilibrage des attributions au regard des atouts et des faiblesses du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Actualiser les caractéristiques sociologiques du quartier en prenant en compte, notamment, les besoins de la jeunesse : sa population, ses modes de vie, ses modes d'habiter dans le quartier et en dehors, anticipation de son évolution, -En lien avec l'étude urbaine et l'enjeu de mixité sociale, la présence en nombre d'équipement publics dans le quartier, questionner la carte scolaire et le projet pédagogique des écoles primaires ; -Actualiser l'offre de logements sur le territoire de l'Agglomération, -Requestionner le programme de démolition/reconstruction initialement retenu dans l'étude de 2019, -Redéfinir la vocation résidentielle des immeubles et travailler sur un programme de requalification des logements sociaux existants allant au-delà des seuls travaux de la rénovation thermique pour répondre aux enjeux de rééquilibrage de l'occupation sociale (restructuration lourde pour agir sur le déclassement typologique et répondre aux enjeux de mixité sociale), -Clarifier les domanialités en distinguant les fonciers en fonction des usages (résidentiels et publics), -Actualiser les interventions sur les espaces publics de manière cohérente avec l'offre de logements et les nouveaux enjeux environnementaux. <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>Etape 2 : Traduction de la feuille de route en programme</u> <ul style="list-style-type: none"> -Réalisation du programme : découpage/phasage îlot par îlot, dessins, détermination des coûts de travaux associés, calendrier, fiches actions opérationnelles identifiant notamment les acteurs et leur mobilisation, -Définition des modalités d'accompagnement des collectivités dans la définition du mode de conduite et de coordination pour une mise en œuvre de la feuille de route (assistance à maîtrise d'Ouvrage type

	<p>Ordonnancement Pilotage et Coordination Urbaine?)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2) Lancement des marchés de maîtrise d'œuvre • 3) Réalisation des travaux
Porteur.s de l'action	<p>S'agissant de l'étude pré-opérationnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agglomération pour le suivi administratif, financier et le lien avec les documents cadres de planification, d'aménagement de l'habitat et d'attribution des logements sociaux • Ville de Bressuire pour le suivi opérationnel de l'étude sur son volet aménagement des espaces publics • Deux-Sèvres Habitat pour le suivi opérationnel de l'étude sur son volet réhabilitation du bâti • IAA Immobilière Atlantic Aménagement (IAA) au titre des constructions envisagées le long du Boulevard de l'Europe
Public.s ciblé.s	Habitants du quartier –Jeunes, personnes âgées...
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens financiers <ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds vert (25 000€ accordés pour l'étape 1 de l'étude pré opérationnelle) ✓ Banque des Territoires ✓ Fonds National des Aides à la Pierre (FNAP) ✓ Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) • Dispositifs/Documents cadres <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>Ville de Bressuire</u> <ul style="list-style-type: none"> -Action Cœur de ville 2 -Plan Pluriannuel d'Investissement -Contrat de Mixité Sociale (CMS) ✓ <u>Agglomération du Bocage Bressuirais</u> <ul style="list-style-type: none"> -Schéma de Cohérence Territoriale (ScoT) du Bocage Bressuirais 2017-2031 -Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) -Programme Local de l'Habitat (PLH) 2024-2030 (développement de l'offre de logements sociaux à l'échelle de la CA2B et notamment celles concernées par le dispositif Solidarité et Renouvellement Urbain) -Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) -Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et Plan Partenarial de Gestion de la Demande et de l'Information des Demandeurs (PPGDID) : l'étude urbaine constitue un outil en réponse à une stratégie d'attributions du parc social préalablement définie dans ces documents dédiés, partagée et portée par les instances dédiées telles que la Conférence Intercommunale du Logement (CIL). ✓ <u>Centre SocioCultuel</u> : Contrat de projet ✓ <u>Deux-Sèvre Habitat</u> : Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)

Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Politique de la ville • Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties • Financements ANRU à confirmer/infirmen en lien avec l'éventuelle programmation « ANRU 3 ».
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un comité technique Il sera en charge du suivi opérationnel de l'étude et composé de : <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'Agglomération ✓ La Ville de Bressuire ✓ Deux-Sèvres Habitat ✓ Immobilière Atlantic Aménagement ✓ La Direction Départementale des Territoires ✓ Centre SocioCultuel • Le comité de suivi Créé pour veiller au bon déroulé de l'étude. Cette instance est constituée des membres suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour l'Agglomération du Bocage Bressuirais : le Président et/ou les Vice-Présidents en charge de la politique de la ville et de l'habitat, du logement et du Plan Climat Air Energie, de la directrice Prévention Politique de la ville et de la directrice de la planification, de l'aménagement et de l'habitat ; ✓ Pour la ville de Bressuire : Mme le Maire, la directrice générale des services et le directeur des services techniques ; ✓ Pour l'Etat : Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de Bressuire, la déléguée de la Préfète pour les quartiers prioritaires et la Direction Départementale des Territoires ; ✓ Pour Deux-Sèvres Habitat : le directeur de Deux-Sèvres Habitat et la directrice stratégique de l'habitat. ✓ Pour Immobilière Atlantic Aménagement : le directeur et/ou son représentant. ✓ Personne ressources/experts en fonction des sujets abordés.
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Mai 2024 : Lancement de l'étude pré opérationnelle/étape 1 • Janvier 2025 : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation des travaux de l'étude pré-opérationnelle / étape 1 ✓ Confirmation des engagements Ville/Agglomération/bailleur.s social.ux ✓ Lancement de l'étude pré-opérationnelle / étape 2 • Octobre 2025 : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation de l'étude pré-opérationnelle / étape 2 ✓ Confirmation des engagements Ville/Agglomération/bailleur.s social.ux • 2026/2027 : début des travaux
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des participants • Confirmation des engagements Ville/Agglomération/bailleur.s social.ux à chaque étape • Réalisation des travaux sur le bâti et l'espace public • Développement de la mixité sociale • Diminution des incivilités, des nuisances • Attribution à l'issue des travaux (évolution de la composition des ménages, des revenus et de la situation en matière d'emploi)

F. FAVORISER L'ACCES AUX DROITS, DEVELOPPER ET DIVERSIFIER LES MOBILITES

3 fiches actions s'articulent autour des 2 objectifs que sont :

- Favoriser l'accès aux droits sociaux et aux services
 - Fiche action 14: Faciliter l'accès aux droits en santé et développer des actions collectives de prévention
 - Fiche action 15 : Lever les freins à l'accessibilité des modes de garde
 - Fiche action 16 : Favoriser l'apprentissage et la maîtrise de la langue française et poursuivre la sensibilisation à l'interculturalité
- Développer et diversifier les mobilités
 - Fiche action 17 : Développer la pratique du vélo

FICHE ACTION 14	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités
Priorité stratégique	Favoriser l'accès aux droits sociaux et aux services
Nom de l'action / projet	Faciliter l'accès aux droits en santé et développer des actions collectives de prévention
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Constats réalisés lors de l'évaluation du contrat de ville : forte fréquentation du camion « accueil santé social » de la Croix Rouge (de 61 passages en 2018 à 803 en 2022), projet de développer les actions collectives autour de la prévention (nutrition, dentition, vue), renforcement souhaité des partenariats ; • Nécessité de consolider l'articulation entre les actions du contrat de ville et celles du cadre du Contrat Local de Santé (CLS)/Conseil Local en Santé Mentale (CLSM)
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le partenariat entre les acteurs du Contrat Local de Santé (CLS)/Conseil Local en Santé Mentale (CLSM) et ceux du contrat de ville, dispositifs portés tous 2 par l'Agglomération du Bocage Bressuirais • Mettre en œuvre des actions communes aux acteurs du contrat de ville et de la santé. • Favoriser l'égalité hommes-femmes
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser, a minima, une action ciblée de prévention santé par an • Poursuivre les présences hebdomadaires du Camion de la Croix Rouge au sein du quartier (ouverture des droits en santé et accès aux soins) • Réfléchir aux différents moyens de faciliter les déplacements pour aller à l'hôpital notamment (ex : communication sur le transport solidaire...)
Porteur.s de l'action	En fonction de la nature du projet : Croix Rouge, Centre SocioCultuel, Agglomération du Bocage Bressuirais....
Public.s ciblé.s	Habitants du quartier
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat Local de Santé (CLS) : réseau et ingénierie • Financement Agence Régionale de Santé (ARS) • Programmes de l'Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé (IREPS) Nouvelle Aquitaine
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Financement Agence Régionale de Santé (ARS) • Adultes relais Croix Rouge et Agglomération du Bocage Bressuirais • Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	Réseau de professionnels du Contrat Local de Santé et du contrat de ville <ul style="list-style-type: none"> • Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé (IREPS) Nouvelle Aquitaine s'agissant notamment du développement des compétences psychosociales,

	<ul style="list-style-type: none"> • Unité Médico Psychologique pour Enfants et Adolescents (UMPEA) pour des sensibilisations à la santé mentale auprès des enseignants, • Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres (CHNDS) dans le cadre du développement d'actions « hors les murs »..., • CPAM (examens de santé), • Antenne Médico-sociale du Département (Protection Maternelle et Infantile), • Acteurs de la prévention (association de lutte contre le VIH, planning familial, réseau addictions 79...), • Agence Régionale de Santé • Centre SocioCultuel • Croix Rouge • Etablissements scolaires • Mutualité Française
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • 2024 : sensibilisation des professionnels et du tout public à la santé mentale, octobre rose, prévention du diabète • Autres actions pouvant être développées : formation sur les 1ers secours en santé mentale à l'attention des enseignants, développement des compétences psychosociales...
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre annuel de passages au sein des permanences du camion de la Croix Rouge et motif des sollicitations. • Nombre d'action.s de prévention collectives réalisées sur l'année, thématique.s, nombre et profil des bénéficiaires

FICHE ACTION 15	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités
Priorité stratégique	Favoriser l'accès aux droits sociaux et aux services
Nom de l'action / projet	Lever les freins à l'accessibilité des modes de garde
Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Il peut être difficile pour les familles du quartier en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion socio-professionnelle d'avoir une place en crèche. • Manque de créneaux pour l'accueil occasionnel à « La Chamaille » (socialisation de l'enfant ou besoin ponctuel de garde pour des cours de français par exemple) • Tension sur l'offre de garde sur Bressuire : diminution du nombre d'assistantes maternelles, refus en commission d'admission malgré l'ouverture récente de micro-crèches et d'une crèche inter entreprise (18 places dont 2 financées en partie par le Département) et. • Réflexion en cours sur la création d'une crèche A Vocation d'Insertion Professionnelle (AVIP) (Agglomération du Bocage Bressuirais, Maison De l'Emploi, Caisse d'Allocations Familiales, Mutualité Sociale Agricole) • Préalablement ou concomitamment à un accueil, il est nécessaire de préparer les familles (compréhension des codes, accompagnement à la séparation...). • Le dernier recensement INSEE indique que 27% des familles du quartier sont des familles monoparentales
Constats qui nous font agir	
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Préciser les besoins d'accueil des familles du quartier • Porter une attention particulière à la politique de la ville dans la mise en œuvre de la politique petite enfance communautaire • Accompagner les parents, notamment les nouveaux arrivants, à la séparation enfant/parent.s et à la compréhension des codes de notre société • Favoriser l'égalité hommes-femmes
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un état des lieux des besoins des habitants du quartier • Mettre en place un module « Bienvenue à Bressuire » intégrant les codes de l'accueil en crèche, à l'école...
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Agglomération du Bocage Bressuirais pour la réalisation de l'état des lieux des besoins • Centre SocioCultuel pour la mise en place du module « Bienvenue à Bressuire »
Public.s ciblé.s	Habitants du quartier (prise en compte des familles monoparentales à définir)
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	<ul style="list-style-type: none"> • Financements liés au fonctionnement des modes de garde Caisse d'Allocations Familiales (dont Bonus Territoire) et Mutualité Sociale Agricole • Financements crèche A Vocation d'Insertion Professionnelle (AVIP) • Pacte des Solidarités

Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Convention Territoriale Globale • Conditions des financements accordés par la ville de Bressuire aux Maisons d'Assistantes Maternelles (horaires atypiques)
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Maison De l'Emploi • Pôle Emploi • Caisse d'Allocations Familiales • Mutualité Sociale Agricole • Département • Etat - Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP)
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de l'état des lieux des besoins de garde • Nombre d'enfants du quartier accueilli en accueil régulier et en accueil occasionnel • Nombre de parents du quartier, hommes et femmes, ayant retrouvé un emploi suite à l'accueil de leur enfant en structures collectives ou chez une assistante maternelle. • Nombre de parents du quartier participant au module « Bienvenue à Bressuire »

FICHE ACTION 16	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités
Priorité stratégique	Favoriser l'accès aux droits sociaux et aux services
Nom de l'action / projet	Favoriser l'apprentissage et la maîtrise de la langue française et poursuivre la sensibilisation à l'interculturalité
Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> L'absence de connaissance/maîtrise du français pénalise le.s parent.s dans le suivi de la scolarité de leur.s enfant.s., est un frein à la recherche d'emploi pour les demandeurs d'emploi....
Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> Le quartier de Valette est un quartier multiculturel Souhaits des habitants (réunion publique du 5 juillet) : favoriser l'apprentissage du français
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> Porter l'offre locale d'apprentissage du français à la connaissance des acteurs et faciliter l'orientation du public Renforcer la cohésion sociale : favoriser le civisme, la citoyenneté, le vivre ensemble,
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser un état des lieux de l'offre locale d'apprentissage du français et de lutte contre l'illettrisme (organismes, actions de formation, publics concernés, durées de la formation, encadrement professionnels ou bénévoles, places disponibles...) Analyser les besoins non couverts et proposer d'agir sur les manques Poursuivre les actions de sensibilisation à l'interculturalité auprès des professionnels et des élus Développer les actions collectives avec les habitants favorisant l'ouverture à l'autre et la découverte des différences culturelles qui forment la richesse de ce quartier
Porteur.s de l'action	Centre SocioCulturel
Public.s ciblé.s	Adultes
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	Evènementiels organisés par le Centre SocioCulturel : fête des cultures, gratifieras...
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> Conseil Citoyen/organisation d'une journée citoyenne Médiateurs adultes relais Appel à projets du contrat de ville
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Greta, ASsociation pour la FOrmation professionnelle et de Développement de l'Education Permanente – ASFODEP-, Croix Rouge, Restos du Cœur,

	<ul style="list-style-type: none"> • Région/dispositif socle pour les demandeurs d'emploi...). • Appui de la COordination Régionale des Actions de Proximité de Lutte contre l'Illettrisme et d'accès aux Savoirs (CORAPLIS) • Education Nationale
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Décembre 2023 : création d'une instance partenariale à l'initiative du CSC ayant pour objectif de réaliser un état des lieux de l'offre locale d'apprentissage du français • 2024/2025 : poursuite des actions de sensibilisation à l'interculturalité
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie de l'offre relative à l'apprentissage du français, mobilisation du partenariat, nombre de personnes accompagnées ; actions réalisées sur les « manques » • Nombre et thématiques des temps de sensibilisation à l'interculturalité, nombre et profil des participants

FICHE ACTION 17	
Enjeu thématique	Favoriser l'accès aux droits, développer et diversifier les mobilités
Priorité stratégique	Développer et diversifier les mobilités
Nom de l'action / projet	Développer la pratique du vélo
Diagnostic Constats qui nous font agir	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion du 16 mai 2023 : état des lieux partenarial sur ce qui existe, les besoins de la population et les possibilités de projet collectif autour du vélo. • Réunion du 19 septembre 2023 : priorités données par les partenaires sur 2 besoins liés à la pratique du vélo : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Locaux sécurisés et adaptés pour 2 roues (vélos et scooters) : en raison de dégradations et de vols ayant eu lieu dans des caves ou garages non sécurisés, la Maison De l'Emploi prête des 2 roues uniquement au public pouvant les ranger dans un garage fermé. Il y aurait besoin, a minima, de 2 boxes sécurisés sur le quartier. ✓ Accompagnement des adultes et des enfants à « s'autoriser la démarche vélo » : le développement du vélo passe par la facilitation de son apprentissage notamment chez des populations pour lesquelles l'utilisation de ce mode de transport est rare.
Objectif.s	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la pratique du vélo via la création d'un espace de stockage sécurisé au sein du quartier • Développer l'apprentissage du vélo via les ateliers du Centre Socio Culturel
Sous-actions	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter/créer des locaux sécurisés et adaptés pour 2 roues • Mettre en place des ateliers ayant pour objectif l'accompagnement des adultes et enfants à « s'autoriser la démarche vélo »
Porteur.s de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Deux-Sèvres Habitat pour la mise à disposition de locaux sécurisés et adaptés pour les 2 roues • Centre SocioCulturel pour l'accompagnement des adultes et des enfants à « s'autoriser la démarche vélo »
Public.s ciblé.s	Habitants du quartier
RESSOURCES MOBILISABLES - ENGAGEMENTS	
Moyens de droit commun mobilisés / dispositifs (humains, techniques, financiers...)	Alvéole + pour les garages sécurisés
Crédits – dispositifs spécifiques mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> • Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties • Appel à projets du contrat de ville • Médiateurs adultes relais
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Maison de l'Emploi • Agglomération/Direction transports • Education Nationale (Savoir Rouler à Vélo)

	<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Bressuire
CALENDRIER ET SUIVI	
Date de mise en œuvre	2024
Indicateurs de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Création de garages sécurisés au sein du quartier • Nombre de jeunes de la Maison De l'Emploi ayant pu bénéficier d'un deux roues grâce aux garages sécurisés • Nombre d'enfants et d'adultes ayant appris le vélo • Impact sur l'utilisation quotidienne du vélo suite à son apprentissage

IV.MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DES PRIORITES D' « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »

A. LES MOYENS SPECIFIQUES

L'ingénierie : l'équipe projet

L'équipe projet est chargée de suivre la bonne exécution du contrat. Elle est composée :

- De la directrice Prévention Politique de la Ville de l'Agglomération du Bocage Bressuirais ;
- De la Directrice Générale des Services de la ville de Bressuire ;
- Des services de l'État: directeur et services de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP), directeur et services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) et déléguée de la Préfète à la politique de la ville.

Les médiateurs adultes-relais

La présence des médiateurs adultes relais favorise le lien social entre habitants et avec les institutions. Leurs missions se développent dans une logique d'« aller vers » pour rencontrer les habitants sur l'espace public, en pieds d'immeuble, en porte à porte à domicile afin de faciliter leur accès aux services.

Entre 2016 et 2019, 3 postes de médiateur adulte relais ont été créés sur le quartier « Valette »:

- Un poste de médiateur « Participation citoyenne et cadre de vie » (employeur : Agglomération du Bocage Bressuirais).
- Un poste de médiateur « Soutien à la parentalité et à la scolarité » (employeur : Centre Socio Culturel) ;
- Un poste de médiateur « Insertion-Emploi » (employeur : Maison De l'Emploi).

Les employeurs perçoivent une aide annuelle de l'Etat correspondant à 80% du Smic et proportionnelle au temps de travail prévu au contrat

Une rencontre des adultes relais, associant le médiateur de tranquillité publique de l'Agglomération et Deux-Sèvres Habitat (responsable de l'agence locale et gardiens d'immeuble) est organisée chaque trimestre par la directrice Prévention Politique de la ville avec pour objectif de :

- Favoriser les échanges entre « pairs»: veille, partage des expériences de chacun suivant les missions exercées, échanges sur les difficultés rencontrées, sur les réponses ou orientations à apporter ;
- S'informer sur les actualités de chacun (événement, évolution du cadre légal ou local de la politique de la ville...) ;
- Resserrer les liens entre acteurs, « faire équipe »
- Avoir une cohérence des actions sur le quartier.

Les financements : l'appel à projets et l'intégration d'un volet investissement

Outil de programmation des crédits spécifiques de l'Etat (BOP 147) et de l'Agglomération du Bocage Bressuirais, l'appel à projets permet aux partenaires

locaux de présenter des actions répondant aux objectifs fixés dans « Engagements quartiers 2030 » et de solliciter des demandes de subvention.

Ces financements viennent compléter ceux de droit commun (ville de Bressuire, Agence Régionale de Santé, Caisse d'Allocations Familiales, Conseil Régional, Conseil Départemental, Etat, Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Agglomération du Bocage Bressuirais).

Dans le respect des prérogatives des assemblées élues des collectivités, son calendrier repose sur les échéances suivantes :

Novembre/décembre N-1 : comité de pilotage validant les orientations de l'appel à projets et autorisant son lancement (note de cadrage).

Novembre N-1 à février année N : diffusion de la note de cadrage

Fin février - mars année N : instruction des dossiers par l'Etat et l'Agglomération sur la base des demandes et, le cas échéant, des bilans.

Mars : comité de suivi et de coordination élargi aux financeurs ayant pour but de finaliser l'instruction des dossiers.

Mars – avril année N : comité de pilotage validant la ventilation des crédits.

Conformément à la circulaire du 31 août 2023 :

- Les financements devront viser des associations implantées localement, seront priorisés sur les enjeux identifiés et assurer un réel effet levier en maximisant les cofinancements publics et privés. Un minimum de 50% de conventions devra être conclu sous forme de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO).
- Les financements de la politique de la ville pourront dorénavant intégrer un volet investissement via la mobilisation des dotations de l'Etat (fonds vert...), de ses opérateurs (Agence Nationale de l'Habitat – ANAH -, Agence Nationale de Cohésion des Territoires – ANCT -, Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie – ADEME-...), de la banque des territoires, des collectivités locales ainsi que des bailleurs sociaux et des investisseurs privés.

B. UNE GOUVERNANCE RENOVEE

Le pilotage de la mise en œuvre du contrat « Engagements quartiers 2030 » se veut participatif, transversal et coordonné.

Pour cela, il repose, dans le respect des prérogatives des assemblées élues pour les collectivités partenaires, sur les principes suivants :

- Un copilotage Agglomération du Bocage Bressuirais – Préfecture ;
- Une prise en compte renforcée de la parole des habitants ;
- Des instances thématiques alimentées par des groupes de travail
- Une planification facilitant les allers et retours entre les différentes instances.

Les instances politiques et de coordination de la politique de la ville

Le comité de pilotage

Copiloté par l'État (Préfet ou Sous-Préfet d'arrondissement), l'Agglomération du Bocage Bressuirais (Vice-président) et la Ville de Bressuire (Maire), cette instance est composée des signataires du contrat, du Centre Socio Culturel et de représentants du Conseil Citoyen.

Elle a pour mission de :

- Fixer les grandes orientations du contrat (échanges sur les enjeux identifiés, validation du plan d'actions...) ;
- Suivre les engagements des partenaires (mobilisation de droit commun et spécifique)
- Veiller à la cohérence de l'ensemble du projet et à son articulation avec les autres outils de programmation et de planification du territoire (Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance – CISPD-, Conseil Local de Santé – CLS...).
- De valider les orientations de l'appel à projets et la ventilation des crédits qui y sont liés ;
- Garantir le suivi et l'évaluation du contrat de ville.

Chaque institution signataire désigne son représentant décisionnaire. Selon les sujets traités, des personnes qualifiées pourront être invitées afin de rendre compte de leurs travaux et/ou d'apporter un éclairage spécifique.

Le comité de pilotage se réunit 2 fois par an :

- En mars/avril (notamment pour valider la ventilation des crédits spécifiques de la politique de la ville dans le cadre de l'appel à projets) ;
- En novembre/décembre (notamment pour valider les orientations de l'appel à projets et autoriser son lancement).

Le comité de coordination et de suivi

Maillon manquant entre le comité de pilotage et les instances thématiques lors du précédent contrat de ville, le comité de coordination et de suivi a vocation à dynamiser la mise en œuvre de la politique de la ville en favorisant les échanges et la transversalité.

Nouvelle instance du contrat « Engagements quartiers 2030 », il aura pour mission de :

- Favoriser le partage des actualités relatives à la politique de la ville et du quartier (climat – ambiance, remontées du conseil citoyen) et des actualités des partenaires ;
- Suivre les enjeux, le plan d'actions du contrat (réalisation des fiches actions, partage des travaux des différents groupes de travail...) et la mobilisation du droit commun pour les habitants de Valette ;
- Préparer les comités de pilotage ;
- Instruire les dossiers de l'appel à projets.

En mode restreint, il sera composé des membres de l'équipe projet : directrice Prévention Politique de la Ville de l'Agglomération du Bocage Bressuirais, Directrice Générale des Services de la ville de Bressuire et services de l'Etat.

En fonction des besoins, il pourra être élargi à d'autres acteurs : Centre Socio Culturel, Maison de l'Emploi, Pôle Emploi, Deux-Sèvres Habitat...Une fois par an, il réunira les financeurs de l'appel à projets.

Il se réunit a minima 3 fois par an :

- En mars, pour instruire les dossiers de l'appel à projets et préparer le comité de pilotage (bilan de l'année précédente et projets à venir) ;
- En juin, pour faire un point d'étape sur les actions en cours, articuler les dispositifs mis en œuvre l'été ;
- En octobre/novembre, pour faire un point d'étape sur les actions en cours et préparer le comité de pilotage ;

Les instances spécifiques de mise en œuvre opérationnelle

Le Conseil Citoyen et la participation citoyenne

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a rendu obligatoire, dans son article 7, la création des Conseils Citoyens dans les quartiers prioritaires.

Lieu de débat public ouvert à la parole des habitants, des associations et acteurs du quartier, il a pour mission de :

- Favoriser l'expression de la parole des habitants aux côtés des acteurs institutionnels ;
- Prendre en compte leur expertise d'usage dans le cadre de la politique de la ville (ex : participation aux diagnostics en marchant) ;
- Stimuler et appuyer les initiatives participatives.

Créé en 2015, le Conseil Citoyen du quartier « Valette » est composé d'habitants, du Centre SocioCulturel et de personnes qualifiées en fonction des sujets traités (antenne de Deux-Sèvres Habitat, ville de Bressuire...). Il concourt à l'animation du quartier via l'organisation d'actions favorisant le vivre-ensemble (journée sportive, cinéma de plein air...). Bénéficiant d'un budget annuel d'environ 1 000€, il est animé par le médiateur adulte relais de l'Agglomération et se réunit environ 1 fois/mois.

L'évaluation du contrat de ville a mis en exergue la difficulté à faire venir de nouveaux habitants pour être plus représentatif de la population du quartier. Les actions à venir s'inscriront donc dans la continuité tout en veillant à diversifier les formes de participation dans une logique « d'aller vers ».

Il s'agira notamment de :

- Développer la formation et les temps d'échange entre Conseils Citoyens afin d'accompagner au mieux les membres (rappeler le fonctionnement du contrat de ville, le rôle du Conseil Citoyen, comment être acteur de l'instance...)
- Renouveler la composition du Conseil Citoyen, impliquer des jeunes ;
- Développer de nouvelles formes de participation : mise en place d'une journée citoyenne, d'ateliers cuisine, temps d'échanges en pieds d'immeuble...

- En lien avec les conseils de quartier organisés par la municipalité, prévoir une réunion publique chaque année, en présence du Vice-Président en charge de la politique de la ville, du Maire de Bressuire et de la Sous-Préfète, afin de faire un point régulier sur les réalisations et les attentes des habitants.
- Préciser le rôle des habitants au sein des instances en prenant en compte les futures préconisations de la commission nationale de la participation citoyenne présidée par M. MECHMACHE.

Rencontres des acteurs éducatifs : « Grandir Ensemble »

Cette instance réunit les acteurs éducatifs locaux (Protection Maternelle et Infantile, directeurs des écoles, ville de Bressuire, Etat, Caisse d'Allocations Familiales, Agglomération...) et a pour mission d'impulser et de coordonner les actions éducatives au regard des besoins et des difficultés repérés.

Les échanges ayant eu lieu dans le cadre de l'évaluation du contrat de ville 2015-2023 ont permis de s'accorder sur la nécessité de faire évoluer cette instance afin de répondre à de nouveaux enjeux :

- Organiser la décharge des directeurs.trices des écoles maternelles et primaires ;
- Travailler sur le continuum éducatif entre l'enfance et l'adolescence ;
- Articuler plus précisément les objectifs du groupe en lien avec les priorités du contrat de ville.

Coanimée par l'Agglomération du Bocage Bressuirais et le Centre Socio Culturel, elle intégrera désormais des représentants du collège « Supervielle » et du lycée « Genevoix/De Vinci ». Deux instances annuelles seront organisées (à la place de 4) et des groupes de travail thématiques seront définis en corrélation avec les fiches actions du contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » et selon les souhaits des partenaires.

Rencontres des acteurs du cadre de vie

Les travaux menés sur la gouvernance du précédent contrat de ville ainsi que dans le cadre de son évaluation ont démontré le besoin de renforcer la coordination autour de la vision sociale et urbanistique du quartier.

Pour ce faire, il est envisagé de poursuivre les réflexions engagées au sein des groupes de travail déjà existants, à savoir :

- « Projet urbain Valette » : en lien avec l'élaboration d'une feuille de route actualisée et la construction d'un nouveau programme en 2024 et 2025, un comité technique et un comité de suivi seront constitués. Copilotés par l'Agglomération et la ville de Bressuire, ils réuniront les bailleurs sociaux, l'Etat (Direction Départementale des Territoires et déléguée de la Préfète pour la politique de la ville) et des personnes ressources en fonction des sujets traités (Centre SocioCulturel...).
- « Gestion Urbaine de Proximité » :
 - Afin de favoriser les échanges et agir plus efficacement, un groupe de travail composé des techniciens de Deux-Sèvres Habitat, de la ville de Bressuire et de l'Agglomération (directions Prévention Politique de la Ville

et Valorisation des déchets) se réunira 1 fois par trimestre. Il aura notamment pour mission de :

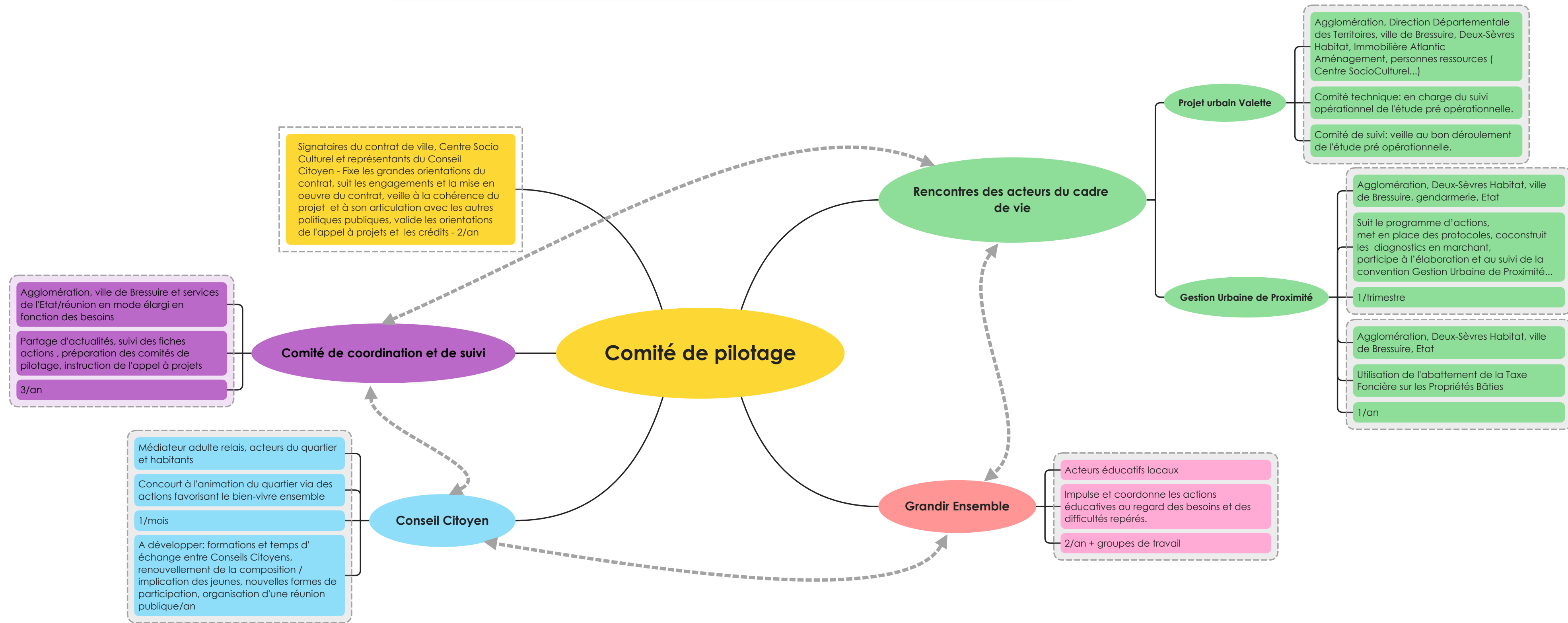
- Suivre le programme d'actions « Gestion Urbaine de Proximité » ;
- Mettre en place des protocoles : qui fait quoi et quand ?
- Donner son avis sur les circuits et les thématiques des diagnostics en marchant,
- Participer à l'élaboration et au suivi de la convention « Gestion Urbaine de Proximité »...

Pour ce faire, il s'appuiera sur un réseau de référents identifiés en son sein et auprès de la police municipale et de gendarmerie.

Sa composition pourra être amenée à évoluer en fonction des thématiques traitées.

- En sus de ce groupe, une rencontre relative à l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties réunira chaque année les représentants de l'Etat (Direction Départementale des Territoires et Préfecture), de Deux-Sèvres Habitat, de l'Agglomération et de la ville de Bressuire.

Gouvernance - Engagements Quartiers 2030 quartier "Valette" (Bressuire)



C. LE SUIVI ET L'EVALUATION

L'évaluation est une démarche continue qui vise à « mesurer, quantifier et caractériser une situation, un résultat, une performance ». Elle permet de vérifier que les projets menés répondent bien aux priorités fixées dans le contrat, de veiller à la cohérence des actions retenues et à la pertinence des moyens mis en œuvre. Les indicateurs définis dans les fiches actions ont été élaborés en ce sens.

Elle sera effective durant toute la durée du contrat via :

- Une évaluation quotidienne au travers du comité de coordination, du comité de pilotage, de la prise en compte de la parole des habitants ;
- Une évaluation de l'ensemble des partenaires à mi-parcours, en 2027, permettant d'ajuster les priorités identifiées et les stratégies déployées au terme des trois premières années de contractualisation.

D. ARTICULATION AVEC LES AUTRES STRATEGIES EXISTANTES

Une articulation sera assurée entre les moyens mobilisés dans le champ de la politique de la ville et ceux portés dans le cadre des autres politiques publiques et, en particulier :

Le Contrat Local de Santé (CLS)

Outil au service d'une politique de santé sur le territoire, instrument de consolidation du partenariat local, le Contrat Local de Santé (CLS) vise à assurer la promotion de la santé des habitants et à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

En coordonnant l'action des différents intervenants locaux, le Contrat Local de Santé 2019-2023 cherche à développer l'efficacité des actions définies dans le cadre du Projet Régional de Santé (PRS) 2018-2028 et des projets locaux de santé portés par la collectivité territoriale et ses partenaires, à destination des publics les plus fragiles.

Il s'articule autour de différentes thématiques : santé environnement, santé des jeunes, promotion de la santé, accès aux soins, santé mentale, soutien ou lien avec les actions santé des autres directions de l'Agglomération dont la direction Prévention Politique de la Ville.

A ce titre, dans le cadre du nouveau contrat de ville et de l'élaboration du Contrat Local Santé 3^{ème} génération, les partenaires se sont fixés pour objectif de :

- Renforcer le partenariat entre les acteurs du Contrat Local de Santé/Conseil Local en Santé Mentale et ceux du contrat de ville, dispositifs portés tous 2 par l'Agglomération du Bocage Bressuirais ;
- Poursuivre les actions favorisant l'« aller vers » comme les présences hebdomadaires du Camion Santé Social de la Croix Rouge au sein du quartier (ouverture des droits en santé et accès aux soins) ;
- Réaliser, a minima, une action collective de prévention santé par an ;
- Réfléchir aux différents moyens de faciliter les déplacements pour aller à l'hôpital notamment (ex : communication sur le transport solidaire...).

Ces priorités sont intégrées dans la fiche action 14 « Faciliter l'accès aux droits en santé et développer des actions collectives de prévention ».

Le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)

Le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) constitue un cadre de réflexion, de concertation et de mise en place d'actions sur les priorités données à la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance sur le territoire de l'Agglomération du Bocage Bressuirais.

En lien avec les stratégies nationales et les orientations départementales, ses orientations se déclinent en 4 axes :

- Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention en direction des jeunes ;
- Prévenir les violences intrafamiliales ;
- Améliorer la tranquillité publique ;
- Lutter contre les addictions et les prises de risques routiers.

Lors des travaux sur la réécriture du contrat, les participants avaient fait remarquer la nécessité de maintenir la sécurité et la tranquillité publique dans le quartier et de disposer d'un espace de concertation pour échanger sur des situations éducatives préoccupantes de jeunes adolescents. Ces priorités constituent la fiche action 11 du contrat « Création d'une cellule de veille de l'espace public ». Sa mise en œuvre sera facilitée par le fait que la directrice Prévention Politique de la ville a à la fois pour mission de coordonner le contrat de ville et le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (Scot) du Bocage Bressuirais, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) et le Plan Local de l'Habitat (PLH)

En juillet 2023, les élus communautaires ont validé la réalisation d'une étude permettant de réinterroger l'étude urbaine réalisée en 2019 afin de mieux répondre aux enjeux de qualité de vie au sein du quartier et d'attractivités patrimoniale et fonctionnelle.

Ces différents enjeux, qui font l'objet de la fiche action du 13, se devront de répondre aux constats et orientations opérés dans 3 documents structurants de l'Agglomération :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale du Bocage Bressuirais 2017-2031 qui fixe un cadre de référence pour les domaines d'actions liés à l'aménagement du territoire (habitat, déplacements, économie, environnement...).
- Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : il répond aux principes de développement durable, de lutte contre l'étalement urbain, de solidarité et de mixité sociale. Il s'inscrit en compatibilité avec les orientations et objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale.
- Le Programme Local de l'Habitat : il fixe des objectifs et des actions pour produire une politique cohérente répondant quantitativement et qualitativement aux besoins en logement. C'est aussi un outil pour tendre vers plus de mixité sociale et encourager le renouvellement urbain.

La Convention Territoriale Globale (CTG)

La Convention Territoriale Globale (CTG) des services aux familles a été co-signée en juin 2021 par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et l'Agglomération.

Contenant les éléments d'un projet territorial au service de la population jusqu'en 2025, elle organise l'offre d'accueil, répond aux enjeux de santé, de prévention, déploie les compétences culturelles, sportives, d'éducation au numérique, d'éducation à l'environnement... Elle développe ses objectifs en s'appuyant sur les acteurs locaux, suscitant les collaborations de proximité.

Elle apporte une contribution particulière aux priorités définies dans le cadre de la politique de la ville sur le développement de l'offre de garde de la petite enfance, sur l'accompagnement de la parentalité mais aussi dans la consolidation de l'action éducative en direction des enfants et des jeunes.

Le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE)

Le Contrat de Relance et de Transition écologique signé entre l'Agglomération et l'État en 2021 revêt 3 ambitions :

- Ambition 1 : un territoire attractif, innovant, créateur d'emplois et porteur d'un développement durable ;
- Ambition 2: un territoire équilibré respectant la préservation des ressources et porteur d'un maillage et d'une synergie territoriale ;
- Ambition 3 : un territoire accueillant, fort d'un projet de vie solidaire pour bien vivre et s'épanouir.

Les enjeux de la politique de la ville s'inscrivent dans ces différentes orientations, notamment au travers des objectifs suivants :

- Favoriser la mobilité et l'accès aux services sur le territoire ;
- Accompagner les jeunes vers l'autonomie (formation, emploi, habitat, insertion, citoyenneté) ;
- Accompagner les enfants (adultes de demain) pour qu'ils s'épanouissent et deviennent des acteurs-citoyens de demain ;
- Développer un mode de vie attractif, vivant et animé, favoriser la découverte et l'enrichissement culturel, sportif et social ;
- Développer un territoire de vie sociale intergénération, inter-territoires, inter acteurs sociaux accueillant et accompagnant pour les nouvelles populations.

Le Pacte des Solidarités

En 2024, le Pacte local de Solidarités prendra la suite de la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE) signée entre le Préfet et le Président du Conseil Départemental.

Les travaux de diagnostic territorial ont permis de faire ressortir un certain nombre de constats :

- Si le département apparaît comme plus faiblement impacté par la question de la pauvreté qu'à l'échelle nationale, les situations de pauvreté sont

extrêmement disparates entre les différentes communautés de communes. Une action ciblée en fonction des territoires sera nécessaire ;

- Les tendances montrent que la pauvreté pourra considérablement augmenter dans les années qui viennent, et notamment en ce qui concerne les seniors et les familles monoparentales ;
- La population est globalement moins diplômée qu'à l'échelle nationale et on constate un décalage entre l'offre d'emploi existante et les niveaux de qualification des jeunes.

Il repose sur 4 axes pour lesquels une articulation sera à définir avec les priorités du contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » :

- Axe 1 : prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance ;
- Axe 2 : amplifier la politique de l'accès à l'emploi pour tous, en lien avec la réforme France Travail ;
- Axe 3 : lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits ;
- Axe 4 : construire une transition écologique solidaire.

Ce pacte local des solidarités multi partenarial, signé à l'échelle départementale, marquera l'engagement et une articulation renforcée de tous les acteurs locaux permettant ainsi de promouvoir leur coordination pour répondre aux priorités d'actions identifiées par le diagnostic territorial, en matière de lutte contre la pauvreté et d'insertion vers l'emploi.

L'ensemble des actions ou priorités développées au sein de ce pacte sera mis en place pour répondre au plus près aux besoins des personnes et des territoires

E. LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Dans le respect des compétences statutaires, des schémas stratégiques propres et des autorisations budgétaires annuelles, chacun des partenaires s'engage à concourir à la pleine réalisation des priorités fixés dans « Engagements quartiers 2030 » selon les modalités décrites ci-après.

Article 1 : Engagements de l'Etat

La Préfecture

Copilote du contrat de ville avec l'Agglomération du Bocage Bressuirais, la Préfecture des Deux-Sèvres s'engage à mobiliser son ingénierie et notamment :

- La déléguée de la Préfète pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville sur l'ensemble des actions mises en œuvre dans le contrat ;
- La Direction Départementale des Territoires sur le volet cadre de vie ;
- La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations dans le cadre des missions du pôle emploi et solidarités ;

Cette équipe interministérielle accompagnera la collectivité durant la période d'exécution du contrat, en particulier sur les thématiques suivantes :

- La lutte contre la pauvreté et pour l'accès à l'emploi dans le cadre du Pacte des Solidarités ;

- La transition écologique en mobilisant des aides (Fonds Verts notamment), en accompagnant les acteurs dans des démarches s'inscrivant dans les chantiers d'action des thématiques de la planification écologique (se déplacer, se loger, se nourrir, produire,...) ;
- La sécurité, la prévention de la délinquance et de la radicalisation ;
- De manière transversale pour la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes.

La Préfecture des Deux-Sèvres s'engage à mobiliser les moyens :

- De droit commun de l'État à destination du quartier prioritaire
- Au titre des crédits spécifiques de la politique de la ville : financements de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (appel à projets, plan Quartiers d'été), soutien aux postes de médiateurs adultes relais et accompagnement de leur professionnalisation, soutien à la mise en œuvre des formations Valeurs de la République et Laïcité.

Conformément à la circulaire du 31 août relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030, elle veillera à :

- Identifier et mobiliser les acteurs privés susceptibles de s'investir dans les quartiers, au titre de l'accompagnement des habitants des quartiers vers l'emploi et l'entrepreneuriat mais également des investissements dans les équipements et le cadre de vie ;
- Viser un minimum de 50% de conventions conclues sous forme de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) dans le cadre de l'appel à projets ;
- Articuler les moyens mobilisés dans le champ de la politique de ville et ceux portés dans le cadre des autres politiques publiques, à la fois celle de l'Etat et ses opérateurs (Agence Nationale de Rénovation Urbaine notamment), tant en fonctionnement qu'en investissement.

L'éducation nationale

L'Éducation nationale s'engage à la mise en œuvre des priorités ministérielles et académiques pour contribuer pleinement à l'acquisition des apprentissages fondamentaux par l'ensemble des élèves et à la construction de parcours de réussite.

Elle mobilisera l'ensemble des leviers qui lui semblent nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Article 2 : Engagements de l'Agglomération du Bocage Bressuirais

L'Agglomération du Bocage Bressuirais s'engage à mobiliser son ingénierie pour :

- Piloter et coordonner le contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » ;
- Animer les groupes de travail pour lesquels elle a été désignée pilote ou copilote;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence.

En particulier, elle sera l'interlocuteur privilégié sur le volet cadre de vie et copilotera les instances du groupe de travail « projet urbain Valette ».

Elle mobilisera également le poste d'adulte relais dont elle bénéficie pour animer le Conseil Citoyen, renforcer et diversifier la participation citoyenne.

Elle s'engage également à mobiliser ses moyens financiers dans le cadre de l'appel à projets (au titre du droit commun et de crédits spécifiques) ou de toute autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville (ex : application d'une tarification spécifique pour l'accueil de loisirs afin de faciliter l'accueil des enfants du quartier).

Elle veillera à l'articulation des enjeux de la politique de la ville avec ceux des autres dispositifs qu'elle coordonne (Contrat Local de Santé, Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Conférence Intercommunale du Logement...).

Article 3 : Engagements de la ville de Bressuire

La ville de Bressuire s'engage à mobiliser ses moyens humains pour :

- Copiloter les instances décisionnelles du contrat de ville ;
- Animer les groupes de travail dans lesquels elle a été désignée pilote ou copilote;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence.

En particulier, elle copilotera les instances du groupe de travail « Projet urbain Valette ».

Elle s'engage également à mobiliser ses moyens financiers de droit commun et, le cas échéant, ses crédits spécifiques, dans le cadre de l'appel à projets ou de toutes autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

Afin d'agir en cohérence et en complémentarité, elle veillera à communiquer sur les modalités de mise en œuvre de la politique communale en lien avec la population du quartier (réunion publique, thème de l'année...).

Article 4 : Engagements du Conseil Départemental des Deux-Sèvres

Le Conseil Départemental des Deux-Sèvres s'engage à mobiliser ses moyens humains, via la désignation d'1 ou 2 interlocuteur.s référent.s politique de la ville, pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence, en particulier sur la thématique éducative.

Ces référents seront prioritairement des agents de l'Antenne Médico-Sociale de Bressuire afin que toutes les complémentarités d'action soient systématiquement envisagées.

Il s'engage également à mobiliser ses moyens financiers de droit commun et, le cas échéant, ses crédits spécifiques, dans le cadre de l'appel à projets ou de toute autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

De manière générale, il veillera à porter une attention particulière aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de sa politique publique. Il pourra notamment mobiliser les dispositifs de droit commun, communiquer des indicateurs

spécifiques à la population du quartier prioritaire en fonction des besoins et des données dont il dispose.

Un certain nombre d'actions conduites par le Département dans le cadre d'Engagements Quartiers 2030 pourront également s'inscrire dans le cadre des contractualisations en cours de formalisation : Pacte des Solidarités, France Travail et Contrat Départemental pour la Prévention et la Protection de l'Enfance.

Article 5 : Engagements de la Région Nouvelle Aquitaine

Le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine s'engage à mobiliser ses moyens humains pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence, en particulier sur la thématique de l'emploi.

De manière générale, il veillera à porter une attention particulière aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de sa politique publique. Il pourra notamment mobiliser les dispositifs de droit commun, communiquer des indicateurs spécifiques à la population du quartier prioritaire en fonction des besoins et des données dont il dispose.

Il s'engage également à mobiliser, le cas échéant, les crédits affectés sur le dispositif d'intervention spécifique adopté le 26 mars 2018, dans le cadre de l'appel à projets ou de toute autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

Il interviendra :

- En partenaire direct du développement des quartiers et de l'aide à l'amélioration de la situation des personnes qui y vivent, via son dispositif régional en matière de politique de la ville et à la mobilisation de son droit commun,
- En tant qu'Autorité de gestion du Programme Opérationnel Fonds Européen de Développement Régional-Fonds Social Européen 2021-2027.

Pour cela la Région propose de contribuer à 4 grands défis :

- Accroître la création ainsi que la pérennité des entreprises,
- Favoriser l'accès à l'emploi et développer les qualifications,
- Favoriser la réussite éducative,
- Favoriser la mobilité et lever les freins à l'insertion sociale et professionnelle

La Région sera par ailleurs attentive à :

- Promouvoir des stratégies intégrées économie/emploi,
- Apporter une attention particulière aux jeunes et aux femmes,
- Promouvoir l'égalité des chances et lutter contre les discriminations,
- Adapter l'intervention régionale aux transitions écologique et sociétale des territoires.

Article 6 : Engagements de la Maison De l'Emploi du Bocage Bressuirais

La Maison De l'Emploi du Bocage Bressuirais s'engage à mobiliser son ingénierie pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Animer les groupes de travail pour lesquels elle a été désignée pilote ou copilote ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence.

La Maison De l'Emploi du Bocage Bressuirais s'engage à articuler ses actions sur le quartier de Valette en cohérence avec l'enjeu thématique qu'est l'accès à l'emploi pour tous et ce, plus spécifiquement, sur les priorités que sont :

- La valorisation des compétences des habitants du quartier et leur entrée en formation ;
- La mobilisation et l'information des entreprises ;
- L'information sur les métiers et les emplois auprès des jeunes (y compris scolaires).

En particulier, elle mettra en œuvre l'action en faveur de l'engagement des entreprises pour les quartiers via la démarche Pacte Avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises (PAQTE) / « Les Entreprises s'engagent pour les quartiers » (LESE).

Elle mobilisera également le poste d'adulte relais dont elle bénéficie pour « aller vers » les jeunes et faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

Article 7 : Engagements de France Travail

France Travail s'engage à mobiliser ses moyens humains pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Animer les groupes de travail dans lesquels il a été désigné pilote ou copilote ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence.

De manière générale, il veillera à porter une attention particulière aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de sa politique publique permettant d'accompagner l'insertion professionnelle des habitants du quartier. Il pourra notamment mobiliser les dispositifs de droit commun, et, le cas échéant, ses crédits spécifiques, les aides existantes, communiquer des indicateurs spécifiques à la population du quartier prioritaire en fonction des besoins et des données dont il dispose.

Article 8 : Engagements de l'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine

L'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine s'engage à mobiliser ses moyens humains pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence.

En concordance avec les orientations du Contrat Local de Santé de l'Agglomération du Bocage Bressuirais, du « Programme régional d'accès aux soins et à la prévention pour les plus démunis » 2023-2028, du « Projet régional de santé » 2023-2028, elle s'engage également à mobiliser ses moyens financiers de droit commun et, le cas échéant, ses crédits spécifiques, dans le cadre de l'appel à projets ou de toute autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

De manière générale, elle veillera à porter une attention particulière aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de sa politique publique. Elle pourra notamment mobiliser les dispositifs de droit commun, communiquer des indicateurs spécifiques à la population du quartier prioritaire en fonction des besoins et des données dont elle dispose.

Article 9 : Engagements de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres s'engage à mobiliser ses moyens humains pour participer activement aux instances de pilotage.

Elle s'engage également à mobiliser ses moyens financiers de droit commun et, le cas échéant, ses crédits spécifiques, dans le cadre de l'appel à projets ou de toute autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

De manière générale, elle veillera à porter une attention particulière aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de sa politique publique. Elle pourra notamment mobiliser les dispositifs de droit commun, développer des actions aller-vers, développer des partenariats avec les acteurs terrain qui accompagnent les publics.

La CPAM veillera notamment à :

- Développer les recours aux actions de prévention santé
- Développer l'accessibilité aux droits et aux soins
- Encourager les comportements qui favorisent un maintien en bonne santé et qui limitent l'exposition aux substance toxiques : la santé environnementale est inscrite dans tous les programmes.

Elle suivra les indicateurs suivants, à rapprocher du taux global départemental pour comparaison et à suivre par année :

- Taux de vaccinations enfants, socle vaccinations obligatoires,
- Taux vaccination grippe, population invitée,
- Taux recours M'T Dents,
- Taux de recours aux dépistages : sein, colo rectal, col utérus,
- Taux de bénéficiaires Complémentaire Santé Solidaire (C2S),
- Taux de bénéficiaires sans médecin traitant.

Article 10 : Engagements de la Caisse d'Allocations Familiales des Deux-Sèvres

La Caisse d'Allocations Familiales des Deux Sèvres s'engage à mobiliser ses moyens humains pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence, en particulier sur la thématique éducative.

Elle s'engage également à mobiliser ses moyens financiers de droit commun et, le cas échéant, ses crédits spécifiques, dans le cadre de l'appel à projets ou de toute autres actions concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.

De manière générale, elle veillera à porter une attention particulière aux enjeux de la politique de la ville dans la mise en œuvre de sa politique publique. Elle pourra notamment mobiliser les dispositifs de droit commun, communiquer des indicateurs spécifiques à la population du quartier prioritaire en fonction des besoins et des données dont elle dispose.

Article 12 : Engagements de Deux-Sèvres Habitat

Deux-Sèvres Habitat s'engage à mobiliser ses moyens humains pour :

- Participer activement aux instances de pilotage ;
- Participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence, en particulier sur la thématique cadre de vie.

En particulier s'agissant du groupe de travail « Projet urbain Valette », il mobilisera ses moyens financiers de droit commun et, le cas échéant, ses crédits spécifiques.

S'agissant de l'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties, il présentera chaque année, lors de la rencontre des acteurs du cadre de vie, le suivi de la réalisation du programme d'actions. Son actualisation sera issue de priorités partagées entre l'ensemble des acteurs.

Article 13 : Engagements de la Caisse des Dépôts et Consignations

La Caisse des Dépôts et Consignations s'engage, au travers notamment de la Banque des Territoires, à apporter des expertises de conseil et de financement afin de permettre la réalisation des projets en lien avec les enjeux de la politique de la ville.

Elle interviendra dans les domaines suivants :

- Transition écologique et environnement ;
- Accès aux droits et services publics ;
- Logement social ;
- Cohésion sociale.

Article 14: Engagements du Parquet de Niort

Le Parquet de Niort s'engage à mobiliser ses moyens humains pour participer activement aux groupes de travail qui requiert sa présence, notamment ceux mis en place dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de l'Agglomération du Bocage Bressuirais.

V. LES CONVENTIONS D'APPLICATION

Le présent contrat est complété par les conventions d'application suivantes:

La Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) du Bocage Bressuirais 2021-2025¹⁰

Depuis la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, des lois successives ont prévu un portage intercommunal de la politique d'attribution des logements sociaux avec la mise en place d'une instance de pilotage partenarial: la Conférence Intercommunale du Logement.

La politique intercommunale d'attribution des logement sociaux est formalisée dans deux documents ;

- Le document-cadre définissant les grandes orientations en matière d'attributions, d'équilibres territoriaux et d'accueil des publics prioritaires,
- La Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), annexe obligatoire du contrat de ville, qui décline de façon opérationnelle les orientations du document-cadre.

Cette convention propose une mise en œuvre des orientations prioritaires en matière de gestion de la demande et d'attribution de logements sociaux pour concourir aux objectifs de mixité précisés dans le document-cadre avec les points principaux suivants :

- La définition du volume global (logements concernés et calcul de la valeur du 1^{er} quartile) ;
- Les engagements des bailleurs sociaux pour les attributions de logements suivies de baux signés hors quartier Politique de la ville de Valette à des demandeurs du 1^{er} quartile ;
- Les engagements des bailleurs sociaux pour les attributions de logements dans le quartier Politique de la ville de Valette à des demandeurs hors 1^{er} quartile;
- Les engagements des bailleurs sociaux et des réservataires (Action Logement et l'Etat) pour les attributions de logements suivies de baux signés à des ménages Droit Au Logement Opposable, publics prioritaires et relogement suite à une opération de renouvellement urbain ;
- Les engagements des autres signataires : Etat, Agglomération et communes membres ;
- Les modalités de coopération inter-bailleurs et avec les réservataires pour concourir à l'atteinte des objectifs.

L'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)¹¹

Le dispositif d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties a été créé en 2001 par l'Etat. Cet abattement vise à compenser, pour les bailleurs sociaux, les surcoûts liés aux besoins spécifiques dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie, à la

¹⁰ Annexe 3 : convention Intercommunale d'Attribution (CIA) du Bocage Bressuirais 2021-2025

¹¹ Annexe 4 à insérer en 2024 : convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

participation des locataires (cf cadre national d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties du 29 avril 2015).

Dans le cadre de la loi n°2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 et de différentes lois de finances qui lui ont succédé, ce dispositif a été prorogé à la période 2015-2023.

Conformément aux modifications apportées par l'article 7 du projet de loi de finances n°1680 pour 2024, l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour les logements sociaux a été prorogé en 2024. Dans le cadre du contrat de ville « Engagements quartiers 2030 », il fera donc l'objet d'un avenant puis d'une convention annexée au contrat de ville, qui seront signés par l'État, l'Agglomération du Bocage Bressuirais, la ville de Bressuire et Deux-Sèvres Habitat.

Le suivi et l'actualisation programme d'actions seront partagés chaque année entre les acteurs.

La convention « Gestion Urbaine de Proximité »¹²

La Gestion Urbaine de Proximité est une démarche qui vise à participer à l'amélioration de la qualité de vie au quotidien des habitants du quartier :

- En ayant un regard sur la gestion et le fonctionnement du quartier ;
- Pour soutenir, consolider les bonnes pratiques et élaborer des réponses aux manques et aux problèmes constatés.

Mise en œuvre en 2021 au sein du quartier « Valette », les partenaires se sont accordés, dans le cadre du nouveau contrat de ville, à la formaliser au travers d'une convention définissant ses enjeux et son organisation :

- Objectifs et priorités ;
- Engagements de chaque acteur signataire
- Programme d'actions élaborée en lien avec celui relatif à l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties ;
- Dispositif de pilotage et de suivi/évaluation de la démarche...

La convention sera réalisée en 2024.

¹² Annexe 5 à insérer en 2024 : convention « Gestion Urbaine de Proximité »

Fait à Bressuire le,

La Préfète des Deux-Sèvres Emmanuelle DUBBE	Le Vice-Président de l'Agglomération du Bocage Bressuirais en charge de la jeunesse, du sport, de la politique de la ville et de la santé André GUILLERMIC
La Maire de Bressuire Emmanuelle MENARD	L'Inspectrice d'Académie, directrice des services de l'Education Nationale Véronique GUGGIARI
La Présidente du Conseil Départemental des Deux-Sèvres Coralie DENOUES	Le Président du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine Alain ROUSSET
Le Président de la Maison De l'Emploi du Bocage Bressuirais Loïc ROCHARD	Le Directeur territorial de France Travail dans les Deux-Sèvres Vincent DESMARTIN
Le Directeur Général de l'Agence Régional de Santé Nouvelle Aquitaine Benoît ELLEBOODE	La directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres Christine LASSERRE
La Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales des Deux-Sèvres Fatma DRISSI	Le Président de Deux-Sèvres Habitat Jacques BILLY
Le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Niort Julien WATTEBLED	La Directrice régionale Nouvelle Aquitaine de la Caisse des Dépôts et Consignations Anne FONTAGNERES

ANNEXES

- Annexe 1 : compte-rendu des échanges avec les habitants du quartier « Valette » dans le cadre du renouvellement du contrat de ville « Engagements quartiers 2023 » du 5 juillet 2023
- Annexe 2 : cartes mentales ayant servi de base de travail avec les partenaires
- Annexe 3 : convention Intercommunale d'Attribution (CIA) du Bocage Bressuirais 2021-2025
- Annexe 4 à insérer en 2024 : convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)
- Annexe 5 à insérer en 2024 : convention « Gestion Urbaine de Proximité »

**Annexe 1 : compte-rendu des échanges avec les habitants du quartier « Valette »
dans le cadre du renouvellement du contrat de ville « Engagements quartiers 2023 »
du 5 juillet 2023**



Compte-rendu

Echanges avec les habitants du quartier « Valette » dans le cadre du renouvellement du contrat de ville « Engagements quartiers 2023 »

Le 5 juillet 2023 au Centre Socio Culturel

Présents : une cinquantaine d'habitants, Catherine LABUSSIÈRE (Sous-Préfète arrondissement de Bressuire), Emmanuelle MENARD (Maire Bressuire), André GUILLERMIC (Vice-Président en charge de la politique de la ville Agglomération du Bocage Bressuirais), Sophie BODIN (déléguée de la préfète pour les quartiers prioritaires), Alexis GAU (médiateur quartier Valette Agglomération du Bocage Bressuirais), Anne BILLET (directrice Prévention Politique de la Ville Agglomération du Bocage Bressuirais), Fanny PACREAU (animatrice – direction Centre Socio Culturel), Enrick BERTRAND (médiateur quartier Valette Centre Socio Culturel), Alexis GANDRILLON (médiateur quartier Valette, Maison de l'Emploi).

Mon quartier en 2030 : quels changements pour les enfants, les jeunes, l'accompagnement des parents du quartier ?

- **Une problématique de « présence d'enfants/de jeunes sur l'espace public seuls le soir » :**

Les solutions évoquées sont :

- un renforcement de la présence d'animateurs/ médiateurs de rue le soir.
- des actions d'accompagnement à la parentalité : sensibiliser les familles à la sécurité des enfants et à la citoyenneté.

- **Souhait d'avoir « des aires de jeux pour les enfants » :**

Les membres du conseil citoyen indiquent que leur projet « **Construire ensemble des espaces de jeux et de convivialité** » sur le quartier de Valette a été retenu en 2022 dans le cadre du budget participatif de la ville de Bressuire (budget de 12000€). Des aires de jeux, des bancs et tables de pique-nique seront installés, les travaux commenceront mi-juillet.

Le conseil citoyen indique son souhait de poursuivre ce type de demande et souhaite travailler sur la thématique de la sécurité.

Il est évoqué l'importance que ces espaces soient respectés et de prendre en compte leur entretien à l'avenir (réparation des barrières du square Bousseau et sécurisation du parc à côté du carré de la Versenne). Les habitants proposent de diffuser des courriers dans les boîtes aux lettres afin de sensibiliser au respect des nouveaux aménagements.

- **Augmenter l'offre pour les jeunes à Bocapôle :**

« Il faudrait plus d'artistes connus ».

- **Favoriser l'accès à la culture pour les + de 18 ans :**

« Le pass culture s'arrête à 18 ans ».

- **Souhait d'avoir « plus d'animations le week-end, d'animations intergénérationnelles pour favoriser le vivre ensemble ».**
- **Souhait d'avoir « plus d'animations sportives pour les jeunes » ou de « nouveaux équipements de type appareil de fitness en plein air » même si le quartier est bien pourvu d'équipements sportifs (piscine, city-stade, vélodrome) et des lieux de rencontres pour les jeunes en soirée :**

Le Centre Socio Culturel précise qu'il mène une réflexion pour proposer des animations le samedi après-midi dans et hors quartier.

Le Centre socio culturel propose également un espace jeunesse pour les 11 à 17 ans. Fanny du CSC précise qu'il est possible d'adapter les horaires de cet espace jeunesse selon les envies des jeunes participants.

Fanny présente quelques actions qui auront lieu cet été : un projet autour de la radio à destination des jeunes, une scène ouverte le 27 juillet, des séjours pour les jeunes

Mme Le Maire précise également qu'il y a des animations sur toute la ville qui sont également ouvertes à tous

- **Souhait de « plus de mixité sociale » dans les immeubles, à l'école, dans le quartier.**
- **Favoriser l'apprentissage du français.**
- **Question des études après le baccalauréat et de l'absence d'offre au local :**

Mme Le Maire précise que la ville de Bressuire est une ville de petite taille et qu'en effet, les bacheliers qui souhaitent poursuivre des études supérieures sont obligés de quitter Bressuire

Mon quartier en 2030 : quels changements pour l'accès à mes droits, à l'emploi, à la santé ?

- **Développer les transports publics :**

Pour aller au travail (Mauléon, Nueil Les Aubiers), aux RDV administratifs (antenne médico-sociale à Bocapôle, préfecture à Niort...), aux RDV médicaux (CHNDS, médecins...), au collège, chez des amis le week-end, à la mer

De nombreux habitants n'ont pas le permis, font du stop (pour aller travailler notamment).

Il est suggéré les sociétés de bus comme *flixbus* ou *greyhound*.

Mme le Maire évoque le dispositif SNCF « Le train des plages » qui permet de se rendre aux Sables d'Olonne pendant l'été pour un prix modique. Elle précise également que « Bressuire reste une petite ville. Une adaptation à la taille de la ville et aux services qu'elle peut proposer est nécessaire ».

- **Augmenter et/ou réaménager les horaires des permanences CAF, CPAM à la Maison France Services :** « il n'y a pas assez de permanences »
- **Poursuivre l'accompagnement au numérique** (ateliers d'insertion du Centre Socio Culturel, Maison France Services...).
- **Construire des logements** sur le quartier et sur Bressuire : « il y a des gens qui attendent des logements »
- **Trouver des stages (3^{ème}, en 1^{ère} ou pour les filières technologiques) à proximité du quartier** « car les parents n'ont pas toujours un véhicule ».

Mme la Sous-Préfète et de Mme le Maire précisent que la mairie et la sous-préfecture ont proposé des stages et qu'aucun candidat ne s'est présenté. **Il est important de mettre en relation l'offre et la demande.**

- **Communiquer sur le dispositif « Argent de poche » et simplifier les démarches :**

« Je n'en ai pas entendu parler », « on m'a orientée à la mairie, à la Maison de l'Emploi, vers les personnes de la Cité de la Jeunesse et des Métiers ».

- **« Il n'y a pas assez de dentistes, de kinés, d'ophtalmos, de pédiatres ».**

Mon quartier en 2030 : quels changements pour mon cadre de vie et l'écologie ?

- **Une problématique de sécurité routière évoquée :**

« Les voitures roulent vite au niveau de la rue de la Versenne, du boulevard Lescure ». « Les rodéos en scooters sont un risque pour les enfants ». « Les voitures circulent à l'intérieur du carré de la Versenne alors que c'est interdit ».

Les familles ont peur avec les enfants qui traversent la rue.

Solutions proposées : ralentisseurs ? Signalisation pour indiquer une zone 30 ?

« Demande de miroir rue de Boismé – rue général Leclerc ».

- **Propreté du quartier : importance de sensibiliser les enfants et familles**

Les conteneurs ne sont pas sécurisés pour les enfants. Les déchets laissés à l'air libre attirent nuisibles et maladies. Présence de verre pilé dans les rues, les halls et

sur les trottoirs.

« Le prix des collectes de déchets est de plus en plus cher alors qu'il y a toujours beaucoup de déchets sur le quartier ». Les services de ramassage différents créent des conflits entre habitants.

« Les feux de poubelles sont une véritable nuisance » : au-delà des feux criminels, il y a aussi des accidents liés à l'utilisation de barbecues et de cendres bois.

- **Demande de vidéo protection et d'éclairage dans la ville :**

Mme Le Maire précise qu'il y a 1 caméra sur le quartier de Valette. Elle précise néanmoins que cela n'empêche pas la réalisation de délits mais elle peut permettre de résoudre l'affaire.

Il y a une demande de plus d'éclairage public, aux heures où les habitants partent travailler ou reviennent (très tôt le matin et très tard le soir).

- **Entretien des espaces verts :**

« Les fleurs sont fanées et à l'abandon ». « Les trottoirs ne sont pas désherbés ». « Les tables de ping-pong sont à l'abandon, comme les bacs à fleurs » .

Mme le Maire indique que des agents d'entretien des espaces publics vont être recrutés en septembre.

- **Rénover les immeubles et lutter contre les incivilités :**

« Il faudrait que les façades des immeubles soient nettoyées, ça donne une image négligée au quartier ».

« Des personnes fument dans les halls d'immeuble en toute impunité ». Les habitants laissent parfois des poubelles plusieurs jours dans les halls avant de les descendre.

Le courrier peut avoir du mal à rejoindre son destinataire : boîtes aux lettres usées ou pleines.

Certains habitants sont victimes d'incivilités : des personnes jettent des pierres sur les vitres des maisons et sur les portes des halls d'immeubles.

- **Observations sur la voirie :**

Les voies piétonnes le long de la départementale sont difficilement praticables.

Les voitures ventouses, même si certaines ont été retirées, sont encore nombreuses et prennent de la place sur le quartier.

L'espace situé devant le lycée Léonard de Vinci est en mauvais état, mais les habitants l'utilisent comme une piste de pétanque. Il faudrait éclairer la nuit les pistes dédiées à ce sport.

- **Améliorer l'accessibilité du quartier :**

« Des voitures circulent dans le carré de la Versenne ». « Il faut trouver un système qui ferme l'accès aux voitures mais qui permet toujours l'intervention police/pompiers ».

« Il faut remettre en double sens la partie du boulevard du Général Leclerc qui longe le stade de foot. Il est plus facile de sortir du quartier que d'y entrer ». Mme le Maire propose un système de chaudiou, comme rue de Malabry.

Collectage réalisé par le Centre Socio Culturel : paroles d'enfants du quartier

Une vingtaine d'enfants interrogés, entre 6 et 13 ans.

Outils de collectage : « pouce/pouce » / porteur de parole.

Pépites du quartier

« J'aime mon quartier, il y a la piscine, il y a des restos à côté et je peux me déplacer à pied chez ma sœur. »

« J'aime mon quartier car je suis à côté du vélodrome, stade, piscine, parc, et je suis à côté du Centre. »

« Maman veut que je reste jouer devant la maison. »

« J'aime jouer sur le vélodrome. »

« Je me sens bien dans mon quartier. »

« J'aime bien le toboggan. »

« J'aime faire du vélo. »

« J'aime faire du vélo et de la trottinette. »

« Être habitant de Bressuire, c'est du plaisir ! »

Cailloux du quartier

« Le carré, c'est nul pour moi, il n'y a plus de structures, elle a brûlé ; on ne peut plus jouer au foot. »

« On a des poubelles brûlées, une jaune et une noire, et des voitures brûlées... c'était à côté de la maison de Djawad. »

Problème de voisinage, bruits :

- « Moi, j'ai pas peur, je suis là depuis 9 ans. »

- « Moi j'ai peur. »

Être habitant dans le quartier c'est

« ...bien parce qu'il y a mes cousins, mes amis, ma famille. »

« ...bien car il y a des activités. »

« ...bien car je suis près de l'école. »

« ...bien car je peux jouer dehors. »

« ...génial. »

« Je n'aime pas car il y a trop de bruits de scooter et des bagarres et de la pollution. »

« ...pénible des fois, tout le monde court partout. »
« ...un peu chiant car je m'ennuie un peu. »
« ...des bagarres et de la pollution. »

J'aimerais...

« ...un trampoline. »
« ...une balançoire. »
« ...plus d'activités et de jeux. »
« ...moins de pollution. »
« ...moins de violence entre les enfants et que ce soit plus calme. »

Annexe 2 : cartes mentales ayant servi de base de travail avec les partenaires

- Créer une équipe de prévention spécialisée / un poste d'éducateur de rue
- Mettre en place un groupe de travail sur les situations éducatives préoccupantes avec souplesse d'intervention
- Avoir une personne "fil rouge" qui puisse faire le lien entre école, famille, intervenants sociaux...
- Développer les compétences psycho-sociales
- Etablir des conventions partenariales entre les établissements scolaires et les organismes d'accueil pour la mise en place de mesures de responsabilisation (alternative à la sanction)
- Accroître les moyens humains et matériels du CLAS
- Développer l'aide aux devoirs en présence des parents
- Développer les actions de soutien à la parentalité (ex: Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité)
- Relancer les groupes de travail du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance sur la jeunesse, les violences intrafamiliales
- Développer les interventions de la Maison de Protection des Familles dans le cadre associatif et scolaire

Développer une approche globale de l'accompagnement du jeune et de sa famille

AMELIORER LA REPONSE EDUCATIVE EN DIRECTION DES ENFANTS, DES JEUNES ET AVEC LES FAMILLES

Favoriser l'épanouissement par l'accès à la culture et au sport

- Réfléchir sur les coûts, mettre en place d'une tarification sociale pour le Conservatoire de Musique
- Rechercher des financements extérieurs
- Accompagner les familles vers l'offre culturelle
- Accompagner les familles au forum des associations
- Faire le lien entre les familles et les clubs
- Réaliser une bourse aux équipements sportifs
- Développer la médiation par le sport
- Faire expérimenter différents sports (ex: golf)
- Diversifier la pratique sportive
- Développer les actions pendant les vacances scolaires
- Encourager la pratique sportives des filles

Travailler le continuum éducatif entre l'enfance et l'adolescence

- Développer l'offre d'accueil de loisirs
- Mobiliser les parents via la création d'un groupe parents/écoles
- Accueillir les nouveaux arrivants avec une présentation de différentes structures (écoles, collectivités...)
- Favoriser l'apprentissage du français pour les parents
- Mettre en place des actions pour faire connaître les codes de l'école à destination des parents et des enfants
- Créer des passerelles du primaire au collège puis du collège au lycée
- Faire évoluer le groupe "Grandir Ensemble" en invitant le collège et le lycée
- Mobiliser les ressources et partenariats du type dispositif "Assistance aux Parcours de Vie" (public en situation de handicap)

Repérer les compétences des demandeurs d'emploi du quartier via les outils de détection de compétences de Pôle Emploi

Organiser un accompagnement spécifique et individualisé des habitants; élaboration de CV, ouverture sur d'autres métiers ...

Développer l'accès aux formations pré-qualifiantes et qualifiantes

Accompagner les habitants du quartier à créer leur entreprise

Organiser un job dating des entreprises du Pacte avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises

Sensibiliser les entreprises à l'accueil des jeunes collégiens et lycéens dans le cadre des stages via notamment par la mobilisation des clubs d'entreprises, les entreprises adhérentes au Pacte avec les Quartiers Pour Toutes les Entreprises....

Sensibiliser les entreprises afin qu'elles déposent leurs offres de stage et offres d'alternance sur les plateformes existantes: Talents d'ici pour le Conseil Régional et plateforme développée par Conseil Départemental des Deux-Sèvres

Organiser des visites d'entreprises dans le cadre de la découverte des métiers de demain (environnement, lien social, informatique/big data...)

Valoriser les compétences des habitants du quartier et favoriser leur entrée en formation

Renforcer la mobilisation et l'information des entreprises

FAVORISER L'ACCES A L'EMPLOI ET A LA CREATION D'ENTREPRISE POUR TOUS

Améliorer l'information auprès des jeunes (y compris scolaires)

Renseigner les enseignants, conseillers d'orientation... sur le tissu économique local afin de les aider à mieux conseiller les scolaires sur les besoins en emploi du territoire

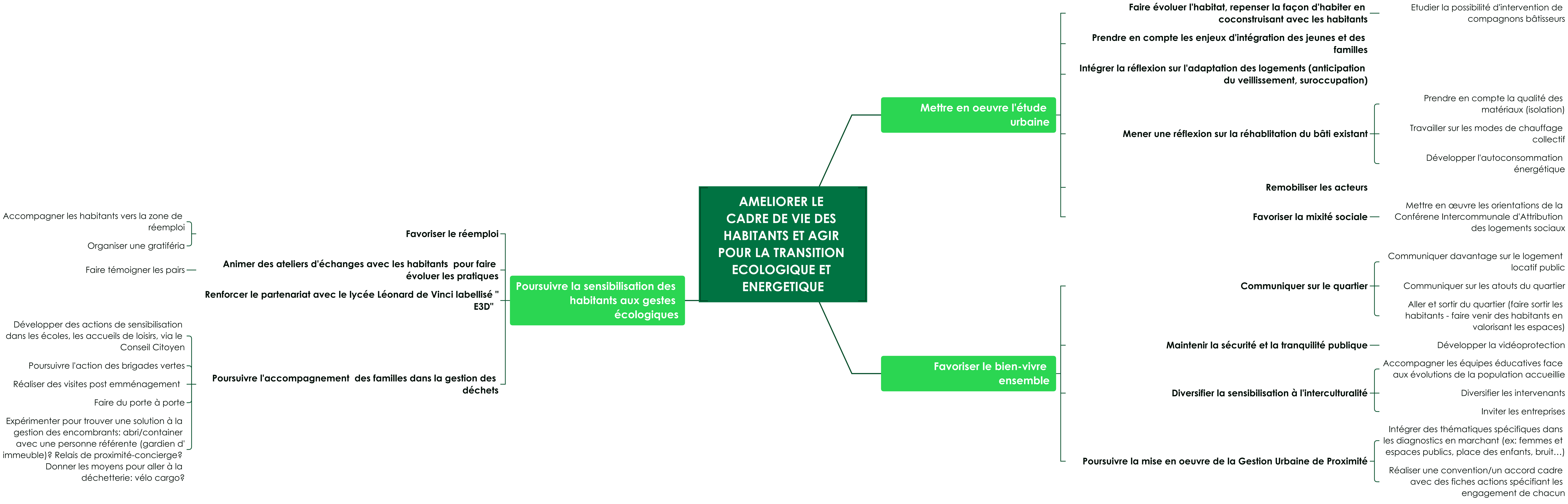
Mieux faire connaître le Comité Local Ecole Entreprise aux entreprises

S'appuyer sur des opérations existantes telles que le COFEM (rencontres élèves /entreprises)

S'appuyer sur l'association « outil en main » qui va s'implanter en septembre 2023

Faire connaître les différentes plateformes existantes aux jeunes et aux parents

Accompagner davantage les parents dans les différentes démarches en renforçant le rôle du médiateur



AMELIORER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS ET AGIR POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Mettre en oeuvre l'étude urbaine

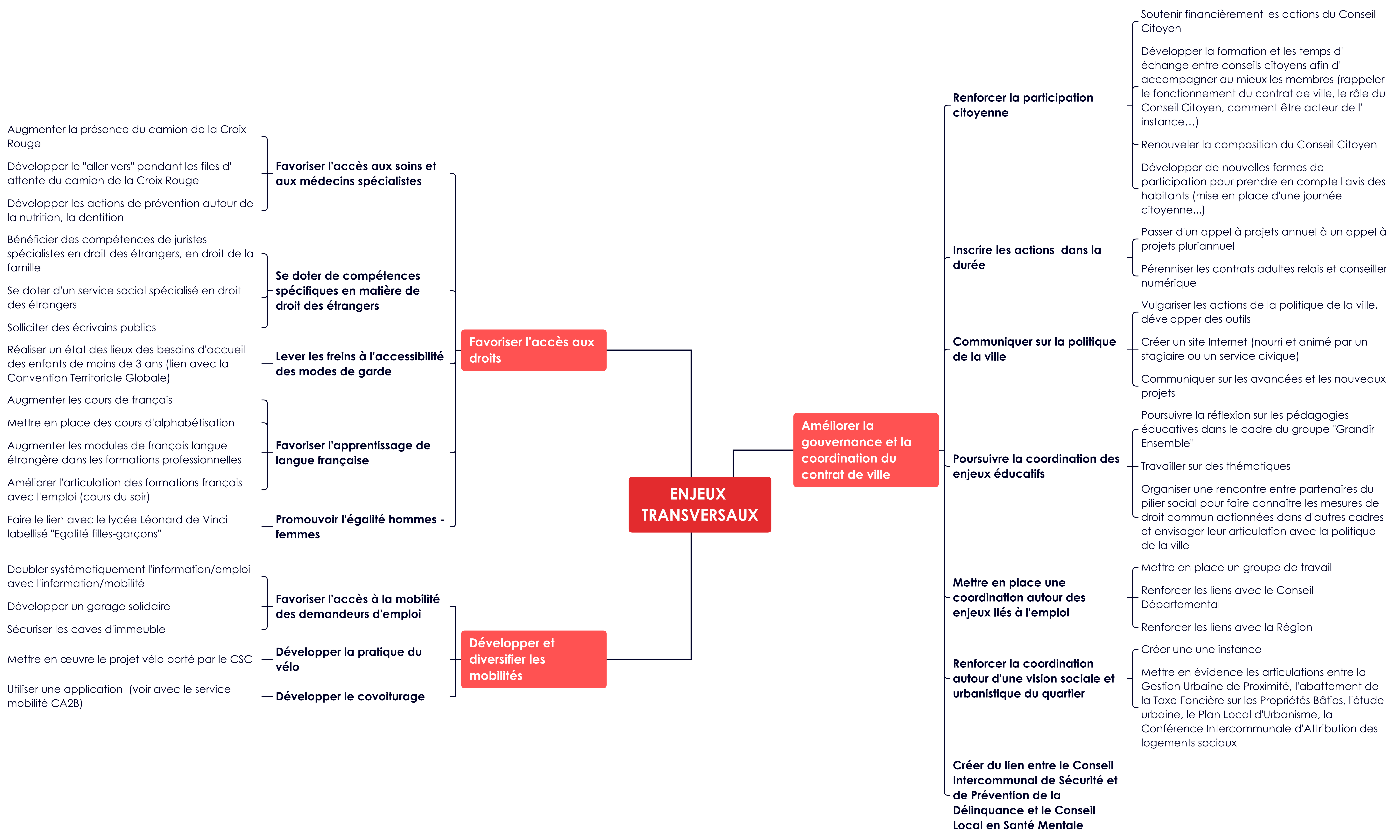
- Faire évoluer l'habitat, repenser la façon d'habiter en coconstruisant avec les habitants** — Etudier la possibilité d'intervention de compagnons bâtisseurs
- Prendre en compte les enjeux d'intégration des jeunes et des familles**
- Intégrer la réflexion sur l'adaptation des logements (anticipation du vieillissement, suroccupation)**
- Mener une réflexion sur la réhabilitation du bâti existant**
 - Prendre en compte la qualité des matériaux (isolation)
 - Travailler sur les modes de chauffage collectif
 - Développer l'autoconsommation énergétique
- Remobiliser les acteurs**
- Favoriser la mixité sociale** — Mettre en œuvre les orientations de la Conférence Intercommunale d'Attribution des logements sociaux

Favoriser le bien-vivre ensemble

- Communiquer sur le quartier**
 - Communiquer davantage sur le logement locatif public
 - Communiquer sur les atouts du quartier
 - Aller et sortir du quartier (faire sortir les habitants - faire venir des habitants en valorisant les espaces)
- Maintenir la sécurité et la tranquillité publique** — Développer la vidéoprotection
- Diversifier la sensibilisation à l'interculturalité**
 - Accompagner les équipes éducatives face aux évolutions de la population accueillie
 - Diversifier les intervenants
 - Inviter les entreprises
- Poursuivre la mise en oeuvre de la Gestion Urbaine de Proximité**
 - Intégrer des thématiques spécifiques dans les diagnostics en marchant (ex: femmes et espaces publics, place des enfants, bruit...)
 - Réaliser une convention/un accord cadre avec des fiches actions spécifiant les engagements de chacun

Poursuivre la sensibilisation des habitants aux gestes écologiques

- Favoriser le réemploi**
 - Accompagner les habitants vers la zone de réemploi
 - Organiser une gratiféria
 - Faire témoigner les pairs
- Animer des ateliers d'échanges avec les habitants pour faire évoluer les pratiques**
- Renforcer le partenariat avec le lycée Léonard de Vinci labellisé "E3D"**
- Poursuivre l'accompagnement des familles dans la gestion des déchets**
 - Développer des actions de sensibilisation dans les écoles, les accueils de loisirs, via le Conseil Citoyen
 - Poursuivre l'action des brigades vertes
 - Réaliser des visites post emménagement
 - Faire du porte à porte
 - Expérimenter pour trouver une solution à la gestion des encombrants: abri/container avec une personne référente (gardien d'immeuble)? Relais de proximité-concierge? Donner les moyens pour aller à la déchetterie: vélo cargo?



**Annexe 3 : convention Intercommunale d'Attribution (CIA) du Bocage Bressuirais
2021-2025**

**PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE
ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS (PPGDID)
DE LOGEMENT SOCIAL EN BOCAGE BRESSUIRAIS
2021-2025**

PROJET

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
1.1 Le cadre fixé par la loi.....	3
1.2 Association des partenaires	4
1.3 Le suivi et la mise à jour du PPGDID.....	5
CONTEXTE ET DIAGNOSTIC.....	5
1.4 L'organisation territoriale.....	5
1.4.1 Armature urbaine de la Communauté d'Agglomération	5
1.4.2 5 communes soumises à l'article 55 de la loi SRU.....	6
1.4.3 Un territoire rural attractif	6
1.5 Le parc social : répartition et spécificités	6
1.5.1 La localisation du parc social	7
1.5.2 La composition du parc social	8
1.5.3 Les loyers du parc social	9
1.6 La réponse aux besoins en logement sociaux	10
1.6.1 La demande en logement social.....	10
1.6.2 La satisfaction des demandes en logements sociaux.....	11
1.7 L'occupation du parc social	12
LES ORIENTATIONS ET LE PROGRAMME D' ACTIONS	13
Orientation 1 – Structurer le service d'accueil et d'information au demandeur et harmoniser l'information délivrée par les différents partenaires.....	13
Action 1 – Structurer l'accueil et l'information des demandeurs de logement social et mettre en place une démarche collective.....	13
Action 2 – Harmoniser l'information auprès du demandeur	15
Action 3 : informer et accompagner le demandeur sur le système de cotation de la demande .	17
Orientation 2 – Organiser une gestion partagée de l'information	18
Action 4 – Renforcer les partenariats et les échanges d'information à chaque étape du parcours de la demande	18
Action 5 – Repérer et partager avec les partenaires les situations spécifiques.....	20
ANNEXES.....	22
Annexe 1 : Présentation du portail grand public « demandedelogement79.fr »	22
Annexe 2 : Grille de cotation proposée.....	23
Annexe 3 : Publics prioritaires du PDALHPD	24

INTRODUCTION

1.1 LE CADRE FIXE PAR LA LOI

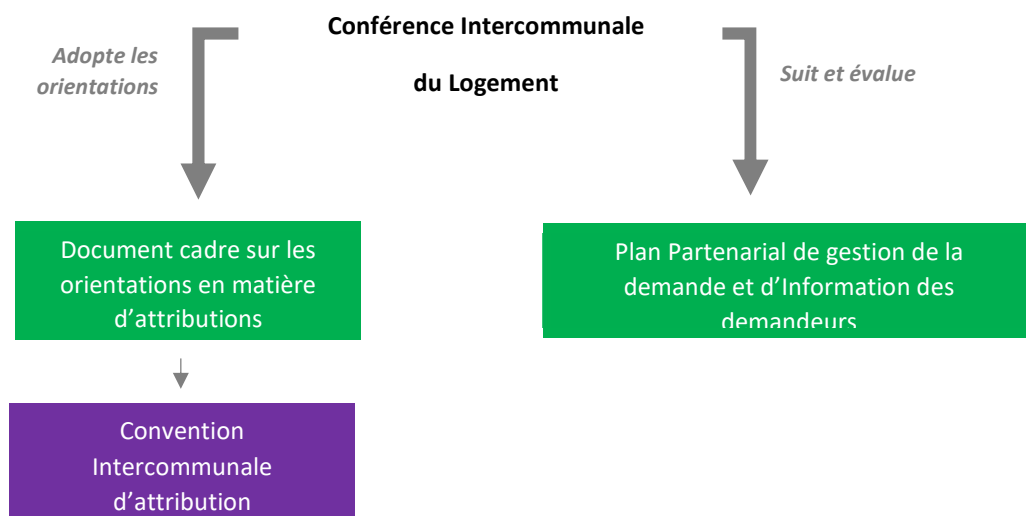
Une réforme de la gestion de la demande et de l'attribution des logements sociaux a été engagée depuis 2014 par le biais de plusieurs lois :

- La **loi du 21 02 2014** de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (dite loi « **Ville** »), qui a introduit la nécessité d'une action multi-partenariale pour le peuplement des quartiers de la politique de la ville.
- La **loi du 24 03 2014** pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi « **ALUR** »), qui a introduit plus de transparence dans la gestion de la demande et l'attribution des logements sociaux, et amorcé une réforme des attributions.
- La **Loi du 27 01 2017** relative à l'égalité et à la citoyenneté (dite loi « **LEC** ») qui réforme les attributions en articulant la nécessité d'accueillir davantage de ménages prioritaires au sein du parc social avec des enjeux d'équilibres territoriaux. Elle parachève la réforme du système d'attributions des logements sociaux amorcée par la loi « Ville » et « ALUR ».
- La **Loi du 23 novembre 2018** portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (**ELAN**), renforce encore davantage cette réforme avec notamment :
 - . La généralisation de la cotation de la demande pour renforcer la transparence,
 - . La généralisation de la gestion en flux annuel des différents contingents pour une plus grande fluidité

Le **Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGID)** s'inscrit dans le volet gestion de la demande en logement social. Il répond à l'ambition de :

- simplifier cet enregistrement,
- mieux informer le demandeur,
- apporter plus de transparence et d'équité dans le processus d'instruction,
- faire de l'EPCI l'échelon de référence pour la gestion de la demande et l'information des demandeurs

Le PPGID découle des orientations sur les attributions définies par la CIL et formalise opérationnellement, pour une durée de six ans, les moyens et procédures au service d'une meilleure gestion de la demande et de l'information aux demandeurs.



Le lancement de l'élaboration du PPGDID du Bocage Bressuirais a été validé en Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais par délibération n° DEL-CC-2016-167 du 5 juillet 2016.

Son élaboration s'appuie sur le Porter à connaissance de l'Etat actualisé en décembre 2020 ainsi que toute information transmise par les communes et les bailleurs sociaux utile à son élaboration. La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais, étant adhérente à l'association AFIPADE (Association des Fichiers PArtagés de la DEmande) consultera aussi le logiciel Imhoweb, outil permettant le partage des fichiers de demandes avec l'ensemble des bailleurs de notre territoire et agréé par l'Etat.

Son contenu est défini à l'article R.441-2-10 du CCH. Le décret d'application n°2015-524 du 12 mai 2015 vient le préciser. Ainsi, le PPGDID doit :

- prévoir les conditions locales d'enregistrement de la demande de logement social ainsi que les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée de la demande,
- assurer une meilleure information du demandeur en précisant :
 - o Le délai maximal de réception des demandeurs qui le souhaitent, suite à l'enregistrement de leur demande
 - o Les modalités de qualification de l'offre en logements sociaux du territoire,
 - o Les méthodes d'estimation des délais d'attente
 - o Les règles communes quant au contenu et aux modalités d'information délivrées aux demandeurs
 - o Le système de cotation de la demande
 - o L'organisation et le fonctionnement du service d'accueil du demandeur
- Mentionner La liste des situations qui nécessitent un examen particulier (public prioritaires DALO, PDALHPD) et la composition et les conditions de fonctionnement de l'instance chargée de les examiner, les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et des mobilisations des dispositifs d'accompagnement social permettant l'accès et le maintien dans le logement tout en prenant en considération les mesures arrêtées par le PDALHPD (Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées).

Ce plan fixe les modalités de mise œuvre de ce plan sur le territoire de l'Agglomération du Bocage Bressuirais telles qu'arrêtées avec les partenaires associés à l'élaboration de ce plan.

1.2 ASSOCIATION DES PARTENAIRES

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des demandeurs de l'Agglomération du Bocage Bressuirais a été élaboré avec les membres de la CIL :

- Collège des collectivités territoriales (Maires des communes, Président et Vice-Président de la CA2B, Président du Conseil Départemental)
- Collège des professionnels du secteur locatif social (Bailleurs sociaux, Action Logement, organismes agréés : SOLIHA, UDAF, Pass'haj, SIAO, l'Escalé La Colline ...)
- Collège des usagers ou des associations auprès des personnes défavorisées ou locataires (CLIC, CNL, ...)
- Autres institutions ou personnalités qualifiées (CAF, ADIL, DDT, DDCSPP).

Par ce PPGDID, l'ensemble des partenaires réaffirment leur adhésion à la politique locale de l'habitat menée par l'agglomération en s'appuyant sur un socle commun. Ils s'engagent les uns et les autres à mettre en œuvre les moyens pour atteindre les objectifs qui ont été définis.

1.3 LE SUIVI ET LA MISE A JOUR DU PPGDID

L'élaboration de ce plan partenarial s'inscrit dans un contexte nouveau pour la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais, puisqu'il s'agit du premier document réalisé en matière de gestion de la demande du logement social.

La durée de validité et le processus de suivi sont définis par décret :

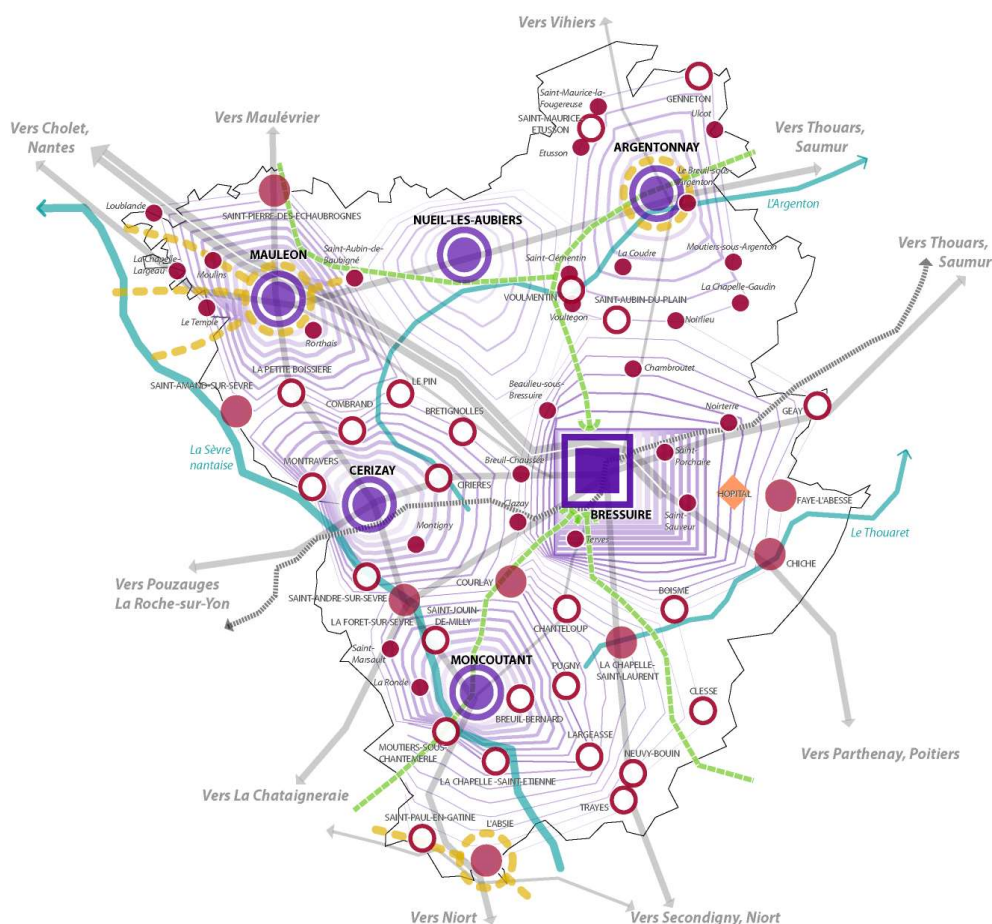
- Durée de validité : 6 ans, pouvant être prorogé d'un an, renouvelable une fois (en attendant un nouveau plan);
- Procédure d'évaluation :
 - o Chaque année : bilan de la mise en œuvre soumis à la CIL et à l'EPCI ;
 - o Trois ans après l'entrée en vigueur du plan : bilan triennal établi par l'EPCI et soumis au représentant de l'Etat et à la CIL;
 - o Six mois avant la fin du plan : évaluation du plan et de sa mise en œuvre, conduite par l'EPCI, avec l'Etat et les membres de la CIL

CONTEXTE ET DIAGNOSTIC

(extrait du diagnostic réalisé dans le cadre de l'élaboration du document-cadre).

1.4 L'ORGANISATION TERRITORIALE

1.4.1 Armature urbaine de la Communauté d'Agglomération



Regroupant 33 communes, le territoire de la Communauté d'Agglomération s'articule autour de **6 petits et moyens pôles urbains** : Bressuire (19 411 habitants dont Bressuire-ville : 10 000 habitants), Mauléon (8 519 habitants dont Mauléon-ville : 3 217 habitants), Nueil-Les-Aubiers (5 614 habitants), Moncoutant sur Sèvre (5 021 habitants dont Moncoutant : 3 161 habitants), Cerizay (4 785 habitants) et Argentonnay (3 212 habitants dont Argenton les Vallées : 1 600 habitants). Seul Cerizay n'est pas issu d'une fusion de communes.

1.4.2 5 communes soumises à l'article 55 de la loi SRU

Avec la création de la Communauté d'Agglomération en 2014, les communes de Bressuire, Cerizay, Mauléon, Nueil Les Aubiers sont soumises de fait à l'article 55 de la loi SRU. Celui-ci impose, aux communes de plus de 3 500 habitants, qui appartiennent à une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant une commune de plus de 15 000 habitants, un nombre de logements locatifs sociaux supérieur à 20 % du total des résidences principales.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la commune nouvelle de Moncoutant sur Sèvre est aussi soumise à cette règle. En tant que commune nouvelle, elle dispose d'un délai de 15 ans (5 périodes triennales) pour disposer de 20% de logements locatifs sociaux sur son territoire.

Si Moncoutant sur Sèvre et Nueil Les Aubiers bénéficient d'une mesure d'exemption au titre de la période triennale 2020/2022, les communes de Bressuire et Mauléon n'ont pas été exemptées mais ne sont toutefois pas carencées. Un contrat de mixité sociale est mis en place sur chacune de ces deux communes sur la période 2021-2025.

1.4.3 Un territoire rural attractif

C'est un territoire rural dynamique disposant d'une **vitalité économique** autour des secteurs de l'industrie et l'agriculture. Cela se traduit par la présence d'« usines à la campagne » qui s'accompagnent d'un réseau dense de TPE diffusées sur l'ensemble du territoire et qui génèrent de l'emploi. En 2019, selon l'observatoire de l'emploi de Nouvelle-Aquitaine, le taux de chômage est de 2 à 3 points < à la moyenne nationale. Il s'agit donc d'un territoire attractif en termes d'accueil de salariés, ce qu'Action logement a pu relever aussi par ailleurs.

Selon le recensement INSEE de 2017, la **population a augmenté** de 0,3% entre 2012 et 2017 passant ainsi de 70 351 habitants à 73 527 habitants. Cette croissance démographique s'est toutefois ralentie sur la période 2012-2017 (variation annuelle moyenne de population de 0,3%, représentant un gain démographique de 183 habitants par an). Comme la tendance nationale, la taille des ménages continue à diminuer : le nombre d'occupants dans une résidence principale passant de 2,9 en 1990 à 2,3 en 2016.

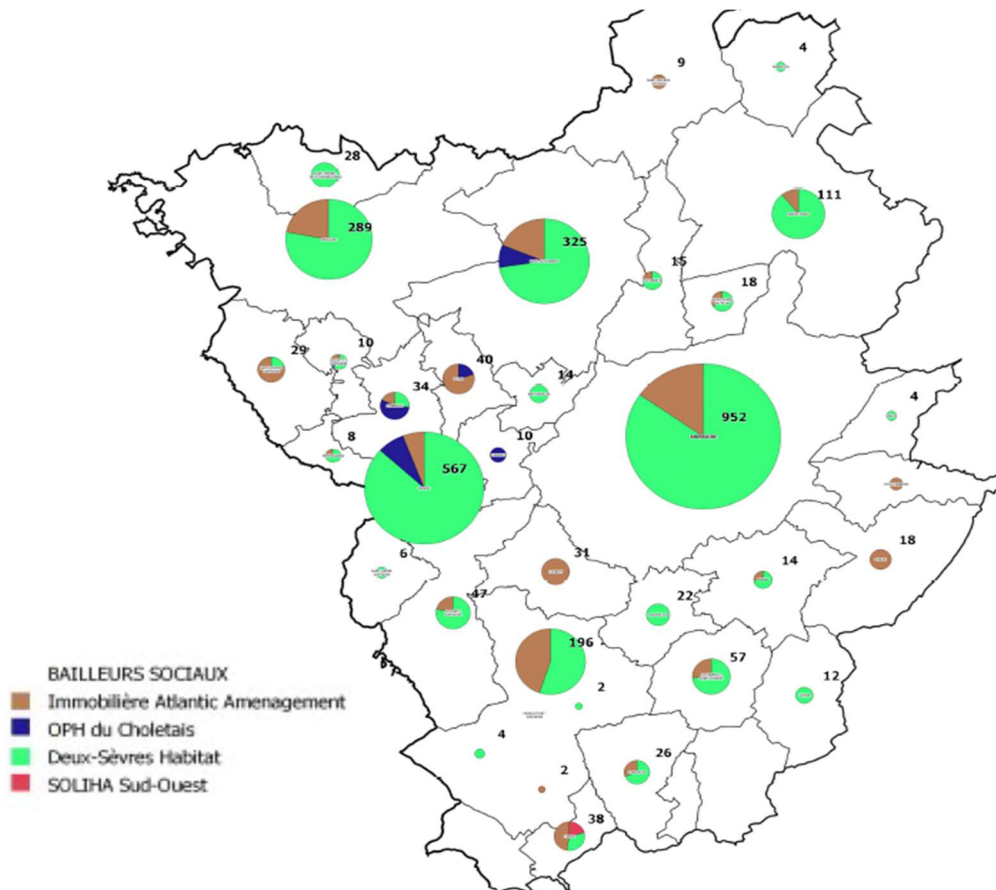
1.5 LE PARC SOCIAL : REPARTITION ET SPECIFICITES

Au 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais compte 2 906 logements HLM sur son territoire, soit près de **10% du total des résidences principales**. **3 bailleurs HLM** sont présents : Deux-Sèvres Habitat (76% du parc), Immobilière Atlantic Aménagement (20,35%) et Sèvre Loire Habitat (3,64%).

1.5.1 La localisation du parc social

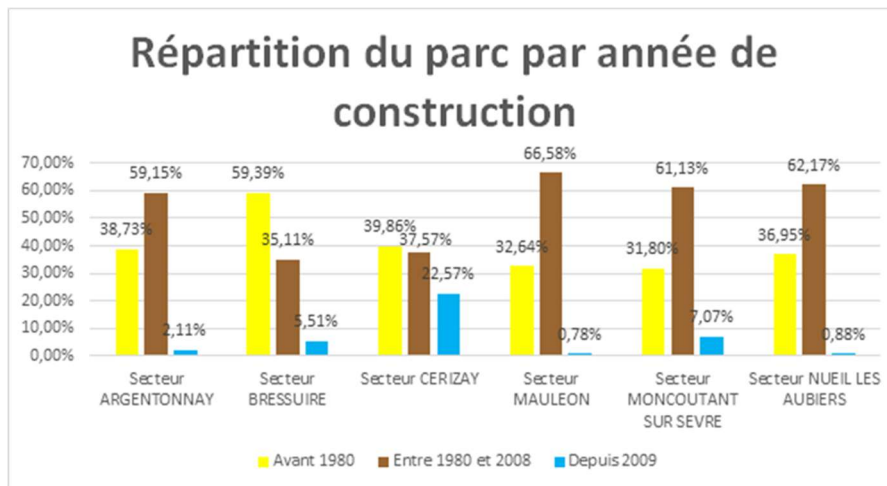
Le **parc social** est présent sur l'ensemble du territoire, principalement **sur les 6 pôles urbains** du territoire : Bressuire (30%), Cerizay (19%), Nueil Les Aubiers (11%), Mauléon (10,4%), Moncoutant sur Sèvre (6,8%) et Argentonnay (3,7%).

Carte de localisation du parc HLM (source : DDT 79, 2019) :



Au 31/12/2017	Bressuire	Cerizay	Mauléon	Moncoutant ss Sèvre	Nueil les Aubiers	Argentonnay
Population	19 411	4 784	8 479	5 021	5 614	3 212
Logts HLM	965	567	313	206	326	111

L'offre en logements HLM est assez bien répartie et équilibrée sur le territoire en s'appuyant notamment sur les petits et moyens pôles urbains de l'Agglomération. Toutefois, une baisse de la production de logements HLM a été constatée depuis 2009.



Source : Données bailleurs, actualisées Agglo2B, au 31/12/2019

Les **objectifs du PLH** en termes de production de logements sociaux est de poursuivre les efforts pour garder un poids équivalent du segment au sein du parc total. Il s'agit ainsi de produire 14% de logements sociaux de manière différenciée (19% en secteur 1, 13% en secteur 2, 7% en secteur 3 et 8% en secteur 4).

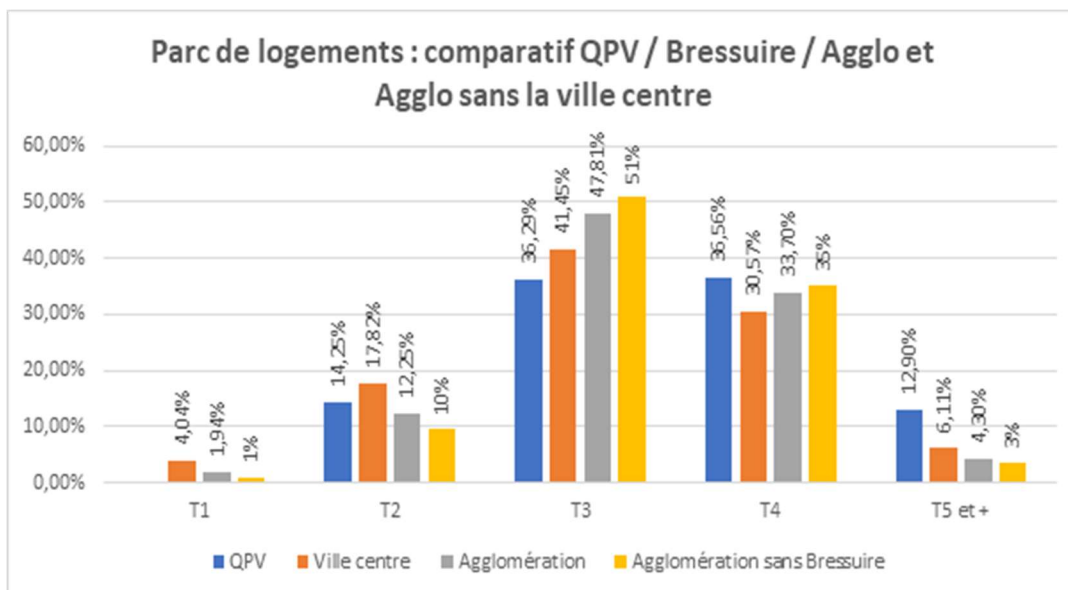
Au-delà de cet objectif, il s'agit de renforcer la production de logement social pour les communes de Bressuire, Mauléon et Nueil les Aubiers (article 55 de la loi SRU) ainsi que sur les autres communes concernées par cet article notamment la commune nouvelle de Moncoutant sur Sèvre.

Pour ce faire, l'Agglomération a actualisé les différentes modalités d'intervention afin de soutenir plus fortement la production de logements locatifs sociaux (nouveaux règlements d'intervention validés en conseil communautaire du 16 mars 2021).

L'impact sera progressif et d'autant plus déterminant sur les communes déficitaires SRU.

1.5.2 La composition du parc social

Il s'agit avant tout de **logements individuels**, caractéristiques de notre territoire rural (2 024 logements individuels soit 68% du parc total). Les 973 logements collectifs sont situés en majeure partie sur les 5 villes principales et plus particulièrement sur Bressuire qui regroupe 614 logements collectifs (63%) dont la moitié sur le Quartier Politique de la Ville (QPV) de Valette.



Source : Données bailleurs, actualisées Agglo2B, au 31/12/2019

78% du parc de logements a plus de 20 ans, seul 9% du parc a été construit depuis 2009. Plus de la moitié du parc social est classé en classe énergétique E, F ou G.

1.5.3 Les loyers du parc social

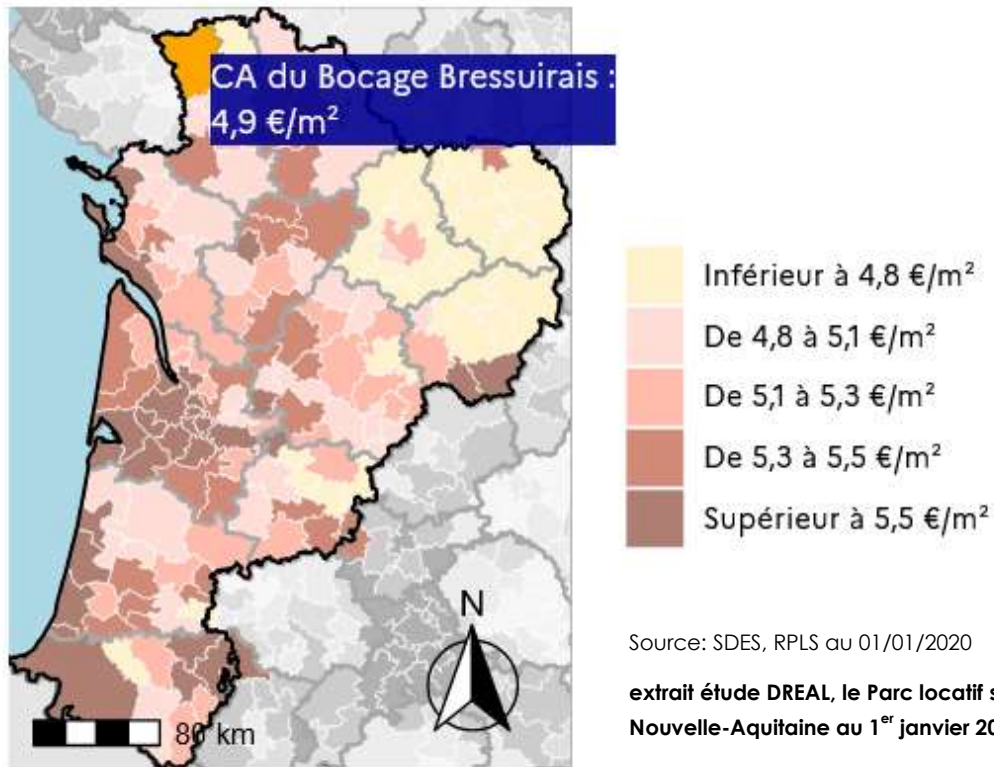
Au 1^{er} janvier 2018, l'étendue des loyers sur le territoire se situe entre 2,90€/m² (T6 hors QPV) et 5,38€/m² (T1 dans le QPV). **Le loyer moyen s'élève à 4,77€/m² de surface habitable.** A titre d'information, ce loyer moyen s'élevait à 5,76€/m² au niveau national, et 5,37€/m² au niveau de la région Nouvelle Aquitaine au 31 décembre 2017 - Source DREAL.

	Moyenne Agglo		Moyenne QPV	
	Surface en m ²	Prix	Surface en m ²	Prix
T1	33	4,13 €/m ²	47	5,38 €/m ²
T2	48	4,38 €/m ²	50	4,04 €/m ²
T3	64	4,80 €/m ²	63	3,88 €/m ²
T4	77	4,34 €/m ²	75	3,45 €/m ²
T5	88	3,70 €/m ²	89	2,99 €/m ²
T6	99	2,90 €/m ²		

Au 1^{er} janvier 2020, le loyer moyen s'élève à 4,9€ /m² de surface habitable. Il reste dans les moins élevés de la Région Nouvelle-Aquitaine. Une des raisons qui peut être évoquée est le faible renouvellement de l'offre depuis plusieurs années et donc un parc social assez ancien pour lequel les loyers sont moins élevés.

Pour information, le loyer moyen du parc locatif privé (pour lequel des allocations CAF sont apportées) en Bocage Bressuirais est de 6,37 € /m² (source CAF 79 janvier 2020).

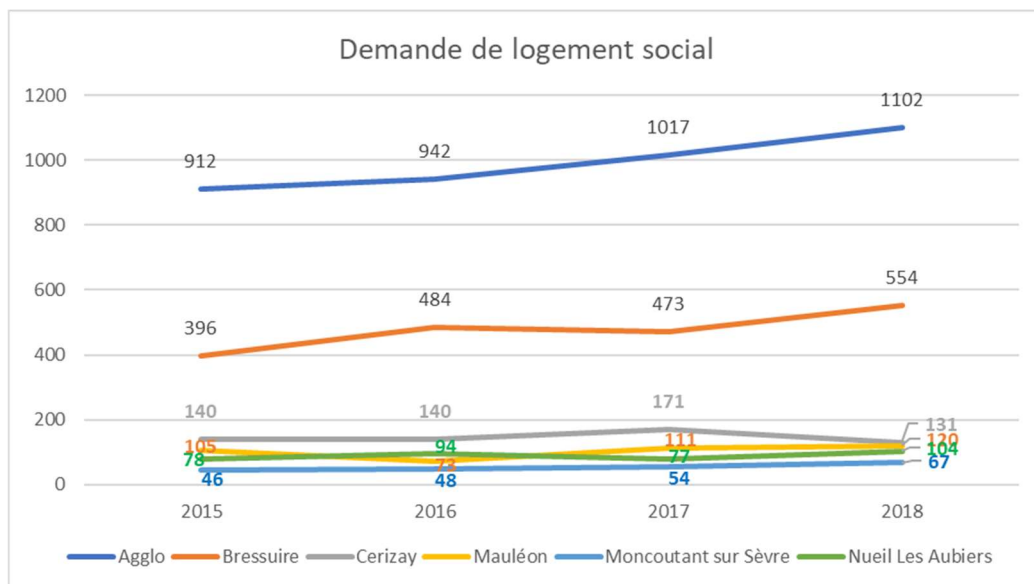
Loyer moyen par EPCI au 1^{er} janvier 2020 :
En € / m² de surface habitable



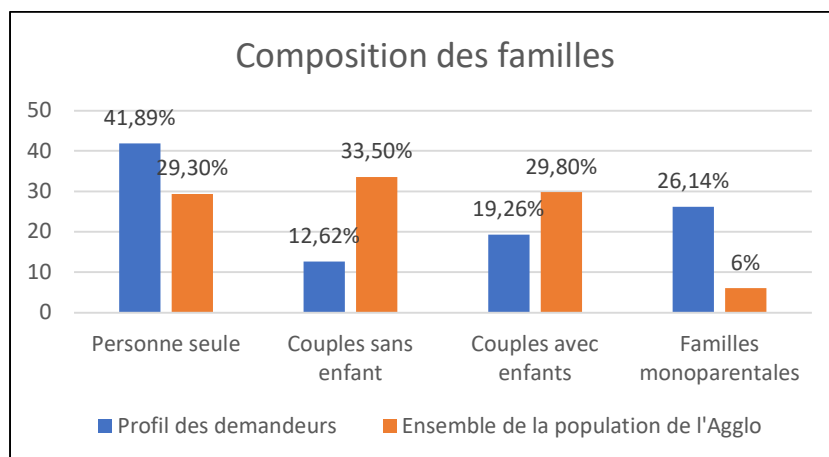
1.6 LA REPONSE AUX BESOINS EN LOGEMENT SOCIAUX

1.6.1 La demande en logement social

Le territoire connaît une **augmentation de la demande** en logement social plus marquée depuis 2018. Elle concerne pour moitié, la ville de Bressuire (554 demandes pour 1102 demandes relevées à l'échelle de l'Agglomération en 2018). Parallèlement, la production de logements social a stagné voire s'est réduite en raison notamment d'opérations de renouvellement urbain.



Source : SNE, 2019



Source : INSEE et IMHOWEB, 2019

Les demandeurs de logements HLM sont en majorité des personnes seules ou des familles monoparentales (près de 70% de la demande) alors que ceux-ci ne représentent que 35% de la population du territoire.

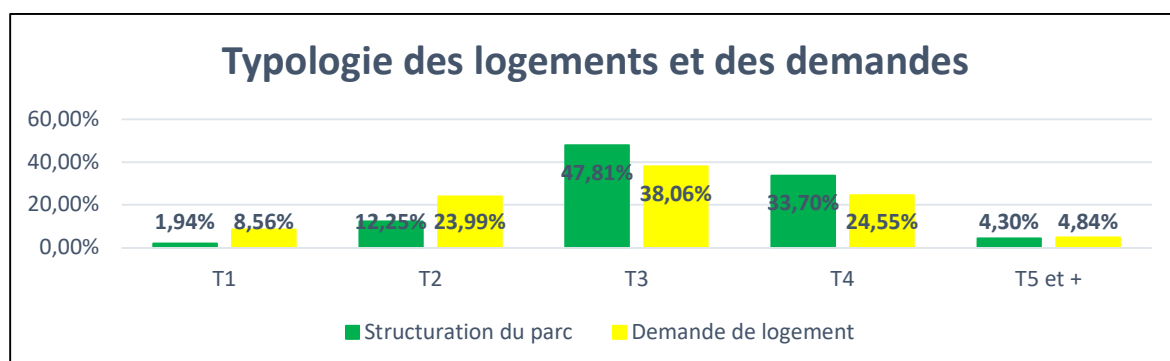
1.6.2 La satisfaction des demandes en logements sociaux

La demande en logements sociaux est globalement satisfaite avec un délai moyen d'attente de 9 mois (même moyenne sur le département). Cependant, le niveau de tension est passé de 2,1 demandes pour 1 attribution en 2017 (2,5 en Poitou-Charentes) à 2,77 demandes pour 1 attribution en 2018 (notamment 3,57 sur Bressuire, 3,38 sur Mauléon).

Au 01/01/2019, on compte 3,1 demandes pour 1 attribution (contre 3,04 pour les Deux-Sèvres).

On note toutefois une bonne fluidité dans le parc social avec un taux de mobilité de 11,7 % sur l'Agglomération (10,6% sur le Département et 9% en France), cet indicateur est à corréliser avec une offre locative privée accessible et/ou une accession facilitée.

2/3 des demandeurs sont des **personnes seules** ou des **familles monoparentales**. Une grande majorité des logements HLM (75%) sont attribués à des **ménages** dont les revenus correspondent aux **plafonds de ressources PLAI**.



Source : IMHOWEB au 31/12/2019

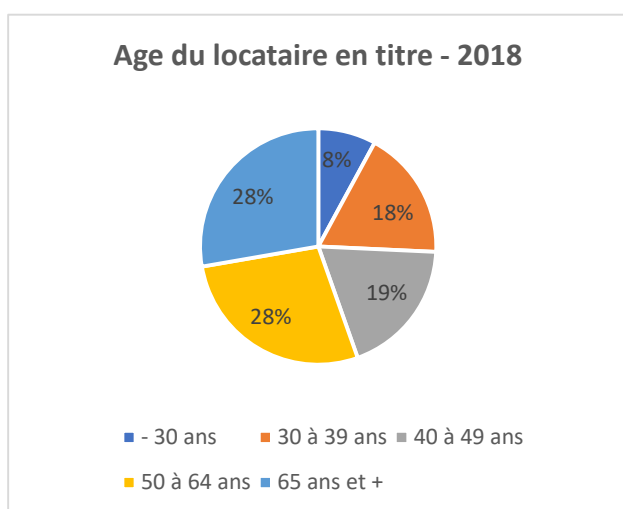
Le parc est composé en **majorité de logements T3 et T4** (80%), la demande actuelle portant à 63% sur ces 2 typologies. Toutefois, nous observons une demande plus affirmée vers des logements T1 et T2 (32%). Dans le quartier Politique de la Ville de Valette, on note une plus grande proportion de logements T5, correspondant à un réel besoin sur le quartier.

Le **Revenu mensuel** moyen d'un demandeur de logement social : **1 407€** (en 79: 1 349€).

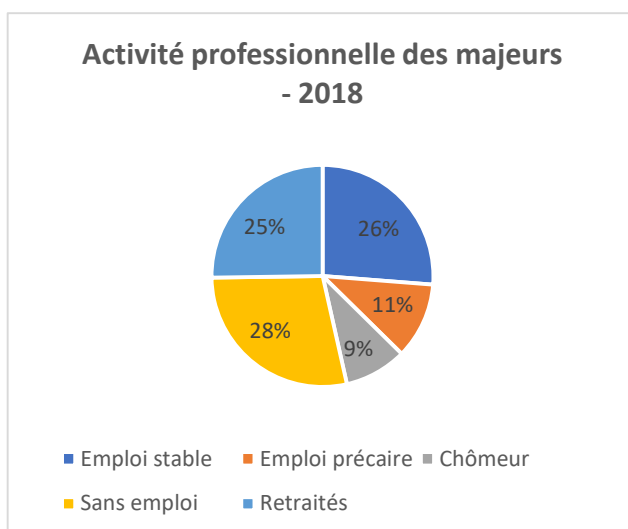
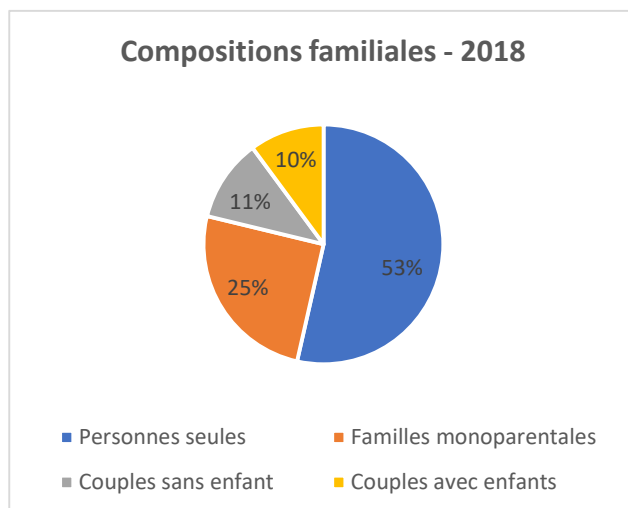
1.7 L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL

Source : données OPS 2018

Plus des **2/3 des occupants sont des personnes isolées** (53% personnes seules et 25% familles monoparentales). Une augmentation de familles monoparentale est observée ces dernières années. Sur le territoire de l'Agglomération, la moitié des locataires en titre a **plus de 50 ans**.



En 2018, plus de **60% des occupants ont un niveau de ressources équivalent aux plafonds PLAi** (< ou égal à 60% des plafonds PLUS), cela est d'autant plus prégnant pour les emménagés récents (76% ont des revenus inférieurs aux plafonds PLAi).



Quand on observe plus particulièrement les emménagés récents, on s'aperçoit que l'indice de jeunesse est de 4,6% à l'échelle du territoire intercommunal (6,7% à Bressuire dont 27,7% dans le QPV de Valette ; 10,3% à Nueil les Aubiers ; 9,3% à Argentonay, 7,1% à Mauléon, 3,8% à Cerizay et 0,8% à Moncoutant).

LES ORIENTATIONS ET LE PROGRAMME D' ACTIONS

ORIENTATION 1 – STRUCTURER LE SERVICE D'ACCUEIL ET D'INFORMATION AU DEMANDEUR ET HARMONISER L'INFORMATION DELIVREE PAR LES DIFFERENTS PARTENAIRES.

Action 1 – Structurer l'accueil et l'information des demandeurs de logement social et mettre en place une démarche collective

Principaux constats :

Au regard du territoire organisé autour d'une petite ville, d'un réseau de bourgs-centres et de communes plus rurales et des enjeux repérés en termes de demandes en logement sociaux, l'information et l'accueil du demandeur en logement social ne sont pas structurés de la même façon selon la commune ou encore la présence de bailleurs sociaux.

Ainsi, le bailleur social principal Deux-Sèvres Habitat dispose de deux bureaux d'accueil, d'information et d'enregistrement : à Bressuire et à Cerizay. A proximité, Immobilière Atlantic Aménagement est présent à Thouars et Sèvre Loire Habitat à Cholet. Ils assurent par ailleurs un accueil téléphonique.

A ces lieux d'accueil et d'enregistrement s'ajoutent des communes ou CCAS qui dispensent une information voire un accompagnement personnalisé du demandeur pour remplir le formulaire CERFA. D'autres communes apportent une information générale et orientent vers le bailleur présent sur leur territoire.

Parallèlement, un portail grand public : www.demandedelogement79.fr a été mis en place et permet au demandeur d'enregistrer directement sa demande en ligne. Il est aussi accessible depuis les sites internet des bailleurs ainsi que depuis le site de l'Agglomération (en cours de refonte actuellement). Il s'agit maintenant de mieux le faire connaître et d'inciter dans la mesure du possible les enregistrements via ce portail.

La demande en logement social a progressé ces dernières années et le taux de vacance est peu élevé. La ville de Bressuire concentre la moitié des demandes, viennent ensuite Mauléon et Cerizay. Les profils des demandeurs sont divers avec un public plus ou moins autonome dans ses démarches administratives. Il faut noter, par ailleurs, une spécificité avec un besoin repéré de logements pour des salariés.

En 2018, plus de la majorité des attributions (61%), concernaient des personnes ayant des revenus très modestes correspondant aux plafonds PLAi. Les ménages aux revenus plus élevés mais toutefois éligibles aux logements du parc social le méconnaissent parfois. Des préjugés persistent et il peut être constaté des représentations négatives vis-à-vis du parc social, ainsi qu'une perception d'une procédure complexe et longue pour accéder au parc social.

Enjeux repérés :

Faciliter l'accès au parc HLM et conforter la capacité des demandeurs de logement social à être acteurs de leur projet :

- En améliorant la connaissance de l'offre du parc HLM de la CA2B : localisation, diversité, caractéristiques,
- En permettant aux demandeurs de mieux comprendre les modalités d'accès au parc HLM et le système d'attribution,
- En facilitant leurs démarches, en les orientant et en les accompagnant si besoin,

- En s'appuyant sur les lieux d'accueil existants et en valorisant ce que chacun peut apporter, selon les enjeux repérés, ses propres moyens et capacités.

Objectifs :

Il s'agit de structurer l'accueil et l'information du demandeur afin de :

- Rendre plus lisibles les modalités d'accès à un logement social,
- Identifier les lieux d'accueil et leurs missions,
- Harmoniser les pratiques des lieux d'information et d'accueil
- Assurer un même accès à un premier niveau d'information pour l'ensemble des habitants
- Éclairer sur les modalités d'accès au parc locatif social et le parc existant.

Mise en œuvre :

Il est proposé de :

- Identifier et structurer les fonctions des différents lieux d'accueil selon les besoins et enjeux repérés :
 - . 1 / Relais d'informations
 - . 2 / Lieux d'accueil, d'information et d'accompagnement de proximité
 - . 3/ Lieux d'accueil, d'information, d'accompagnement et d'enregistrement,
- Mettre en place de séances d'information adaptées auprès des élus et agents des mairies et des Maisons France Services...
- Créer un référentiel commun (partage de documents, documents-types, check list, cartographies ...),

Ces travaux seront menés dans une démarche partenariale avec la mise en place d'un groupe de travail voire d'ateliers.

Pilote :

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais, en partenariat/association avec l'ensemble des acteurs

Les partenaires :

Les communes, les bailleurs sociaux, les services sociaux (CCAS et instances du PDALHPD), l'UR HLM, Action Logement, les services de l'Etat, ...

Calendrier prévisionnel :

2^{ème} semestre 2021 : mise en place du groupe de travail

2022 : création d'un référentiel commun et mise en place de séances d'information à destination des élus et agents

2023 : coordination des différents lieux d'accueil

Indicateurs :

- Nombre de réunions du groupe de travail
- Nombre de séances d'information
- Nombre de communes impliquées
- Outils du référentiel mis en place

Action 2 – Harmoniser l'information auprès du demandeur

Contexte et principaux constats :

L'article R 441-2-16 du CCH détaille les éléments sur lesquels le demandeur doit être informé, il s'agit de :

- La liste des lieux d'accueil,
- Les caractéristiques et la localisation du parc,
- Les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen, selon les communes et les types de logement,
- Les procédures applicables,
- Les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution,
- Les critères de priorité applicables sur le territoire (cotation de la demande).

Enjeux :

- Expliquer et harmoniser l'information auprès du demandeur,
- Mieux faire connaître le parc social et veiller à un certain équilibre au sein du territoire intercommunal, mais aussi des quartiers et des immeubles, pour éviter des « poches de précarité »

Objectif :

Il s'agit de développer des outils de communication et supports d'information accessibles à l'ensemble des acteurs du réseau d'accueil, afin que chaque partenaire soit en mesure d'informer, en fonction de sa qualité et de ses missions, les demandeurs de logement social lors des différentes étapes :

- En amont de leur demande (accueil niveau 1, 2 et 3),
- Sur le contenu de leur demande et les étapes suivantes (accueil niveau 2 et 3),
- Sur le traitement de leur demande (depuis le portail grand public ou depuis le bureau d'enregistrement de sa demande) (accueil niveau 3)

Mise en œuvre :

Il est proposé de :

- Réaliser une brochure d'information à destination des demandeurs, portant sur les différentes étapes d'une demande et sur les informations utiles aux demandeurs lors du 1^{er} contact. Cette brochure sera disponible dans tous les lieux d'accueil et téléchargeable depuis le site internet de l'agglomération et les communes partenaires,
- Relayer les informations sur les sites internet notamment celui de l'Agglomération ainsi que sur les autres supports de communication existants,
- En lien avec Action Logement, les entreprises locales et la commission économie de l'Agglomération, communiquer auprès des salariés ou futurs salariés.

Ces travaux seront menés en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés et s'appuiera sur le groupe de travail déjà mis en place

Pilote :

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais en partenariat/association avec l'ensemble des acteurs

Les partenaires :

Les communes, les bailleurs sociaux, les services sociaux (CIAS, CCAS et instances du PDALHPD), l'UR HLM, Action Logement, les services de l'Etat, ...

Calendrier :

2022-2023 : mise en place d'une brochure d'information et diffusion

2023 : communication auprès des salariés à partir de la brochure réalisée

Indicateurs :

- Réalisation de la brochure d'information
- Nombre d'outils de diffusion de la plaquette
- Nombre de réunions d'information

Action 3 : Informer et accompagner le demandeur sur le système de cotation de la demande

Contexte :

La loi ELAN du 23 novembre 2019 rend obligatoire la mise en place, à compter du 1^{er} septembre 2021 d'un système de cotation de la demande sociale, qui doit s'inscrire dans le PPGDID élaboré par les EPCI concernés par la réforme des attributions de logements sociaux.

Le décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019 détermine les modalités de mise en œuvre de la cotation de la demande de logement social (cf article 2 du décret du 17 décembre 2019). Il relève de la responsabilité des EPCI, chefs de file de la réforme des attributions. Il permet de qualifier les demandes de logements sociaux sur la base de critères objectifs, partagés, et pondérés tant pour la désignation que pour l'attribution des logements sociaux.

Ce système doit apporter des précisions sur les priorités d'attribution et permettre au demandeur d'apprécier le positionnement de sa demande par rapport aux autres demandes, ainsi que le délai d'attente moyen constaté, pour une typologie et une localisation de logement analogues à celui demandé.

L'UR HLM Nouvelle-Aquitaine, les bailleurs sociaux et les partenaires ont travaillé à la définition d'une grille de cotation présentée en annexe 2.

Enjeux :

- Prendre en considération et appliquer les règles législatives en vigueur afin d'informer le demandeur des critères de cotation et de sa pondération, d'apprécier son positionnement et le délai d'attente moyen
- Constituer une aide à la décision tant pour la désignation des candidatures examinées dans le cadre des CALEOL des bailleurs sociaux, que pour l'attribution des logements sociaux

Objectifs :

Assurer une meilleure transparence de la procédure d'attribution d'un logement social

Mise en œuvre :

- Application de la grille de cotation proposée pour les Deux-Sèvres pour toute demande sociale (cf annexe 2)
- Information du ménage de la pondération retenue pour sa demande, de son caractère prioritaire (ou non), ainsi que du délai d'attente moyen en fonction de la typologie de logement demandée (en accueil niveau 3)
- Accompagnement du ménage dans sa démarche de demande de logement social
- Information auprès des travailleurs sociaux du système de cotation

Les acteurs en présence :

Les bailleurs sociaux, les bureaux d'accueil et d'enregistrement, les communes, la CA2B, Action Logement, les services sociaux, les services de l'Etat (DDETSPP + DDT) ainsi que les autres membres de la CIL

Calendrier :

- Mise en œuvre du système de cotation à l'automne 2021

Indicateurs :

- Adéquation de la grille de cotation proposée sur le territoire
- Prise en compte des demandes spécifiques

ORIENTATION 2 – ORGANISER UNE GESTION PARTAGEE DE L'INFORMATION

Action 4 – Renforcer les partenariats et les échanges d'information à chaque étape du parcours de la demande

Constats :

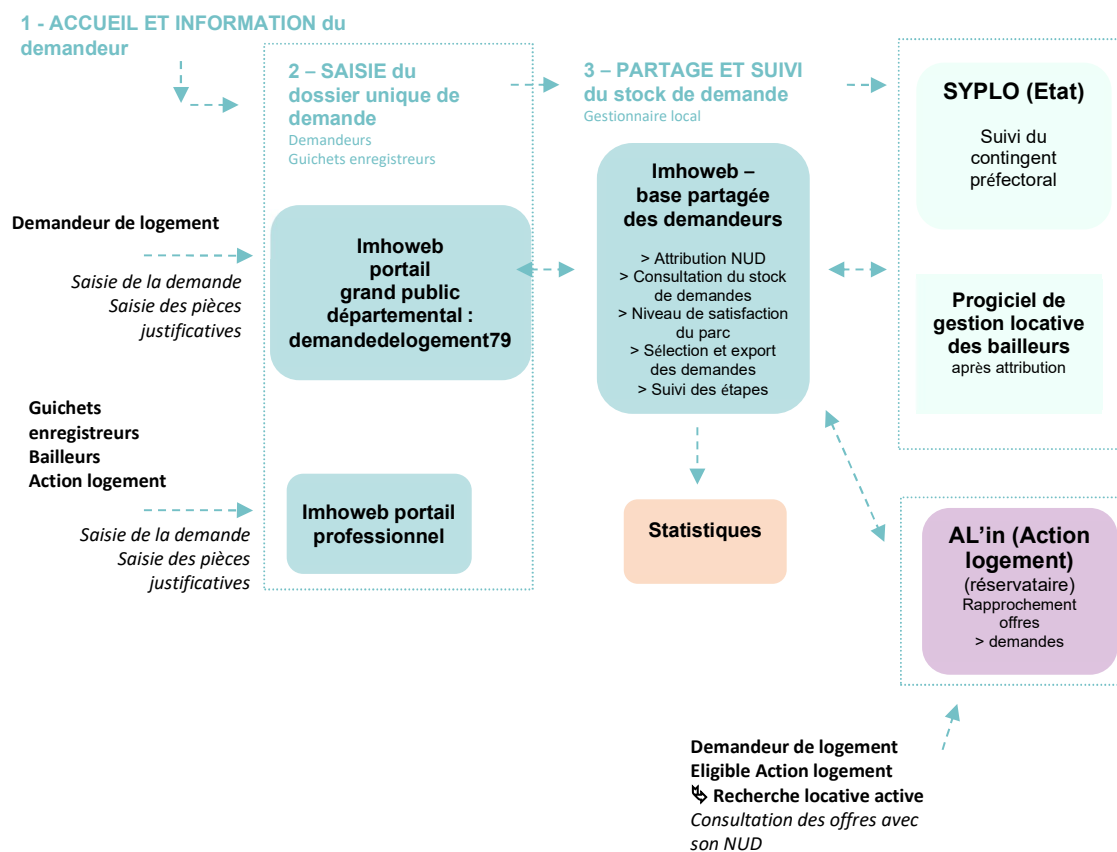
En 2011, sous l'impulsion de l'AROSH devenu depuis l'UR HLM, un outil commun prenant la forme d'un fichier partagé a été mis en place afin de permettre l'enregistrement, le traitement et l'observation de la demande en logement social. Pour assurer la gestion du logiciel informatique « Imhoweb » mis en place à cet effet, l'association AFIPADE a été créée et a été désignée par arrêté préfectoral du 6 avril 2011 pour le Département des Deux-Sèvres comme gestionnaire du fonctionnement du système d'enregistrement de la demande en logement social.

Ce dispositif de gestion de la demande de logement social permet ainsi :

- L'enregistrement de la demande et la délivrance du Numéro Unique de la Demande (NUD)
- Le suivi de la demande
- Le rapprochement entre l'offre et la demande
- L'observation (en temps réel) de la demande

Un portail public et gratuit permet pour chaque demandeur de saisir, de modifier et de renouveler sa demande en ligne selon le schéma de fonctionnement suivant :

Schéma de fonctionnement d'Imhoweb et lien avec la plateforme AL'in d'Action Logement :



Zoom sur le parcours du demandeur salarié :

- Le demandeur salarié fait la saisie de sa demande de logement social sur www.demandedelogement79.fr et celle-ci est intégrée dans le portail Imhoweb.
- Le demandeur salarié vient sur AL'in ouvrir un compte et récupère son dossier via son NUD.
- Le demandeur salarié a accès à la publication des offres proposées à la location (logements réservés ALS), et peut candidater sur l'offre adaptée à sa recherche. S'il doit modifier son dossier il retourne sur www.demandedelogement79.fr et AL'in est mis à jour quand il revient sur la plateforme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais adhère à l'AFIPADE depuis 2019 et accède ainsi aux données statistiques en matière de demandes et d'attributions de logements locatifs sociaux sur le territoire intercommunal.

L'attribution du logement :

L'attribution nominative de chaque logement est effectuée en CALEOL (Commission d'Attribution de Logement et d'Examen de l'Occupation des Logements) du bailleur. Les communes sont amenées à participer en amont ou lors de la CALEOL. Un procès-verbal de chaque CALEOL est établi.

Le bailleur social contacte ensuite le demandeur retenu qui doit faire part de son choix sous 10 jours.

Enjeux :

- Placer le demandeur au centre du dispositif de traitement de sa demande et faire en sorte que la procédure soit la plus transparente possible pour lui.
- Améliorer pour cela la circulation de l'information avec les outils mis à disposition : dossier unique et numéro unique, logiciel Imhoweb.
- Être en capacité pour le territoire d'être dans une démarche de suivi pro-active

Objectif :

Partager les informations relatives à la situation des demandeurs et à l'évolution du traitement de leur demande afin d'être en capacité de les informer lorsqu'ils en expriment le souhait (soit auprès du Portail grand public « [demandedelogement79](http://demandedelogement79.fr) », soit auprès bureau enregistreur auprès duquel le demandeur a déposé sa demande

Mise en œuvre :

- Participation aux travaux menés par l'UR HLM et l'AFIPADE
- Participation des collectivités aux CALEOL des bailleurs sociaux dans la mesure du possible
- Transmission par les bailleurs sociaux aux membres de la CALEOL et à l'Agglomération d'un bilan annuel des CALEOL
- Présentation lors d'une séance de la CIL du bilan annuel des logements proposés ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente.

Pilote :

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais en partenariat/association avec l'ensemble des acteurs

Les partenaires :

Les communes, les bailleurs sociaux, les services sociaux (CIAS, CCAS et instances du PDALHPD), l'UR HLM, Action Logement, les services de l'Etat ...

Calendrier :

A compter de 2021

Indicateurs :

- Participation aux réunions et travaux organisés par l'UR HLM
- Participation des collectivités aux CALEOL des bailleurs sociaux
- Présentation des bilans annuels

Action 5 – Repérer et partager avec les partenaires les situations spécifiques

Constats :

73 % des demandeurs ont un niveau de ressources inférieur aux plafonds du PLA-Intégration et 42% sont chômeurs ou sans emploi.

Près d'un tiers des demandes (30%) concerne des demandes de mutation au sein du parc social au 31 décembre 2018. Même si ce taux est moins élevé que sur d'autres territoires, 32% des demandes ont plus d'un an d'ancienneté.

Dans le cadre du « Porter à connaissance » transmis par l'Etat, les orientations du PDALHPD devront être prises en compte par le PPGD et des mesures mises en place pour faciliter l'accès au logement des :

- Publics relevant du DALO
- Sortants d'hébergement
- Personnes bénéficiaires de la protection internationale
- Personnes victimes de violence
- Personnes relogées suite à une opération de renouvellement urbain
- Personnes relevant du PDALHPD et du contingent préfectoral (cf annexe 3)

Sur la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais, si une grande partie des situations se résolve, il a été constaté un manque de grands logements pour loger des familles de plus grande taille tout en restant dans un montant de loyer adapté. Ce manque de grands logements est aussi relevé en matière d'hébergement d'urgence.

Par ailleurs, des besoins spécifiques sur lesquels il est nécessaire de porter une attention particulière ont été repérés :

- Les demandes concernant les populations mahoraises, comoriennes ou sahraoui,
- Les besoins pour les personnes âgées et/ou en situation de handicap,
- Les demandes concernant les gens du voyage.

Enjeux :

- Repérer les situations spécifiques afin de les traiter avec une attention particulière,
- Orienter si nécessaire des situations repérées vers les instances et dispositifs proposés dans le cadre du PDALHPD afin de permettre un accès pérenne au parc social pour les demandeurs fragiles,
- Veiller à un équilibre et une mixité sociale => lien CIA

Objectifs :

- Définir et mettre en œuvre des modalités pour un meilleur signalement/repérage des ménages spécifiques
- Repérer les délais d'attribution de logements sociaux anormalement longs
- Suivre l'évolution des demandes sociales en mutations et les motifs des demandes en mutations les plus anciennes

Mise en œuvre :

- Mise en œuvre du système de cotation et de sa pondération dans le choix des demandeurs
- Suivi statistique via Imhoweb à partir de différents critères : ancienneté de la demande, demandes en mutations et de leur ancienneté, revenus des ménages (notamment ceux du 1er quartile), besoin spécifique lié à un handicap, ...
- Participation de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais aux différents travaux des dispositifs existants de suivi des situations spécifiques (PDALHPD, ...). Outre ces instances d'animation et de gouvernance départementales existantes, la Communauté d'Agglomération pourra s'appuyer sur la commission de coordination de la CIA voire si nécessaire l'organisation de réunions traitant spécifiquement de situations complexes.

- Faire une passerelle entre demande spécifique et adéquation de l'offre proposée en étudiant par exemple la notion d'adaptabilité, de modularité de l'habitat...

Pilote :

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais en partenariat/association avec l'ensemble des acteurs

Les partenaires :

Les communes, les bailleurs sociaux, le Département, les services sociaux (CCAS et instances du PDALHPD), les services de l'Etat, Action Logement, l'ADAGV 79....

Calendrier :

A compter de 2021

Indicateurs :

- Nombre d'attributions de logements pour ces publics spécifiques.
- Repérage de situations complexes et pistes/solutions apportées

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRESENTATION DU PORTAIL GRAND PUBLIC « DEMANDEDELOGEMENT79.FR »



Pour les demandeurs autonomes dans les démarches électroniques, ils ont la possibilité d'effectuer la demande par internet sur le portail grand public : www.demandedelogement79.fr, une demande de logement simplifiée et centralisée.

Les bailleurs du département des Deux-Sèvres et leurs partenaires ont mis en œuvre ce dispositif commun de gestion de la demande de logement social. Cette organisation est destinée à faciliter les démarches des demandeurs.

Ainsi, la demande de logement en ligne est enregistrée sur un seul et même fichier géré par l'ensemble des organismes d'habitat social intervenants sur les Deux-Sèvres et accessible à tous les lieux d'enregistrement.

Sur ce site, les demandeurs peuvent déposer leur demande, la modifier, la renouveler, mais également obtenir des informations relatives aux modalités de dépôt et aux conditions d'accès au parc social. Des données chiffrées sur la demande de logement social en Deux-Sèvres sont également à disposition.

Les avantages de la saisie en ligne :

- Possibilité d'éditer une fiche récapitulative de la demande,
- Possibilité de mettre à jour la demande dès que nécessaire,
- Possibilité de renouveler tous les ans la demande,
- Pas de dossier papier.

Le demandeur qui a déposé une demande chez un bailleur ou dans un lieu d'enregistrement, peut consulter celle-ci en se connectant à son espace personnel. Il peut, à tout moment, modifier, compléter ou renouveler sa demande de logement. Il peut également suivre l'instruction de son dossier.

ANNEXE 2 : GRILLE DE COTATION PROPOSEE

Grille travaillée par l'UR HLM en lien avec les bailleurs du territoire et les partenaires :



Points par critères de la demande

Deux-Sèvres

Ancienneté			
Ancienneté par mois d'ancienneté		1	
Critère unique			
Logement actuel	Propriétaire	Locataire d'un logement social (HLM)	10
		Locataire ou sous-locataire d'un logement privé	15
		Propriétaire occupant	5
	Sans domicile	Camping	25
		Habitat Mobile	25
		Hôtel	25
		Occupant sans titre, squat	20
		Sans abri, habitat de fortune, bidonville	35
	Hébergés ou logement à caractère temporaire	Hébergé chez un particulier	20
		Hébergé chez vos parents ou vos enfants	15
		Logement temporaire	20
		Logement de fonction	10
		Résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS)	25
		Résidence étudiante ou universitaire	10
		Centre départemental de l'enfance et de la famille ou centre maternel	25
		Logé en logement-foyer (FJT, FTM, FPA, FPH), en résidence sociale ou pension de famille (maison relais)	25
Critère cumulatif			
Motif de la demande	Nul	0	
	Changement de lieu de travail	20	
	Départ de personne à charge(s) du foyer	5	
	Divorce, séparation	10	
	Logement éloigné du lieu de travail	10	
	Logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie	25	
	Logement indigne	25	
	Logement non décent	15	
	Logement non décent + enfant mineur	+5	
	Logement repris ou mis en vente par son propriétaire	10	
	Procédure d'expulsion	10	
	Rapprochement familial	10	
	Rapprochement des équipements et services	10	
	Logement bientôt démolit	10	
	CDD, Intérim	5	
	Sortie d'une période de chômage de longue durée	10	
	Violences au sein du couple ou menace de mariage forcé	25	
Personnes victimes de viol/traité des êtres humains/sortie de prostitution	25		
Situation dans le logement actuel (critères cumulatifs)			
Sur-occupation		10	
Sur-occupation + enfant mineur		+5	
Sous-occupation		10	
Taux d'effort actuel			
Moins de 30%		0	
De 30 à 40%		10	
De 40 à 50%		15	
>50%		20	
Contingents			
Nul		0	
DALO		100	
CAL			
Point par attribution CAL		5	

ANNEXE 3 : PUBLICS PRIORITAIRES DU PDALHPD

En référence aux publics prioritaires définis par l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), les publics prioritaires au niveau départemental pour l'attribution de logements sociaux au titre du PDALHPD 2016-2021 sont les suivants :

PUBLICS	
1) Personnes en situation de handicap (au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et familiale) ou ayant à leur charge une personne en situation de handicap et pour lesquelles le logement actuel n'est pas adapté à la situation de handicap.	
2) Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale	<p><u>Notamment :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cadre de la prévention des expulsions locatives, les ménages pour lesquels une dette locative se constitue au vu de l'inadéquation de leurs ressources et du coût du logement et qui recherchent un logement social mieux adapté à leurs capacités financières – ces ménages peuvent être signalés par la Ccapex, • les bénéficiaires de minimas sociaux • les gens du voyage en recherche de logement.
3) Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition	<p><u>Concerne également les réfugiés statutaires sortant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • de Centres d'accueil des demandeurs d'asile (Cada), • d'Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (Huda), • d'Accueils temporaires service de l'asile (Atsa), • de Centres d'accueil et d'orientation (CAO).
4) Personnes exposées à des situations d'habitat indigne	<p><u>Définition de l'habitat indigne :</u></p> <p>« Constituent un habitat indigne les locaux utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé. »</p>
5) Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent	<p><u>Précisions concernant la superficie minimale d'un logement (article D. 542-14 du code de la sécurité sociale) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 9 m² pour une personne seule, • 16 m² pour un ménage de deux personnes (couple ou personne seule avec un enfant), augmentés de 9 m² par personne en plus, dans la limite de 70 m² pour 8 personnes ou plus. <p><u>Précisions sur le caractère décent d'un logement :</u></p> <p>Les caractéristiques d'un logement décent sont définies par le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002. Un logement décent doit satisfaire à certaines conditions relatives à la sécurité physique et à la santé des locataires. Il doit également comporter certains éléments d'équipement et de confort définies par le décret.</p>
6) Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers	
7) Personnes menacées d'expulsion sans relogement qui ont fait l'objet d'un jugement d'expulsion	
8) Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires	
9) Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle (reconnues par la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle)	La commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle est en cours d'installation
10) Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme	